

clc



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015





L'année 2015 a été bien remplie pour la **clc**, et il m'est alors impossible de résumer en quelques lignes seulement tous les dossiers traités et toutes les initiatives prises par notre organisation. Vous découvrirez plus de détails dans notre rapport annuel... je me limiterais à relater certains points qui me paraissent essentiels dans l'accomplissement des missions qui nous sont octroyées par l'objet de notre association faîtière.

L'année a commencé avec la mise en place du nouveau Comité de direction, composé de Thierry Nothum, Claude Bizjak, Sylvie Fasbinder et Alain Petry. Ce changement structurel avait comme objectif de partager les responsabilités opérationnelles et de construire sur l'intelligence collective. Cette synergie de compétences basée sur l'esprit collaboratif a bien porté ses fruits et a permis de traiter un grand nombre de dossiers au bénéfice de nos membres et des secteurs qu'ils représentent. L'équipe a été renforcée par deux nouvelles collaboratrices hautement qualifiées : Nathalie Muller et Blaza Bartolovic ont rejoint la **clc** en automne.

L'augmentation des taux de la TVA au 1^{er} janvier 2015 a eu lieu sans trop d'encombre, la **clc** ayant beaucoup travaillé à sensibiliser et à préparer nos entreprises aux risques d'une augmentation excessive des prix. La conjoncture nationale semble se redresser des effets de la crise financière et économique des dernières années ; je note cependant que, malgré une démographie très dynamique le volume de la consommation stagne, ce qui est notamment dû à des changements importants dans les habitudes de consommation ainsi qu'aux charges de logement dont la part ne cesse d'augmenter dans le budget des ménages. La **clc** se consacre également à la problématique du commerce urbain, en déclin constant. Elle a à cœur de travailler de près sur ce sujet, les villes ayant besoin du commerce dans toute sa diversification pour être attractives.

SOMMAIRE

SOMMAIRE

Dans le cadre de l'accord bipartite UEL-Gouvernement de janvier 2015, les organisations se sont engagées à participer activement à une réduction du taux de chômage. La **clc** siège non seulement dans le comité de pilotage ADEM-UEL, mais a également intensifié sa collaboration avec la Direction et le Service employeurs de l'ADEM. La **clc** s'est par ailleurs chargée d'établir des profils de postes et d'identifier les besoins en formation, et a favorisé un rapprochement entre les services de l'ADEM et différentes fédérations affiliées. C'est grâce à cet engagement qu'en novembre 2015 par exemple, la moitié des entreprises signataires de la convention « partenariat pour l'emploi » était issue des rangs de la **clc**.

Le domaine des nouvelles technologies est vaste et évolue rapidement. A l'instar des FORUMS RH organisés régulièrement par la **clc**, elle a lancé en septembre 2015 son premier FORUM ICT. Ce dernier était dédié à l'archivage électronique. D'autres ont suivi depuis, réunissant toujours un public vivement intéressé de part notamment les questions posées aux spécialistes présents.

La **clc** veille en permanence aux évolutions sur les marchés qui sont propres au commerce, aux transports et aux services. Elle encourage activement la simplification administrative et l'esprit d'entreprise. Elle est à l'écoute de ses membres, a rédigé des avis sur des projets de loi ou de règlements, d'une importance certaine pour les secteurs qu'elle représente, et entretient des relations permanentes avec les décideurs politiques et les administrations pour améliorer l'environnement socio-économico-législatif.

La **clc** a proposé l'initiative Pakt PRO Commerce au Ministère de l'économie portant sur plusieurs axes et destiné à relancer l'économie urbaine, notamment. Cette approche collaborative réunira plusieurs secteurs économiques autour d'objectifs communs. La **clc** se réjouit de pouvoir travailler sur ce projet de longue haleine pour la prospérité du pays et de nous tous.

J'aimerais finir par des remerciements que j'adresse à tous nos collaborateurs permanents et leur direction pour leur engagement et leur disponibilité, ainsi qu'à nos vice-présidents, aux administrateurs, aux membres des comités de nos fédérations affiliées et aux experts qui, sans contrepartie aucune, ont mis leur énergie, leurs compétences et leur temps à la disposition de notre cause commune.



Fernand ERNSTER

Le mot du président	003
01. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2015	008
Le Conseil d'administration	010
Le Comité exécutif	012
02. LA RÉTROSPECTIVE EN 2015	014
03. LES RESSOURCES HUMAINES	017
Les collaborateurs de la clc	017
Le nouveau comité de direction de la clc	018
Les nouveaux collaborateurs en 2015	019
Organigramme clc 2015	020
Les collaboratrices secrétariat – comptabilité	021
Les collaborateurs du projet « Shopping in Luxembourg – Good Idea »	021
04. LES CONSEILLERS ET LEURS FÉDÉRATIONS	022
Blazenka BARTOLOVIC	024
GME	025
Claude BIZJAK	026
AECF	027
FLLAM	028
OPAL	029
Elisabeth CRUZ	030
FELSEA	031
SAVL	033
ULAV	034
Sylvie FASBINDER	036
LB	037
FLL	038
Robert KUMMER	040
FEDELUX	041
FLEAA	042
Marie-Laure MOREAU	044
Design-Luxembourg	045

Espace Pub	047
MarkCom	048
Serge MOULIN	050
Groupement des Entrepreneurs de Transports	051
SPL	053
Nathalie MULLER	054
LMV	055
Thierry NOTHUM	056
PRESTACO	057
Alain PETRY	058
ADAL	059
FLLV	061
GARD	062
Isabelle PHALIPPOU	064
CIGDL	065
FEMACO	067
FIABCI	068
GSPL	069
Rafael RAIMUNDO	072
APSI	073
eCOM	075
Lucia SEDA	076
Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg	077
APFM	078
FEBU	079
FEMO	080
FEDAM	081
FLVS	082
Sílvia TEIXEIRA	084
FEDIB	085
Groupement Combustibles Solides et Liquides	086
05. DOSSIERS SOCIO-ÉCONOMIQUES	089
Le dialogue social	089
Accord entre le Gouvernement et l'UEL à l'issue des discussions du 14 janvier 2015	089
Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE)	090
Évolution législative du dialogue social à l'intérieur des entreprises (DSIE) et la réforme sur le reclassement professionnel	092
« Programme Partenariat pour l'emploi » et plateforme employeur à l'ADEM	094
Sécurité Sociale et Système des soins de santé – Priorité au secteur	096
Sécurité et santé au travail	098
Comité du Travail féminin (CTF)	098

Formation professionnelle continue	099
Formation continue – chauffeur professionnel	099
Projet de loi – la réforme du co-financement de la formation continue	101
Formation « Culture du service » – une coorganisation entre la FEMACO, la House of Training et la clc	102
L'économie	103
Les restrictions en matière d'importations	103
Bail commercial	103
Droit de la concurrence	104
Législation relative à la lutte contre le blanchiment	104
Commissions d'interchange liées aux cartes de paiement (MIF)	104
Eurovignette et péage en Belgique	105
Adaptation de la TVA au 1 ^{er} janvier 2015	105
06. LA clc DANS LES INSTITUTIONS	107
Chambre de commerce	107
Confédération des Classes Moyennes asbl	107
UEL	107
Cluster for Logistics Luxembourg asbl	108
Conseil de la Consommation	108
Commission ad hoc « Formation des prix »	109
Conseil Economique et Social (CES)	109
Haut comité pour le soutien des PME et entrepreneuriat	110
Commission Loi-cadre des classes moyennes et SNCL, Société Nationale de Crédit et d'Investissement	110
SNCA, SNCT et SNCH	110
EuroCommerce	110
07. FORUMS clc	113
Forum des Ressources Humaines (FRH)	113
Forum ICT	115
08. NETWORKING clc	116
09. SHOPPING IN LUXEMBOURG – GOOD IDEA	119
10. RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	125
Ecotrel	125
Valorlux	125
Ecobatterien	125
La Directive « Sacs plastiques »	125
INDR	125
11. LES MEMBRES	126
Liste des fédérations membres	126
12. REPRÉSENTATIONS EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES	129

Madame la Secrétaire d'Etat Francine Closener, Secrétaire d'Etat à l'Economie,
Docteur Ansgar Gerstner,
Mesdames, Messieurs les Députés,
Mesdames, Messieurs les présidents de nos fédérations, groupements, syndicats,
Chers membres, collaborateurs et amis

Il y a un an, j'ai été élu au poste de Président du nouveau Conseil d'Administration de la **clc**. J'ai accepté cette nomination avec honneur, et ensemble avec mes Vice-présidents et toute l'équipe de la **clc**, nous mettons toutes nos ressources à la disposition de notre organisation professionnelle, au service de nos membres. Un de nos premiers défis fut de préparer nos entreprises à l'augmentation des taux de la TVA au 1^{er} janvier 2015 et aux nouvelles réglementations l'accompagnant afin de préserver la **compétitivité** de notre pays. Les statistiques aujourd'hui montrent que la hausse des prix a été contenue, les commerces absorbant certaines variations dans leurs marges et de nombreux produits de la vie quotidienne n'étant pas, à la base, affectés par le changement des taux.

A l'aube de la présidence européenne du Luxembourg, il semble que notre conjoncture se redresse des effets de la crise financière et économique des dernières années. Je m'en réjouis ! Cependant, nous devons rester vigilants car il reste de nombreux défis à relever et obstacles à franchir.

Au Luxembourg, nous faisons toujours face à des problèmes structurels qui menacent la pérennisation de nos acquis sociaux : un taux de chômage élevé, un manque de formation, notamment dans les métiers de la logistique et des nouvelles technologies, formations pourtant cruciales pour le développement futur du pays. Le logement aussi est un secteur, certes en plein essor, mais de plus en plus inabordable freinant ainsi le pouvoir d'achat de notre population. Des enjeux sociaux-économiques et politiques considérables, donc !

Afin de contrer le chômage, la **clc** a activement participé à la conclusion de l'accord avec l'ADEM pour créer 5.000 emplois dans les trois prochaines années. Ce sont effectivement les entreprises qui **créent les emplois**. Il s'agit d'éviter une rupture sociale et de créer, de stabiliser et de développer des emplois, de transmettre du savoir-faire et des compétences, et d'établir une base saine et forte sur laquelle construire l'avenir du pays.

Enfin, le manque de dynamisme commercial des grandes villes du pays dont la ville de Luxembourg : nulle ville morte ne peut survivre longtemps ! Les chantiers sont souvent cités comme responsables d'un manque de clients et de visiteurs. Nous regrettons fortement le manque d'organisation et de coordination de ceux-ci et déplorons aussi l'absence d'une politique structurée en matière d'heures d'ouverture ce

qui influence grandement le comportement d'achat des consommateurs. Dans ce contexte d'incertitude, nous voudrions mentionner le Pakt PRO Commerce que nous avons élaboré et proposé à votre ministère ; il faut effectivement un plan d'action pour remédier à la situation car il est essentiel pour le Luxembourg de réagir face aux réalités du terrain.

Le commerce électronique ; les décisions prises en matière d'efficacité énergétique pour les bâtiments fonctionnels et les ménages ; la compétitivité du pays, plus particulièrement concernant la problématique de l'approvisionnement, ne sont que quelques exemples de sujets dont il faut s'occuper de manière pertinente. Le rythme de l'augmentation de notre population résidente ajoutant à la complexité dans la création de valeurs communes aboutissant à une vision éclairée et un **climat de confiance**.

La **clc**, en tant qu'apporteur de solution, est à l'écoute de ses membres et du marché. Elle siège dans de nombreuses commissions et comités et contribue activement à de nombreux groupes de travail.

La **clc** entretient des relations permanentes avec les décideurs politiques et les administrations pour améliorer l'environnement socio-économico-législatif. Elle s'implique à reconnaître des opportunités et à trouver des réponses dans une approche consensuelle et constructive, dans un esprit de partenariat, d'où son leitmotiv : « Entreprendre, c'est avancer ensemble ! ».

Une dernière note concernant un sujet cher à nous tous : la notion du **service**. Le service est, techniquement, une prestation sans fourniture de matériel ou transformation de matière. Et c'est pourtant lui qui fait la différence dans les relations humaines et commerciales. C'est un atout considérable, si intangible soit-il. Nous devons semer les bonnes graines afin de développer une attitude de service et récolter de la qualité dans les échanges et les prestations.

Madame la Secrétaire d'Etat, nous vous remercions d'avoir pris le temps d'être parmi nous aujourd'hui et de montrer ainsi l'intérêt que vous portez aux secteurs que nous défendons.

Mesdames et Messieurs, merci pour votre attention.



Fernand **ERNSTER**



Le Conseil d'administration

Le CA constitue l'émanation légale de l'Assemblée générale responsable des affaires de l'association. Tout en œuvrant sous le contrôle de l'AG, le CA et l'AG travaillent ensemble dans une transparence absolue.

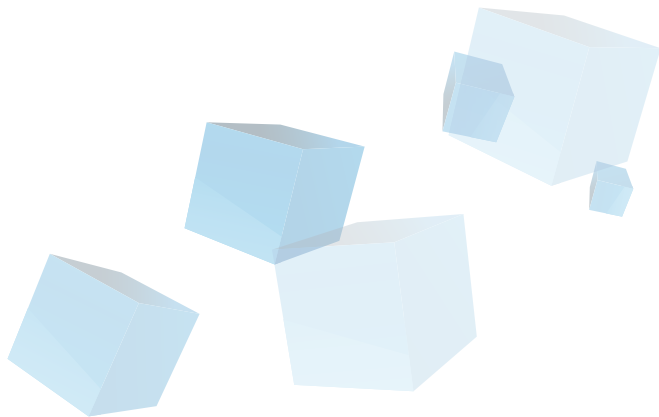
Le CA définit les orientations politiques de l'association et détermine ainsi la vision, les objectifs spécifiques, les axes stratégiques et les valeurs organisationnelles. Il élit son président et les vice-présidents qui se réunissent en Comité exécutif.

Il se prononce par votation sur les bilans de gestion, les plans stratégiques, les budgets prévisionnels et les comptes et bilans financiers de la **clc**. A cette fin, il est le garant, face à l'AG, du respect des obligations d'objectifs et de moyens.

Il assume par votation les diverses obligations légales liées au cadre légal financier auquel est soumis la **clc**.

Le CA, composé de 21 administrateurs, accompagne la **clc** dans la réalisation de ses missions.

Il s'est réuni cinq fois au cours de l'année 2015.



La composition du Conseil d'administration en 2015 était la suivante :

COMMERCE		
Claude ALVISSE	MOEBEL ALVISSE	Fédération Luxembourgeoise de l'Ameublement FEDAM
Fernand ERNSTER	LIBRAIRIE ERNSTER	Fédération Luxembourgeoise des Libraires FLL
Anna FELGEN	FELGEN CREATION	Fédération de la Mode FEMO
Robert GOERES	GOERES HORLOGERIE	Groupement des activités commerciales diverses
Christian MAROLDT	MAROLDT	Fédération Luxembourgeoise des Négociants en matériaux de construction FEMACO
Raymond MUNHOWEN	IMEX DRINK	Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons FEDIB
Raymond NIESEN	BUROTREND	Fédération Bureauutique FEBU
Michel RODENBOURG	L'ÉPICERIE	Groupement Alimentation
Laurent SCHONCKERT	CACTUS	Syndicat des importateurs-exportateurs et distributeurs-grossistes en alimentation et autres produits de consommation

SERVICES		
Jean DIEDERICH	KURT SALMON	Association des Professionnels de la Société de l'Information APSI
Carlo HEIN	PROPERTY MANAGEMENT LUXEMBOURG	Fédération Internationale des Professions Immobilières FIABCI
Gary KNEIP	DATA 4	Association des Professionnels de la Société de l'Information APSI
Berny LEY	VOYAGES FLAMMANG	Groupement des Agences de Voyages du Grand-Duché GAVL
Georges MULLER	CEGECOM	Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg OPAL
Netty THINES	MEDIATION	Association des agences conseils en marketing et communication MARKCOM
Bob WALTE	LEASEPLAN LUXEMBOURG	Fédération luxembourgeoise des loueurs de véhicules FLLV

TRANSPORTS		
Louis DESLANDES	TRANSPORT HEIN	Groupement des Entrepreneurs de Transports
Edouard GOEDERT	AUTOPOLIS SA	Association des Distributeurs Automobiles Luxembourgeois ADAL
Jos SALES	SALES-LENTZ AUTOCARS	Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars FLEAA
Roland SIMON	VOYAGES KOOB	Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars FLEAA
Marianne WELTER	ARTHUR WELTER	Groupement des Entrepreneurs de Transports

Le Comité exécutif

Le Comité exécutif émane du Conseil d'administration. Le comité est un organe collégial composé du président du Conseil d'administration et de plusieurs vice-présidents ainsi que du Directeur. Organe de conseil et de supervision, il fait bénéficier la direction et les conseillers de la **clc** de sa sagesse et de son expérience des affaires économiques. Il est à l'écoute des fédérations et, en commun avec le Directeur, est leur représentant auprès du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Conformément à la structure confédérale, les vice-présidents et le président représentent l'ensemble des membres de la **clc** et les secteurs desquels ils sont issus.

Le Comité exécutif s'est réuni 10 fois en 2015 et était présent à toutes les missions et représentations de la **clc**.

NOM	ENTREPRISE / FIRME	FÉDÉRATION / GROUPEMENT / ASSOCIATION
Président		
Fernand ERNSTER	LIBRAIRIE ERNSTER	Fédération Luxembourgeoise des Libraires FLL
Directeur clc		
Thierry NOTHUM		
Vice-Présidents		
COMMERCE		
Laurent SCHONCKERT	CACTUS	Syndicat des importateurs-exportateurs et distributeurs-grossistes en alimentation et autres produits de consommation
SERVICES		
Georges MULLER	CEGECOM	Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg OPAL
Bob WALTE	LEASEPLAN LUXEMBOURG	Fédération luxembourgeoise des loueurs de véhicules FLLV
TRANSPORTS		
Jos SALES	SALES-LENTZ AUTOCARS	Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars FLEAA



2 février

assemblée constituante de la PRESTACO

26 février

Forum RH (congé parental)

10 mars

création de la fédération dédiée à l'e-commerce: eCOM.lu

11 mai

entrevue avec le Ministre du Travail en matière de durée de travail dans le commerce de détail

31 Juillet

TVA agricole
Accord avec le Ministère des Finances et l'Administration de l'Enregistrement en matière de TVA applicable à la viande et les produits dérivés

21 septembre

Forum ICT (archivage électronique)

8 octobre

Journée des Présidents (visite du FreePort)

30 octobre

la clc finalise son avis concernant le projet de loi en matière de bail commercial

10 décembre

entrevue avec le Ministre des Finances concernant les commissions d'interchange (MIF) applicables aux paiements par cartes de débit et de crédit

14 janvier 2015

adoption d'un plan d'action en faveur de la compétitivité des entreprises

12 février

entrevue avec le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances concernant la problématique liée à l'application de la TVA aux produits de viande

2 mars

1^{ère} réunion du Haut-comité des PME

7 mai

Forum RH (absentéisme)

3 juin

échange de vue avec Georges Bach, membre du Parlement européen

18 septembre

Forum RH (fiscalité transfrontalière)

21 septembre

entrevue avec le Ministre du Développement durable et des infrastructures et le Ministre des Finances concernant l'avenir du Luxembourg au sein du système de l'Eurovignette

26 octobre

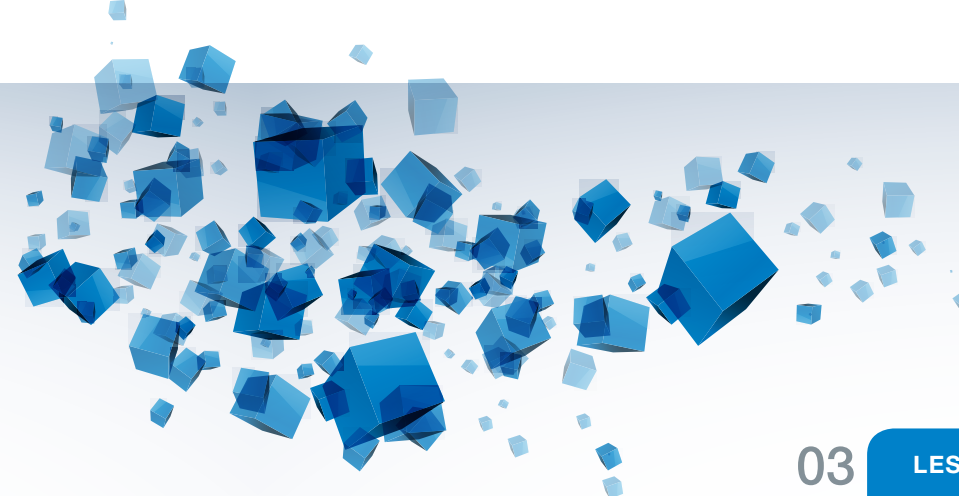
participation de la clc à la mise en place d'un Comité consultatif en matière de lutte anti-blanchiment et de lutte contre le financement du terrorisme

5 novembre

signature de la convention «communication» avec LuxTram

16 décembre

réforme technique
Après une procédure législative d'un an et demi, la Chambre des Députés a pu voter la loi portant sur la réforme du contrôle technique. Elle entrera en vigueur le 1^{er} février 2016.



Les collaborateurs de la clc

L'équipe de la **clc**, forte de 20 personnes est dirigée par le Comité de direction composé de Thierry Nothum, Claude Bizjak, Sylvie Fasbinder et Alain Petry. Ce Comité de direction a pris ses fonctions au début de l'année afin d'optimiser les compétences et les ressources de la **clc** au bénéfice de ses membres, de ses collaborateurs et de ses partenaires.

La **clc** s'organise en plusieurs pôles de compétences et travaille en collaboration avec le Comité exécutif et le Conseil d'administration selon les règles de gouvernance en place.

L'équipe reflète la complexité socio-économique de notre pays : huit nationalités différentes et la maîtrise des langues française, allemande, anglaise, italienne et portugaise ; le luxembourgeois restant la langue véhiculaire en interne.

Les collaborateurs polyvalents de la **clc** sont spécialisés dans différents domaines dont la gestion, le droit en général (droit social, du travail, des transports ou immobilier en particulier), les médias, la communication, les nouvelles technologies, la comptabilité, les finances et les sciences humaines. La **clc** fonctionne selon un modèle collaboratif où chacun contribue de manière pertinente.

Parmi les missions confiées à la clc par ses 59 fédérations affiliées, on peut noter :

- la représentation des secteurs et fédérations sur le plan politique, auprès des administrations, de nombreuses instances gouvernementales (en direct ou par le biais de l'UEL – tripartite, quadripartite)
- la représentation de ses membres dans différents organes, notamment à la Sécurité Sociale, à la Santé au Travail, au Conseil Arbitral, au Comité de Conjoncture, au CES...
- la représentation des membres et de leurs fédérations dans des groupes de travail consultatifs, des Conseils, Commissions et autres groupes de travail institutionnels et privés
- la représentation des membres et de leurs fédérations dans les médias, la communication et le marketing
- l'assistance et le conseil de manière générale
- l'information sur l'évolution de l'environnement législatif national et communautaire
- l'élaboration et la présentation de solutions à nos membres professionnels (à titre d'exemples, les associations Ecotrel et Valorlux)

La **clc** organise régulièrement des conférences et workshops sous le sigle FRH (Forum des Ressources Humaines), des conférences sur des sujets d'actualité et des événements networking en soirée. En 2015, la **clc** a lancé son Forum ICT avec une première conférence dédiée à l'archivage électronique.

La **clc** prend position par rapport aux actualités via des interviews ou des communiqués de presse. Elle communique également au travers de son site Internet et du **clconnect**, magazine édité cinq fois par an.

La **clc** préconise toujours une culture du service par rapport aux membres et par rapport aux collègues de travail permettant ainsi à chaque collaborateur de valoriser ses compétences. Les collaborateurs disposent d'une grande autonomie dans l'organisation de leurs heures de travail et sont encouragés à suivre des formations professionnelles continues.

Le nouveau comité de direction de la clc
(à partir de janvier 2015)



A partir du 1^{er} janvier 2015, Thierry Nothum, directeur de la **clc**, a été secondé dans ses fonctions par **Claude Bizjak**, **Sylvie Fasbinder** et **Alain Petry**. (de d. à g.)

La nouvelle équipe de direction fonctionne sur base du modèle du «shared management». Alors que le directeur en fonction conserve ses responsabilités hiérarchiques, les nouveaux membres de direction endossent des responsabilités étendues sur le plan opérationnel. Ce concept favorise une exploitation optimisée des compétences et ressources de la **clc**, l'objectif principal de la nouvelle structure étant de satisfaire au mieux les besoins des membres de la **clc** ainsi que ceux de ses collaborateurs et partenaires.

Les nouveaux collaborateurs en 2015

Dans le deuxième semestre 2015, deux nouvelles collaboratrices ont rejoint les équipes de la **clc** et un transfert de poste a été effectué.



Blazenka BARTOLOVIC
a rejoint l'équipe des conseillers et a repris les fédérations OPAL (en collaboration avec Claude Bizjak) et le Groupement des Importateurs et Grossistes de Matériels Electriques.



Nathalie MULLER
a été engagée pour prendre en 2016, la responsabilité du service comptabilité. Elle a également repris la fédération du Lëtzebuerger Maarteverband.



Marie-Laure MOREAU
suite à la démission de Diane Susilo, Marie-Laure, ancienne coordinatrice de projet «Shopping in Luxembourg – Good Idea», assure désormais les fonctions de responsable communication de la **clc** et a repris les fédérations MarkCom, Espace Pub et Design-Luxembourg.

Organigramme clc 2015

	Président Fernand ERNSTER			
COMITÉ EXÉCUTIF	Directeur clc Thierry NOTHUM	Vice-président Georges MULLER	Vice-président Jos SALES	Vice-président Laurent SCHONCKERT
	Vice-président Bob WALTÉ			
COMITÉ DE DIRECTION	Thierry NOTHUM	Claude BIZJAK	Sylvie FASBINDER	Alain PETRY
PÔLES DE COMPÉTENCES	Mobilité-Logistique	Services marchands et immobiliers	Société de l'information	Santé-Social
CONSEILLERS	Alain PETRY Robert KUMMER Serge MOULIN	Thierry NOTHUM Sylvie FASBINDER Elisabeth CRUZ Serge MOULIN Isabelle PHALIPPOU Rafael RAIMUNDO Lucia SEDA Silvia TEIXEIRA Nathalie MULLER (depuis sept.)	Claude BIZJAK Elisabeth CRUZ Rafael RAIMUNDO Blazenska BARTOLOVIC (depuis oct.) Marie-Laure MOREAU (depuis oct.)	Claude BIZJAK Elisabeth CRUZ Lucia SEDA Silvia TEIXEIRA
FONCTIONS DE SUPPORT	Communication	Back Office	Good Idea	
	Sylvie FASBINDER Diane SUSILO (– sept.) Marie-Laure MOREAU (depuis oct.)	Gaby LEUCK Francine MACKEL Perrine SCHULER Anne WEBER Tuba YORCU Nathalie MULLER (depuis sept.)	Tanja BOLLENDORF Marie-Laure MOREAU (– sept.) Sebastian REDDEKER	

Les collaboratrices secrétariat – comptabilité



Gaby **LEUCK**
Réception



Perrine **SCHULER**
Assistante de direction



Francine **MACKEL**
Comptabilité



Anne **WEBER**
Comptabilité



Nathalie **MULLER**
Comptabilité



Tuba **YORKU**
Secrétariat-comptabilité

Les collaborateurs du projet
« Shopping in Luxembourg – Good Idea »



Tanja **BOLLENDORF**
Coordinatrice de projet



Sebastian **REDDEKER**
Coordinateur de projet



Blazenka BARTOLOVIC



Blazenka Bartolovic a rejoint la **clc** en octobre 2015 pour renforcer l'équipe de Conseillers.

Ancien clerc de notaire, Blazenka est de formation de juriste. Après avoir travaillé pour deux études notariales, elle décide, en 2007, de poursuivre son parcours professionnel auprès d'une chambre professionnelle patronale en tant que conseillère d'entreprise dans le domaine des PME. Elle s'y est spécialisée dans le conseil en création, cession et transmission d'entreprises ainsi que dans le conseil en droit des sociétés, droit des contrats et droit de la sécurité sociale.

La tâche qui lui est dévolue est celle de la prise en charge du Groupement des Importateurs et Grossistes du Matériel Electrique (GME) asbl et depuis février 2016, de l'Association pour la Vente Directe au Luxembourg (AVD) asbl.

De plus ensemble avec Claude Bizjak, Blazenka s'occupe de la Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg (OPAL) asbl.

Outre ses missions pour les fédérations, Blazenka intervient en tant que formatrice auprès d'une entreprise de formation du patronat. Elle représente également la **clc** en tant qu'assesseur au Conseil arbitral de la sécurité sociale.

GME – Le Groupement des Importateurs et Grossistes de Matériel Electrique

Président: Christian **MICHEL** | Michael **THIEL**, vice-président | Laurent **PETRY**, secrétaire | Jean-Pierre **FUCHS**, trésorier | Catherine **JUNGES**, Laurent **SAEUL**, Marco **ZENNER**, administrateurs

Les points importants en 2015

Le **GME** (www.gme.lu) s'adresse à tous les détaillants en matériel électrique ainsi qu'aux électriciens et autres professionnels du secteur de l'électricité au Luxembourg.

En 2015, le **GME** représente un secteur en mouvance permanente. Les nouvelles directives européennes en matière d'efficacité énergétique et des économies d'énergie maintiennent la dynamique du secteur qui doit innover pour être à la pointe de la technologie. Dans cette perspective, plusieurs réunions ont été organisées avec les acteurs compétents dans le domaine, notamment Tom Eischen, Commissaire du Gouvernement de l'Energie, Bernard Mottet, directeur d'Ecotrel, et des représentants d'Enovos pour étudier les possibilités de collaboration dans le cadre des obligations imposées par la directive efficacité énergétique.

Les grossistes se sont également penchés sur la problématique de l'approvisionnement. A ce sujet, le **GME** s'est rallié à la **clc**, qui a effectué un lobbying accru auprès des membres du gouvernement luxembourgeois et de la Commission pour en finir avec cette entrave à la libre circulation des marchandises qui nuit énormément au commerce et à l'économie luxembourgeoise.

Jusqu'à octobre 2015, le suivi administratif du Groupement était assuré par Silvia Teixeira.

Les perspectives pour 2016

Le **GME** s'est fixé comme mission de continuer la préparation active de tous ses membres aux défis lancés par le changement politique en matière de consommation énergétique qui entrera en vigueur à partir de 2018.

Par ailleurs, le **GME** cherchera notamment à se rapprocher de fédération telle que l'APEL (Patrons électriciens) afin de développer ensemble des synergies.

Claude BiZJAK



Claude Bizjak, débutât sa carrière professionnelle au sein de l'opérateur mobile Tango où il sera en charge de la mise en place de contrats d'itinérance. En 2003, il rejoindra la maison mère de Tango, Tele2 Europe pour créer un nouveau département européen visant à optimiser la coordination technologique, contractuelle et financière des différents opérateurs mobiles du groupe Tele2 dans le domaine du roaming.

En 2005, il rejoindra à nouveau Tango en tant que product manager. Il sera en charge des produits existants ainsi que du développement de nouveaux produits tant dans le domaine de la télécommunication mobile que fixe. Ce poste lui permettra d'acquérir des connaissances approfondies dans l'élaboration de plans d'affaires, l'analyse de rentabilité, ainsi que du project management.

Claude Bizjak rejoint la **clc** en octobre 2008. Considérant son parcours professionnel, la reprise du poste de secrétaire général de l'OPAL, l'association des opérateurs alternatifs au Luxembourg semble évidente.

Outre ses missions pour les fédérations comme la FLLAM ou l'AECF, Claude Bizjak représente la **clc** dans un nombre d'institutions de la sécurité sociale, notamment la CNS, le CCSS, la mutualité des employeurs et le fond de compensation.

Claude Bizjak est Membre de la direction depuis janvier 2015.

AECF – Association européenne des commerçants-forains

Président: Roger **PELZER** | Charles **HARY**, Vice-Président | Serge **STAES**, Trésorier | Gaston **BECKER**, Secrétaire | Guy **BOUTARD**, Josée **GODART**, Arne **KALK**, René **LIPPERT**, Miguel **MARTINS**, Bas **SCHAGEN**, Gaston **SCHMOL**, administrateurs

L'AECF, fondée en 2002, a pour ambition de défendre les intérêts des exploitants forains et d'être une plateforme organisationnelle pour les différentes manifestations foraines au Luxembourg.

La 675^{ème} édition de la Schueberfouer fut à nouveau un grand succès. Pour la septième année consécutive, la **clc**, en collaboration avec le « Comité international des festivités de la Schueberfouer », a fait la promotion des « carnets manèges » qui ont connu un énorme succès. Ces carnets, vendus exclusivement aux sociétés, permettent aux détenteurs de les utiliser pour un tour sur pratiquement tous les manèges de la foire. Des centaines d'entreprises ont profité de l'occasion pour les offrir à leurs employés ou à leurs clients. Les carnets seront à nouveau disponibles pour la Schueberfouer 2016.

Pour l'année 2016, les forains luxembourgeois se sont donnés pour objectif d'optimiser encore davantage leurs budgets marketing ainsi que la collaboration avec les diverses administrations et communes.

Année de constitution : 2009

Année de constitution : 2007

FLLAM – Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d’Analyses Médicales

Président : Stéphane GIDENNE (Ketterthill – LLAM S.A.) | Cyal TALON (LUXANALYSES SARL), trésorier | Bernard WEBER (Laboratoires Réunis S.C.), secrétaire | Membres : Stéphane GIDENNE (Ketterthill – LLAM S.A.)

La FLLAM, Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d’Analyses Médicales, est membre de la clc depuis 2009.

Elle a pour objet la relation scientifique avec le corps médical, la promotion et la défense des intérêts des laboratoires d’analyses médicales privés extrahospitaliers auprès de la tutelle (Ministère de la Santé, Ministère de la Sécurité Sociale et Caisse Nationale de Santé).

La loi budgétaire de 2015 a imposé aux membres de la FLLAM une réduction drastique et inattendue des tarifs de 20 %. L’utilisation de la voie budgétaire pour court-circuiter les mécanismes de négociation avec la CNS, ainsi que l’ampleur de la mesure, illustrent le problème de perception fondamentale du travail des laboratoires et de leur rôle dans le domaine de la santé et de l’économie au Luxembourg.

Ainsi, le secteur s’est vu contraint de geler les recrutements. Certains centres de prélèvement ont fermé et les investissements ont été fortement revus à la baisse. Outre le rôle essentiel en matière de diagnostic et de suivi des pathologies, le potentiel économique que représentent les laboratoires de biologie médicale dans le développement de l’économie Luxembourgeoise, des biotechnologies et de la médecine personnalisée, est une évidence. Les laboratoires ont participé à des projets de recherche, ont investi dans l’innovation, et développé avec succès certains services et produits dans et en dehors du domaine de la santé publique.

A l’avenir, sous l’impulsion du droit Européen, les politiques de santé nationales seront très probablement décloisonnées et cela représentera autant d’opportunités que de risques.

Il est donc important que nos entreprises puissent rester armées pour l’avenir dans un secteur que le gouvernement a ciblé comme vecteur de développement. Nous estimons que ces différents aspects ne sont pas à négliger et qu’une pression exagérée sur cette profession serait de nature à en compromettre sa compétitivité.

OPAL – Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg

Président : Jean-Francois WILLAM (Tango) | Georges MULLER (Cegecom), Jeannot GRETHEN (Orange), vice-présidents | Paul DENZLE (Eltrona), trésorier | Rodrigo Benito ALONSO (BT Luxembourg), Arnauld Knapen (Numéricable), Roger Lampach (Luxconnect), Jérôme Grandidier (Telecom Luxembourg Private Operator), Thomas Roukens (Telenet Solutions), Romain Heinrichs (Verizon Belgium Luxembourg), administrateurs

L’OPAL, la fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg, œuvre pour un marché des télécommunications ouvert et dynamique.

Au cours de l’année 2015, l’OPAL s’est principalement investie dans les dossiers réglementaires qui visent à dynamiser le marché des télécommunications au Luxembourg. Ainsi, sur base des analyses de marché effectuées en 2014 par l’ILR, les opérateurs ont analysé et commenté bon nombre d’offres de référence. L’impact de ces derniers sur le marché reste cependant plus que mitigé et par exemple, le marché large bande ne semble pas se dynamiser comme initialement espéré.

En conséquence, l’OPAL demande une revue fondamentale de la régulation du secteur. En effet, il semble que la régulation actuelle vise avant tout de se conformer d’un point de vue administratif. La régulation n’est cependant pas une fin en soi et afin de remédier aux problèmes du terrain, l’OPAL plaide pour une régulation dite « objective-driven ».

En parallèle de ses travaux réglementaires, l’OPAL a aussi rejoint la plateforme d’échange ICTLuxembourg, fondée entre autres par une fédération membre de la clc, l’APSI. Dans ce contexte, l’OPAL s’est engagée dans une analyse du « Digital Single Market » (DSM), une initiative de la commission européenne qui cherche à créer un réel marché numérique unique. Les enjeux sont cruciaux pour le Luxembourg et le fait que même les acteurs au Luxembourg ne semblent pas trouver de terrain d’entente en témoigne.

Néanmoins, il est clair que la stratégie DSM aura un impact considérable sur le secteur ICT et de l’e-commerce au Luxembourg. Si d’un côté une harmonisation des règles européennes est une opportunité pour maintes entreprises actives dans le commerce en ligne, il reste la question de savoir si tous les acteurs luxembourgeois sont prêts à faire face à une concurrence accrue, notamment celle de grand groupes européens et mondiaux qui pourraient bien vouloir prendre place au centre de l’union européenne...

Elisabeth CRUZ



Après ses études de commerce à Bruxelles, Elisabeth débute son parcours professionnel en 1997 au Portugal. Ses fonctions au sein d'un grand producteur de lunetterie, lui permettront d'acquérir des connaissances approfondies dans le processus d'approvisionnement et logistique d'une grande société active au niveau international. En 2002, Elisabeth reprendra la fonction de chef de projet et sera responsable de la gestion et la production en gros de produits fabriqués sur mesure.

Au début de l'année 2011, Elisabeth rejoint la **clc** en tant que conseillère et met son expérience au profit de multiples fédérations. Outre, ses activités au niveau des fédérations, Elisabeth participe activement à divers dossiers horizontaux, notamment dans le domaine de la « consommation ».

FELSEA – Fédération Luxembourgeoise des Services d'Education et d'Accueil pour Enfants

Présidente : Maria **CASTROVINCI DE ALMEIDA** (Crèche Coccinela) ■ Yolande **HAAS-HOFFMANN** (Crèche Butzebuerg), vice-présidente ■ Pierre **GODARD** (Crèche L'enfant Roi), trésorier ■ Arthur **CARVAS** (Crèche King Arthur's Castle), secrétaire ■ David **HUTH** (ButzeMillen), Maxime **AREND** (Crèche Butzennascht – Faarwennascht), Stanislas **LAVOREL** (Europe Crèche Kindergarten), Eric **SCHOELS** (Kids'Ville), Christian **MITCHELL** (La Luciole), administrateurs

Les points importants en 2015

Après sa constitution en 2013, la **FELSEA** est reconnue par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) comme l'interlocuteur légitime du secteur privé des services d'éducation et d'accueil (SEA) pour enfants.

En vue d'offrir un service d'éducation et d'accueil de qualité aux enfants, qui puisse être soutenu par le secteur privé, la Fédération se félicite des échanges constructifs avec les services du MENJE et le Ministre lui-même. Ainsi, suite à l'action en recours de la **FELSEA**, le Ministre de l'Education, Claude Meisch, a posé un acte fort en prolongeant la période de mise en application du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de SEA pour enfants, à juillet 2018 pour les structures existantes. Certains points de ce RGD seront discutés et revus avec les conseillers du MENJE afin de trouver des solutions qui puissent au mieux satisfaire toutes les parties concernées. C'est grâce à l'engagement du conseil d'administration et du soutien de ses membres que cela a pu être possible, mais également à l'ouverture d'esprit et d'une réelle volonté du MENJE de trouver des solutions pour la qualité d'accueil tout en tenant compte des contraintes propres au secteur.

Des discussions ont aussi été menées concernant le projet de loi 6410 portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, lequel confère une nouvelle base légale au dispositif du chèque-service accueil, via le règlement grand-ducal concernant l'assurance de la qualité. Il introduit un cadre de référence national « Education non formelle des enfants et des jeunes » que les SEA devront mettre en œuvre via l'élaboration d'un concept d'action général. Ce dernier sera monitoré par la tenue d'un journal de bord et contrôlé par des agents régionaux.

De plus, le MENJE a lancé un programme national d'éducation plurilingue spécifique à la petite enfance qui vise à favoriser un éveil précoce aux langues environnantes et assurer l'acquisition de bonnes bases langagières. A cet effet, un projet-pilote focalisé sur le volet pédagogique sera initié au début de l'année 2016 et s'étendra jusqu'en juin 2017. Des SEA privés y participeront.

Outre la collaboration actuelle avec le MENJE, la **FELSEA** est en contact avec l'ITM pour solutionner les problèmes rencontrés sur le terrain; avec l'Ecole des Parents pour un travail en commun autour de la parentalité ainsi qu'avec Caritas pour échanger sur les bonnes pratiques langagières.

Jusqu'à octobre 2015, la fédération était gérée par Lucia Seda.

Les perspectives 2016

La Fédération poursuivra son travail dans les dossiers en cours. A ce titre, elle participera au groupe de travail « révision du RDG du 14 novembre 2013 » et dans le cadre de l'assurance de la qualité, elle s'engagera dans les commissions consultatives « qualité » et « formation continue ». Une attention particulière sera portée au suivi du projet-pilote « éducation plurilingue ».

Les problématiques relatives à la « Formation » et à la « Reconnaissance des diplômes » seront traitées ensemble avec le MENJE. De même, la **FELSEA** aspire à une collaboration plus étroite avec l'ITM en matière de mise en conformité des SEA.

Afin d'aider l'ensemble du secteur, la **FELSEA** estime aussi qu'une étude de marché devrait être réalisée. Cette dernière viserait notamment à déterminer dans un horizon relativement proche, les besoins en termes de places, de personnel d'encadrement et de formation, et ce dans le respect des critères de qualité définis par le MENJE. A voir si les conditions pour sa concrétisation seront satisfaites.

Enfin, en ce qui concerne son fonctionnement, un nouveau barème de cotisations sera introduit en vue de répartir de manière plus équitable – c'est à dire en fonction du nombre de chaises – l'effort de cotisation. L'accent sera également mis sur le recrutement de nouveaux membres ainsi que sur la communication, tant interne qu'externe.

SAVL – Syndicat des Agents de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg

Président: Gianni **PIETRANGELO** (Travel Pro) ■ Gabrielle **WELTER**, trésorière (Lux Voyages) ■ Bob **GOERENS** (Voyages Sotour), Marc **LEYEN** (Tip Top Travel), Mohamed Amine **SOLTANI** (Top Evasion), administrateurs

Les points importants en 2015

Le Syndicat des Agents de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg (**SAVL**) a principalement pris part aux discussions tant au niveau national qu'eupéen dans des dossiers qui auront prochainement des répercussions sur le secteur des voyages.

A ce titre, le **SAVL**, en collaboration avec l'ULAV et l'ULC, a suivi l'évolution du projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation, et modifiant certaines dispositions du Code. Celui-ci introduit un nouveau cadre législatif en la matière, et entraînera des changements au niveau de la Commission Luxembourgeoise des Litiges de Voyages (CLLV).

A noter qu'en 2015, la CLLV s'est réunie plusieurs fois pour traiter de plaintes de voyageurs relatives à des voyages, vacances et circuits à forfaits conclus avec, ou via, des agences de voyages, situées au Grand-Duché de Luxembourg. Ces dernières – en nette diminution ces dernières années – ont abouti pour la plupart à un accord à l'amiable.

D'autre part, le **SAVL** a assisté à plusieurs réunions à Bruxelles concernant la directive 2015 / 2302 / UE relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées. Elles ont ensuite été suivies par des échanges avec le Ministère de l'Economie.

Enfin, vu la reprise des activités « assurances voyages » de la Nationale Suisse (anciennement L'Européenne) par le Groupe Amlin, le **SAVL** a négocié pour ses membres, un contrat-cadre en matière d'assurance insolvabilité par le biais du courtier Gras-Savoie.

Les perspectives pour 2016

Le **SAVL** continuera de se mobiliser pour défendre les intérêts de ses membres dans les dossiers importants pour ce secteur en constante évolution. La Fédération s'impliquera plus précisément au niveau de la transposition de la directive 2015 / 2302 / UE en droit national ainsi que dans la mise en conformité de la CLLV.

Année de constitution : 2014

ULAV – Union Luxembourgeoise des Agences de Voyages

Président: Fernand **HEINISCH** (Voyages Emile Weber) | Berny **LEY**, vice-président (Voyages Flammang) | Nicole **STEIN**, trésorier (Voyages Wengler-Stein) | Marc **BARNICH** (We Love to Travel), Yasmine **EICKHOFF** (Demy Travel), Joël **KREMER** (CFL Evasion), Alberto **KUNKEL** (Luxair Tours), administrateurs

Les points importants en 2015

L’Union Luxembourgeoise des Agences de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg (**ULAV**) a poursuivi sa campagne de valorisation du métier d’agent de voyages. Ce dernier est en effet, amené à constamment se renouveler en vue de s’adapter à la nouvelle constellation du réseau de distribution. Par ailleurs, les voyageurs recherchent de plus en plus le voyage sur-mesure et se tournent vers le conseil personnalisé d’un partenaire de confiance. Les agences de voyages et tour-opérateurs membres misent ainsi sur la prestation d’un service de qualité.

L’**ULAV** a également lancé en début d’année une action caritative au profit des projets développés au Cap-Vert par SOS Villages d’Enfants Monde: pour chaque dossier «voyage à forfait», un don était versé. C’est lors du gala de charité du 12 novembre 2015 au Casino 2000 à Mondorf-les-Bains – en présence de Monsieur Carlos Semedo, ambassadeur du Cap-Vert – que ses représentants ont remis le chèque de 7.000 euros à l’association.

De plus, vu la reprise des activités «assurances voyages» de la Nationale Suisse (anciennement L’Européenne) par le Groupe Amlin, l’**ULAV** a négocié pour ses membres, un contrat-cadre en matière d’assurance insolvabilité par le biais du courtier Gras-Savoie.

Enfin, la Fédération a suivi les débats européens concernant la directive 2015/2302/UE relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées; et dans le cadre de la Commission Luxembourgeoise des Litiges de Voyages (CLLV), elle s’est aussi intéressée aux développements du projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines dispositions du Code.

Les perspectives pour 2016

L’**ULAV** continuera la promotion du métier d’agent de voyages et s’impliquera dans les dossiers d’actualité ayant trait au secteur, dont notamment:

- Les états-membres de l’UE étant tenus de transposer la directive 2015/2302/UE en droit national jusqu’au 1^{er} janvier 2018, l’**ULAV** entretiendra des contacts réguliers avec le Ministère de l’Economie en vue de défendre les intérêts des professionnels du secteur.
- La CLLV se conformera au nouveau cadre législatif en matière de règlement extrajudiciaire des litiges de consommation puisque la Chambre des députés a adopté le projet de loi en janvier 2016.



Sylvie FASBINDER

Sylvie a rejoint la **clc** en avril 2014. Titulaire d'un MBA et dotée d'une expérience variée acquise dans différents domaines d'activités à Luxembourg (finance internationale et gestion d'entreprise), à Paris (communication et relations publiques, fusion et acquisitions d'entreprises) et en Afrique (gestion de projets et développement micro-économique), elle détient également le titre de conseiller économique ainsi qu'un diplôme en langue luxembourgeoise.

Outre sa mission pour la fédération des Bicherediteuren et des Libraires, Sylvie est membre de la direction et s'occupe plus particulièrement de l'administration générale, des finances, de la gestion des ressources humaines et des initiatives RSE de la **clc**. Elle supervise la communication et participe ponctuellement à des groupes de travail internes.

Sylvie Fasbinder est Membre de la direction depuis janvier 2015.

LB – Fédération luxembourgeoise des éditeurs de livres

Président : Doris **BINTNER** (Op der Lay) ■ Manuel **SCHORTGEN** (Editions Schortgen), vice-président ■ Thomas **SCHOOS**, trésorier (Editions Guy Binsfeld) ■ Paul **BAULER**, secrétaire (Librairie um Fieldgen) ■ Christiane **KRECKÉ** (Editions Saint-Paul), Jeanny **FRIEDERICH-SCHMIT**, administrateurs

Les points importants

En 2015, la fédération **LB** était présente avec un grand stand lors de la Foire du Printemps ainsi qu'aux Walfer Bicherdeeg, rendez-vous incontournable. En marge des Walfer Bicherdeeg avait lieu la manifestation du Lëtzebuerger Buchpräis, organisée annuellement par la fédération et qui donne des prix dans les catégories : Fiction, Non-Fiction, Livre Enfant / Jeunesse et Beau-Livre. Ce prix valorise la création nationale et la soirée de remise des prix est une soirée très visitée avec des retombées médias certains.

Les perspectives pour 2016

La **LB** compte participer activement à toutes manifestations qui promeuvent ses publications et le travail d'éditeur.

Année de constitution : **1964**

FLL – Fédération Luxembourgeoise des Libraires

Président: Ernster **FERNAND** (jusqu'en septembre), Dirk **SUMKÖTTER** (à partir de septembre 2015) (Librairie Ernster) ■ Anne **DIDERICH**, secrétaire (Librairie Diderich) ■ Juan **NAVARRO**, trésorier (LIBO) ■ Romy **LIEFGEN** (Librairie Zimmer), Laurence **HILGER** (Bischerhaischen), administrateurs

Les points importants en 2015

La **FLL** représente les intérêts de ses membres libraires auprès d'autorités, organismes culturels et autres institutions ou organisations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Elle considère le livre comme un bien culturel qui doit être promu et reconnu. Elle est membre du Conseil National du Livre et de l'EIBF (European and International Booksellers' Federation).

La **FLL** a maintenu un contact régulier avec le Ministère de l'éducation afin de se concerter sur tout en ce qui concerne le sujet « livres scolaires », notamment la distribution des listes des manuels ; l'objectif étant de garantir le meilleur déroulement possible de la rentrée par rapport à la vente des livres scolaires.

La **FLL** a renouvelé sa participation active à l'organisation de la « Journée mondiale du livre et du Droit d'auteur » qui avait lieu en avril 2015. La table ronde « Darstellungen des Fremden in Schrift und Bild » organisée dans le cadre de cet événement a rencontré un grand succès avec une participation de 70 personnes.

Dans le but de récompenser les élèves méritants en fin d'année scolaire, la **FLL** et le Ministère de l'éducation ont conclu une nouvelle fois une convention pour l'action de bons d'achats. Au total 2.500 bons d'une valeur de 20 € ont été distribués.

Comme les années précédentes, la **FLL**, en coopération avec la Fédération des éditeurs luxembourgeois (Lëtzebuurger Bicherediteuren), a édité la liste mensuelle des meilleures ventes de livres au Luxembourg, la « Bestsellerlëscht ».

En outre, les membres de la **FLL** ont participé activement aux Walfer Bicherdeeg en novembre avec un stand qui a attiré de nombreux visiteurs.

Jusqu'à octobre 2015, la fédération était gérée par Isabelle Phalippou.

Les perspectives pour 2016

La **FLL** continuera de s'impliquer au niveau de la Journée mondiale du livre ; quant aux livres scolaires, la **FLL** se fera forte à ce que le Ministère de l'éducation mette en place un site internet qui permettra de faire des recherches de livres par classe et type d'école (e-schoolbooks).

L'enquête menée l'année dernière par une classe de BTS Marketing du lycée ECG sera utilisée comme base de discussion pour l'élaboration de mesures marketing vers l'extérieur, afin de mieux faire connaître le métier du libraire.

La **FLL** compte signer une nouvelle coopération dans le cadre de l'action des bons d'achats pour les élèves méritants et participera à toutes actions de promotion du livre.

Robert KUMMER



Après des études de gestion et de sciences économiques à l'Université de Luxembourg, Robert Kummer débute sa carrière professionnelle dans l'aviation civile nationale, où il occupe une fonction d'agent de contrôle pendant cinq ans.

Ensuite, il poursuit son parcours professionnel en s'impliquant dans l'industrie brassicole luxembourgeoise. En tant qu'inspecteur et responsable administratif, Robert s'occupera durant douze ans de la gestion administrative et contractuelle et gère le portefeuille des droits de débit, dites licences au niveau national.

A l'âge de 40 ans, Robert décide de se lancer en tant qu'indépendant et crée sa propre entreprise. Pendant sept ans, il soutiendra les entrepreneurs en herbe à la création et au développement de leurs activités.

Après cette aventure hautement intensive et intéressante, Robert entre aux services de la Chambre de Commerce du Luxembourg. Il y revêtira la fonction de conseiller auprès de l'Espace Entreprises, qui fait partie intégrante du département Création et Développement Entreprises.

En octobre 2013 Robert a intégré l'équipe **clc** en tant que conseiller de fédérations actives plus particulièrement dans les domaines du transport par route, par air ou par voies navigables : Il assure les secrétariats respectifs de la FLEAA (Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars) de la FEDELUX (Fédération des Déménageurs Luxembourgeois) ou encore de la LAFA (Luxembourg Airfreight Forwarders' Association) et prend soin du Groupe de Travail de la navigation intérieure.

Robert a quitté la **clc** en avril 2016 pour d'autres horizons professionnels. Ses fonctions de conseiller de la Fleaa ont été reprises par Marc Wildgen.

FEDELUX – Fédération des Déménageurs Luxembourgeois

Président: Max **CHORUS** | Alain **GALLION**, secrétaire | Stéphane **COMPAIN**, trésorier | Francis **VAN NUFFEL**, administrateur

Les points importants en 2015

En 2015, le secteur continuait à faire face à un marché national et international difficile, caractérisé par une augmentation constante aussi bien des coûts d'exploitations que des contraintes administratives. La **FEDELUX** n'a cessé d'œuvrer dans la voie de la simplification opérative et administrative en relation avec ses activités.

Depuis 2011, la **FEDELUX** a développé son engagement au sein de la FEDEMAC, la Fédération Européenne des Associations de Déménageurs. Une présence régulière aux réunions et assemblées a permis de renforcer les activités de la **FEDELUX** au niveau international.

Les perspectives pour 2016

La **FEDELUX** compte continuer à œuvrer pour la simplification administrative. Elle mènera notamment des pourparlers avec la Ville de Luxembourg pour trouver une solution par rapport au délai concernant les autorisations de stationnement lors de déménagements sur son territoire.

Année de constitution : 1978

FLEAA – Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars

Président : Jos SALES | Roland HEINISCH, Frank SCHILLING, vice-présidents | Alix MEYERS, Victor ALTMANN, Jean CLEMENT, Jean-Claude FRISCH, Johnny SCHAMMO, Laurent SCHANDELER, Roland SIMON, Tom STEPHANY, administrateurs

Les points importants en 2015

Si l'année 2014 a été caractérisée par une période riche en événements et en décisions opérationnelles, l'année 2015 a été très laborieuse en termes de mise en application des décisions prises et très intensive en travail.

La FLEAA coopérative, nouvellement mis en place, est sortie gagnante à raison de dix douzièmes, d'une soumission publique relative au transport complémentaire d'accessibilité pour personnes à besoins spécifiques communément appelé «CAPABS», organisée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et le Bureau Central de Coordination. Elle a développé toutes ses compétences pour orchestrer les transports avec les centres spécialisés à travers tout le Grand-Duché de Luxembourg.

Aussi, la FLEAA a su se montrer plus que convaincante à l'occasion de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union Européenne, qui s'est déroulée du 1^{er} juillet au 31 décembre 2015, en accomplissant un service à la parfaite satisfaction du Ministère des Affaires Etrangères chargé de la mise en œuvre des appuis logistiques par le Gouvernement Luxembourgeois.

Au niveau international, la nomination en 2014 de son président dans l'organe exécutif de l'Assemblée générale de l'IRU, aura permis à la FLEAA de mieux se faire entendre dans l'orchestre des «grands» auprès du Conseil Transport de Personnes (CTP) à Bruxelles et au sein de l'IRU (Union Internationale des Transports routiers) à Genève.

En août 2015, la FLEAA a accueilli à Luxembourg ses fédérations sœurs germanophones, en l'occurrence allemande (BDO), autrichienne (WKO) et helvétique (ASTAG) pour cultiver le dialogue et intensifier leurs relations.

Sept réunions du groupe de travail «Couloirs pour bus», dans lequel la FLEAA est membre à part entière, ont contribué au développement constant des voies réservées aux bus, assurant par là une qualité élevée du transport de personnes.

La FLEAA a aussi été à l'origine et chef d'orchestre dans l'élaboration de nouvelles règles devant modifier les temps de conduites et de repos sur les lignes de parcours régulières inférieures à 50 kilomètres de distance, qui seront bientôt couchées dans un nouveau règlement grand-ducal.

Enfin, l'année 2015 entrera dans l'histoire comme année de la réorganisation intégrale du transport en commun devenu nécessaire sur toile de fond du chantier Hamilius, et de la disparition de la deuxième plus grande gare routière du Centre-Ville.

L'année 2015 c'était aussi

Onze réunions du Bureau Exécutif, trois réunions du Conseil d'Administration, deux assemblées générales et deux entrevues avec le Ministre de tutelle et un nombre impressionnant de réunions de différents groupes de travail (contrôle technique, sécurité dans les transports, etc). A noter aussi l'introduction de deux nouvelles catégories de bus pour des véhicules hybrides et à double étage, ainsi que la reprise timide des négociations en vue du renouvellement de la convention collective.

Marie-Laure MOREAU



Après des études en communication/marketing au sein d'une école de commerce en France, puis deux masters spécialisés en économie et gestion d'une part, et communication événementielle de l'autre, Marie-Laure Moreau s'est installée au Luxembourg.

Elle débute sa carrière dans des fonctions de communication auprès d'instituts financiers et d'un centre de recherche public de la place. Elle rejoint la **clc** en 2013 au poste de Coordinatrice de projet « Shopping in Luxembourg – Good Idea » qu'elle occupera pendant 2 ans et demi. Puis, suite à la démission de Diane Susilo, elle prendra les fonctions de responsable communication fin 2015 ainsi que la gestion des fédérations Espace Pub, Design Luxembourg et MarkCom.

Design-Luxembourg

Président: Frank **WEBER** (Studio Frank Weber) ■ Jessica **THEIS** (Jess), secrétaire ■ Christophe **LEIFGEN** (Wasp Signs), trésorier ■ Claude **SCHMITZ** (Schmitz Claude), Laurent **GRASS** (Agence Iola Strategy and Design), Baptiste **HUGON** (H2A), Guido **WOLFF** (Sensity Business Models and Brands), administrateurs

Les points importants en 2015

Depuis sa création, **Design-Luxembourg** se veut fédérateur de tous les designers. La fédération a été créée autour de l'idée que le design n'est pas seulement artistique ou créatif, mais qu'il a une réelle place à jouer dans l'attractivité et la compétitivité des entreprises luxembourgeoises et de la Grande Région.

La pression sur le marché économique augmente et a souvent pour impact une réduction des budgets dans les métiers de la création. Pourtant, le design comme outil stratégique est un atout incontournable pour développer l'activité professionnelle d'une entreprise, d'une institution, d'un indépendant ou d'un métier spécialisé, afin de positionner ces derniers de façon pérenne sur les marchés, et pour attirer de nouveaux clients et prospects. Le design est à considérer comme investissement incontournable et non comme une dépense.

De plus, le design a un impact fondamental sur le développement économique et social du Luxembourg au niveau local et international. C'est pourquoi il est essentiel de sensibiliser le public et les autorités, et de les rendre plus attentifs à ces valeurs ceci surtout dans une approche de « nation branding » envisagée par le gouvernement.

Dans ce sens, Design Luxembourg a organisé le 11 juin 2015, les premiers Design Awards à l'Abbaye de Neumünster. Cette soirée a permis de voir l'étendue de la créativité et du talent des designers et acteurs du monde de la communication au Luxembourg. C'est devant 300 personnes qu'ont été présentés les nominés et les gagnants des trophées Gold et Silver ainsi que l'encourageante « Mention du Jury » dans les 12 catégories mises en compétition.

Les autres missions de **Design-Luxembourg** sont la promotion des métiers du design au Grand-Duché de Luxembourg et la valorisation des compétences existantes sur le territoire.

Design Luxembourg est également membre actif de BEDA (Bureau of European Designer's Associations). Ce partenariat permet d'avoir accès à un réseau d'informations sur le développement de la profession dans d'autres pays et de représenter les intérêts des designers au niveau européen.

Enfin, le Luxembourg se doit d'utiliser ses forces en design afin d'améliorer ses produits et services et donc également son image de marque dans une approche de développement durable.

Jusqu'à octobre 2015, la fédération était gérée par Rafael Raimundo.

Les perspectives pour 2016

Le comité s’est engagé dans la continuité de cette idéologie et s’est donné pour tâche de :

- représenter les métiers du design en développant de manière plus soutenue ses relations avec les différentes institutions du Luxembourg et de la Grande-Région, et au plan international
- agir pour la formation de jeunes designers au Grand-Duché
- permettre aux acteurs de la communication visuelle de se rencontrer autour d’évènements fédérateurs : workshops, conférences et networking
- promouvoir et récompenser les meilleurs projets de Design luxembourgeois et de la Grande-Région par la préparation des deuxièmes Luxembourg Design Awards qui se tiendront en 2017

Espace Pub

Président : Lou **SCHEIDER** (IP Luxembourg) ■ Robert **HEVER** (Régie.lu), secrétaire ■ Francis **GASPAROTTO** (Maison Moderne), trésorier ■ Roland **DERNOEDEN** (Imprimerie Centrale), Emmanuel **FLEIG** (Edita), Roland **KAYSER** (Editpress), Hugues **LONGLET** (Editus), Daniel **TROESCH** (publi.lux), Marina **ZABALA** (JC Decaux), administrateurs

Les points importants en 2015

Après une année 2014 de transition qui a vu la pige « Luxembourg AD’Report » être reprise en main par **Espace Pub** (la Fédération des Régies Publicitaires au Luxembourg) et l’adoption d’une méthodologie déclarative pour l’ensemble des médias, l’année 2015 fut celle de la continuité. D’un bout à l’autre du calendrier, les membres d’**Espace Pub** et la société Nielsen ont travaillé main dans la main afin de collecter, contrôler, catégoriser par secteurs et enfin publier les investissements publicitaires.

Nouveauté en 2015, les bilans présentés ont tenu compte dans leur intégralité des données Internet. Intégré en 2014, ce média dispose en effet maintenant d’une couverture dans le temps suffisante pour pouvoir en analyser l’évolution.

Les membres actuels représentent 94 % des investissements publicitaires. 30 % des investissements parviennent du marché international.

Jusqu’à octobre 2015, la fédération était gérée par Rafael Raimundo.

Les perspectives pour 2016

Espace Pub souhaite élargir l’étude Luxembourg AD’Report à d’autres supports qui ne font pas encore partis de celle-ci. L’Internet étant un nouveau segment couvert, de nombreux sites ne sont pas encore répertoriés et seront notamment approchés dans ce contexte.

Enfin, **Espace Pub** devra renégocier son contrat au niveau de l’étude le liant avec l’institut Nielsen qui prendra fin en 2016. De plus, l’évolution du métier de régie publicitaire est également à l’ordre du jour.

Année de constitution : 1995

MarkCom

Présidente : Netty **THINES** (Médiation) | Françoise **REUTER** (Concept Factory), vice-présidente | Laure **ELSEN** (Accent Aigu), secrétaire | Camille **GROFF** (Mikado), trésorier | Marc **HAAS** (Binsfeld), Daniel **DECHMANN** (Dechmann Communication), Kristof **DELLA SIEGA** (Plan K), Claude **MÜLLER** (Comed), Carole **PLATZ** (Emotion Event Management), administrateurs

Les points importants en 2015

En 2015, la **MarkCom** a continué ses efforts de repositionnement pour augmenter sa visibilité et promouvoir ainsi davantage les métiers de la communication. Sa mission est d'être une association, créatrice d'opportunités économiques au service des entreprises.

Dans ce contexte, la **MarkCom**, a organisé son premier Creativity Camp qui s'est tenu le 16 janvier 2015 à la Rockhal. Cette compétition, qui a connu un grand succès pour sa première édition, a donné l'occasion aux agences du pays de démontrer leur savoir-faire et le déploiement de leur créativité.

Dans une ambiance « bon-enfant », les équipes présentes ont planché toute la journée sur la journée mondiale de l'alphabétisation. L'initiative a également donné l'opportunité à une classe BTS des « Ecritures appliquées au Médias » du Lycée classique de Diekirch de se joindre aux professionnels et d'apprendre le métier. Tous les projets étaient très intéressants et très bien ficelés.

Dans le but de créer une dynamique interactive et de favoriser l'échange d'informations entre les membres de la **MarkCom**, cette dernière a organisé différents événements courant 2015. Le premier événement a été un workshop, en collaboration avec l'Office Freylinger, autour de la propriété intellectuelle qui a eu lieu le 27 janvier 2015. Il s'est clôturé avec le drink du nouvel an. Du 17 au 18 juin 2015, la **MarkCom** a participé au Greater Business Days à Luxexpo. Elle y avait un stand sur lequel un film réalisé pour cette occasion, y était diffusé ainsi qu'un dépliant « Comment travailler avec une agence ? ». En juillet 2015, la **MarkCom** a organisé son traditionnel « summerdrink » et en Octobre 2015 un drink pour la rentrée. Enfin, La **MarkCom** a organisé un voyage d'étude à Anvers dans le cadre des Eurobest qui se sont tenus du 2 au 3 décembre 2015.

La **MarkCom** a réalisé une étude de marché auprès des entreprises et des agences pour prendre la température du marché et connaître l'importance de la communication. Dans ce sens, elle a publié différents articles thématiques qui parlent des sujets de la communication et du marketing en général.

En tant que membre de l'EACA (European Association of Communications Agencies), la **MarkCom** participe activement dans les différents groupes de travail organisés par cette association européenne. Ainsi, la présidente de la **MarkCom** a eu l'occasion de faire partie du Jury des Euro Effies Awards, événement organisé par l'EACA. Une formation « Pitch » et une conférence « Formation pour les agences » ont été organisées en collaboration avec l'EACA.

En collaboration avec la House of Training, la **MarkCom** propose des formations spécialisées qui s'adressent aussi bien aux collaborateurs d'agences en communication qu'à des entreprises désireuses de collaborer avec une agence.

Sur son site web, la **MarkCom** met également à disposition des entreprises des articles et recommandations pratiques concernant de loin ou de près le marketing et la communication, de même que la collaboration entre client et agence. Ce dossier du mois est rédigé à chaque fois par une agence membre.

Enfin, après plusieurs années de lobbying, la **MarkCom** est devenue un interlocuteur privilégié des sociétés luxembourgeoises en matière de conseil en communication. Ainsi, avant de lancer un appel d'offre, elles s'informent préalablement auprès de la **MarkCom** pour mieux structurer/préparer celui-ci et propose souvent une rémunération aux agences qui y répondent.

Jusqu'à octobre 2015, la fédération était gérée par Rafael Raimundo.

Les perspectives pour 2016

La **MarkCom**, organisera son deuxième Creativity Camp en 2016. Celui-ci est réservé aux membres de la **MarkCom** est a pour but de promouvoir le savoir-faire et la créativité des agences de communication du Luxembourg.

Le conseil d'administration souhaite aussi participer à la réunion annuelle de l'EACA à Bruxelles.

Dans ce sens, la **MarkCom** va inviter ses membres à répondre aux études européennes dans la cadre de l'affiliation à l'EACA.

Le conseil d'administration continuera à mettre la priorité sur le recrutement de nouveaux membres. L'objectif étant d'atteindre le seuil de 50 membres rapidement. La création de divers groupes de travail doit notamment y contribuer.

Serge MOULIN



Serge Moulin a rejoint la **clc** en juillet 2014 pour renforcer l'équipe de Conseillers.

Après un baccalauréat européen en sciences, Serge a poursuivi ses études dans l'aviation civile et l'essentiel de sa carrière s'est déroulé en tant que pilote de ligne sur court et moyen-courrier en Europe jusqu'en 2011.

Sa trajectoire s'est poursuivie en tant que co-fondateur d'une première d'une société d'aviation entre 2005 et 2007, puis d'une société active dans le domaine des énergies renouvelables jusqu'en 2014.

Depuis le début de ce troisième parcours en tant que conseiller auprès de la **clc**, Serge continue de suivre deux fédérations : le Groupement des Entrepreneurs de Transports et le Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois.

Groupement des Entrepreneurs de Transports

Présidente: Marianne **WELTER** | Fernand **CONRARDY**, Henri **RINNEN**, vice-présidents | Danielle **BONN-SCHUMMACHER**, trésorière | Michel **GRECO**, secrétaire | Michel **MAQUIL**, Philippe **THEOBALD**, Michael **KAHL**, Marie-Suzette **MAYERS**, Klaus **SAUERWEIN**, Stéphane **BOURGEOIS**, Rudy **SAESENS**, Louis **DESLANDES**, René **ZIMMERMANN**, administrateurs

Les points importants en 2015

Le **Groupement des Entrepreneurs de Transports** représente, avec ses quelques 240 affiliés, plus de 60 % des entreprises de transports établies au Grand-Duché. Le Conseil d'administration du Groupement transport s'est réuni à 6 reprises dont voici les grandes lignes :

Un paquet « Contrôle technique » a été approuvé par le Parlement Européen au printemps et sera transposé au Grand-Duché pour la fin de l'année.

Le point crucial sera le passage de 6 à **12 mois** pour l'intervalle du contrôle technique pour les véhicules lourds.

Ainsi, tout au long de l'année, La SNCA / SNCT a opéré de nombreux changements sur tous ses sites afin d'absorber l'augmentation de la demande en modifiant les horaires, gérer les flux de réservations et les modes de paiements.

Côté relations de voisinages avec les pays limitrophes, conjugué aux exigences des « Directives européennes et les accords Benelux », certains freins ou situations iniques compliquent l'équation de bon fonctionnement du secteur « Transport ».

Citons quelques tendances nationales telles que la mise de **barrières réglementaires** en réaction à des pratiques de « dumping social », liées par exemple aux contrôles des **temps de repos** hebdomadaires et aux règles de **cabotage** en France, rendant le Transport International Routier (TIR) plus contraignant depuis le Grand-Duché.

De même, **l'introduction**, au 1^{er} janvier 2015, **d'un salaire minimum en Allemagne loi « MiloG » (Mindestlohn Gesetz)**, faisant suite à une volonté de palier à un manque ou une absence de réglementation claire, a suscité une levée générale de boucliers de toutes parts.

Les pays-membres dont les tarifs horaires sont inférieurs à ce salaire ont porté l'affaire devant plusieurs instances nationales ainsi que devant la Commission à Bruxelles pour non-conformité avec les dispositions du droit européen.

Le Groupement Transport a suivi de près les efforts des députés européens et du MDDI lors de la Présidence luxembourgeoise à partir du 1^{er} juillet.

En juin, la Belgique a annoncé son **retrait de l'accord Eurovignette** – taxe routière perçue pour les poids lourds de plus de 12 t sur un réseau transeuropéen (LU BE NL DK SE) – dans le but de concocter une potion-maison au 1^{er} avril 2016 et dont l'amertume ne sera certainement pas au goût de de la profession.

Dès la rentrée de septembre, le Groupement Transport a alerté le MDDI de deux conséquences inquiétantes : la double taxation des transporteurs nationaux et, côté finances, la baisse de la perception des taxes et accises sur les carburants.

Au 31 décembre, malgré les interventions de la **clc** et d'autres fédérations, la question de l'avenir du Luxembourg au sein de l'Accord Eurovignette restait en suspens. Le Groupement Transport reste cependant confiant sur le fait que le MDDI proposera une concertation qui aboutira à une solution viable pour la profession.

Les perspectives pour 2016

- Aboutir à une solution favorable sur la question de l'« Eurovignette »
- S'engager dans l'essor d'initiatives dans l'équation « Transport & Logistique »
 - Poursuivre l'effort de formation et de recrutement
 - Promouvoir les Eco labels visant à encourager chaque entreprise à réduire son empreinte CO₂
 - Intégrer l'eCommerce, pivot qui repousse les frontières des schémas actuels et qui induira des métamorphoses.

2016 verra l'implémentation **d'une nouvelle « grille des points de contrôles »** ainsi que la perspective d'une **ouverture concurrentielle** du secteur.

SPL – Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois asbl

Président : Alain **DE BOURCY** | **Danielle BECKER-BAUER**, vice-présidente | **Marianne MEYERS**, secrétaire générale | **Joséane MARTENS-PAULUS**, secrétaire adjointe | **Evelyne SCHON-TANSON**, trésorière | **Carole SCHOUP-MAJERUS**, **Félix MARTZEN**, **Yves MISCHO**, administrateurs

Les points importants en 2015

La « **blistérisation** » est un dossier important qui concerne la délivrance de médicaments auprès des maisons de repos ou toute autre institution.

Cette pratique dite de « blistérisation » fait l'objet d'un **avant-projet de loi depuis mai 2015** et suit son cours en parallèle à la création d'une entité juridique et des infrastructures nécessaires à sa future mise en œuvre.

La **plateforme « e-Santé »** consiste à fédérer tous les intervenants impliqués dans la chaîne de santé afin d'améliorer l'accès et le suivi du « dossier-patient » sous forme informatisée. Les points importants étant l'acceptation du principe de participation par chaque citoyen et la protection des données.

2015 : lancement du projet pilote sur le principe de la participation volontaire de plus de 20,000 patients auprès d'un médecin référent.

Les médicaments substituables : l'introduction de médicaments dits « **génériques** » à partir de novembre 2014 s'est bien déroulée et l'effort initial d'information du pharmacien a joué un rôle important en vue de l'acception des changements auprès du patient pour ainsi contribuer à la bonne évolution en matière de substitution. Cet effort a été soutenu tout au long de l'année 2015.

Le 1^{er} bilan sera publié au premier trimestre 2016 et fera état de l'évolution des comportements dans la relation du patient avec le médecin et le pharmacien.

Les perspectives pour 2016

- Pour la « **blistérisation** », suite à la reconnaissance de l'utilité de l'amélioration de cette pratique, il est prévu, lors du premier trimestre 2016, que le **SPL** forme un groupe de travail sous l'égide de la CNS et du Ministère de la Santé.
- La plateforme « **eSanté** » implémentera le volet « **e-Prescription** » sur l'introduction de l'ordonnance électronique.
- 2016 marquera aussi la nécessité de regrouper certains dossiers pour entamer la refonte du droit de la pharmacie, dont le plan de garde national, le statut du pharmacien ou encore le droit des concessions.

Nathalie MULLER



Après avoir passé un baccalauréat en gestion d'entreprises à l'Université de Luxembourg, et en poursuivant toujours ses études universitaires par une formation en alternance (MBA) dans une université privée (EUFOM), Nathalie Muller a débuté sa carrière professionnelle en 2014 dans la comptabilité et le conseil financier au sein d'une fiduciaire luxembourgeoise du groupe mondial BDO. Ce poste lui a permis d'acquérir des connaissances approfondies dans le domaine financier et dans le droit des sociétés commerciales au Luxembourg.

Après 2 ans au sein de ce secteur, Nathalie Muller a intégré l'équipe de la **clc** en septembre 2015 en tant que comptable et conseillère. Elle a alors repris la fédération du LMV (Lëtzebuerger Maarteverband).

LMV – Lëtzebuerger Maarteverband

Président: Niki **KIRSCH** | Edmée **GOUDEN**, trésorière | Danielle **ARENDT**, Victor **CARVALHEIRO DIAS**, Sylvie **CLEES**, Paul **DE VRIJ**, Romain **WOHL**, administrateurs

Les points importants en 2015

Le « **Lëtzebuerger Maarteverband** » (LMV) a pour mission la défense des intérêts de ses 53 membres et la promotion du « marché du frais » en mettant l'accent sur la qualité et la diversité des produits frais proposés par les marchands et maraîchers.

A ce titre, le **LMV** a réalisé diverses manifestations qui rencontrent un succès grandissant auprès du public. Ainsi, **11.000 Œufs colorés** ont été distribués lors des marchés hebdomadaires quelques jours avant Pâques. La **Journée des Notabilités** a suivi en juin et a permis de récolter **4.197,13 €** au profit de la « **Fondatioun Kriibskrank Kanner** ». En septembre 2015, ont eu lieu les traditionnelles **rentrées des marchés** en collaboration avec les communes de Hesperange, Mamer, Luxembourg, Diekirch, Kayl, Dudelange, Differdange, Esch-sur-Alzette, Strassen et Schifflange. L'édition 2015 du **Speedcooking: « Kachen um Maart »**, en collaboration avec le Service National de la Jeunesse et le Lycée Technique de Bonnevoie, s'est tenue cette année en Ville de Luxembourg, en octobre.

Outre ces activités déjà considérées comme « traditionnelles », le **LMV** a distribué au mois de juin des **sacs réutilisables**, munis de l'agenda des marchés. Toujours soucieux de l'environnement, la Fédération et la Ville de Luxembourg ont également présenté en décembre, le **nouveau système de tri de déchets** mis en place sur le marché du « Knuedler » lequel permet une meilleure gestion des déchets en vue de leur recyclage.

Par ailleurs, le **LMV** a soutenu la **commune de Weiler-la-Tour** qui a souhaité élargir l'offre de son marché du frais bimensuel.

Comme par le passé et pour la 10^{ème} année consécutive, le **LMV**, l'**APFM** et la **Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg** ont organisé le Glacismaart en collaboration avec la Ville de Luxembourg et Good Idea.

Enfin, à noter que parallèlement à la campagne de promotion générale des différents marchés qui combine supports traditionnels et digitaux, l'**action spécifique à la Ville de Luxembourg** – pénalisée par la présence de multiples chantiers – s'est intensifiée. Pour ne citer qu'un exemple, l'annonce du **LMV** a régulièrement habillé l'arrière de certains bus AVL.

Jusqu'à octobre 2015, la fédération était gérée par Elisabeth Cruz.

Les perspectives pour 2016

Le **LMV** compte renforcer sa collaboration avec ses différents partenaires et poursuivre ses actions en vue d'attirer une clientèle toujours plus nombreuse et diversifiée sur les multiples marchés que compte le Luxembourg.

Thierry NOTHUM

Thierry Nothum a été inspecteur des CFL jusqu'en 1990 pour reprendre ensuite pendant quatre ans le poste de chef de service du personnel de la LUXAIR. En septembre 1994, Thierry a été engagé en tant que directeur de la **clc**.

PRESTACO

Président: Fons **JOHANNIS** | Claude **WEBER**, secrétaire | Pierre **NIZET**, trésorier | Denis **VAN DEN ABBEEL**, administrateur

Le 2 février 2015, les membres du Groupement tabacs, souvenirs, jouets et articles d'art asbl se sont réunis en assemblée générale extraordinaire pour procéder à une refonte des statuts de l'association et prendre la nouvelle dénomination « Presse, tabacs & convenience », en abrégé **PRESTACO**.

Présidé par Fons Johannis, le comité de la **PRESTACO** s'est réuni les 10 mars, 5 mai, 9 juin, 20 juillet, 29 septembre et 12 décembre pour organiser les travaux et fixer les priorités de l'association.

Outre une entrevue avec le Ministère de la santé en décembre pour présenter l'association et pour lui proposer une collaboration franche et ouverte, notamment pour les produits sensibles tels que le tabac, le comité a échangé avec ses partenaires commerciaux tels que par exemple Philip Morris, Heintz van Landewyck ou encore Coca-Cola.

Un des dossiers majeurs pour les membres a été évidemment la préparation de l'avis relatif à la transposition en droit national de la directive « tabacs ».

Alain PETRY



Diplômé en management, Alain Petry détient également un diplôme de formateur de la Wirtschafts, Industrie- und Handelskammer Wuppertal (Allemagne). Il a acquis la majeure partie de son expérience professionnelle chez BBE, Cologne en tant que Conseiller d'entreprises. Alain est spécialisé en conseil économique et en études de marché. Il a également géré une entreprise commerciale pendant dix-neuf ans. Alain travaille à la **clc** depuis 2010 où il s'occupe des distributeurs automobiles, des loueurs de véhicules et des entreprises actives dans le dépannage ainsi que des transports en général.

Il exerce plusieurs mandats appartenant à la **clc** et est responsable de la veille législative.

Alain Petry est Membre de la direction depuis janvier 2015.

ADAL – Association des distributeurs automobiles luxembourgeois

Président: Ed **GOEDERT** | Benji **KONTZ**, vice-président | Ed **GOEDERT** et Carole **PARIS**, délégué cecra | Tom **KONTZ**, trésorier | Yves **BINSFELD**, Michel **BRAQUET**, Damon **DAMIANI**, Antoine **GRAAS**, Robert **HAAS**, Patrick **LAHR**, Frédéric **MAILLARD**, Karsten **NOTH**, Carole **PARIS**, Anouk **POELMANN**, Jean-Louis **RIGAUX**, Patrick **SCHMIT**, administrateurs | Roby **CRUCIANI**, membre coopté

Les points importants en 2015

L'ADAL regroupe 49 distributeurs et 4 importateurs d'automobiles qui entretiennent 84 points de vente au Luxembourg. Les membres de l'ADAL distribuent plus de 35 des principales marques automobiles et emploient avec 3.300 personnes environ 60 % de la main d'œuvre du secteur. Ils assurent 70 % des ventes de voitures neuves au Luxembourg. L'ADAL a pour mission de représenter et de défendre les intérêts des entreprises de la distribution et du service après-vente automobile, utilitaires, ainsi que des activités accessoires.

L'événement majeur de la fédération, l'Autofestival, fut introduit au grand public et aux professionnels du secteur par une conférence de presse le 19 janvier en présence du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, François Bausch. La 51^{ème} édition de l'Autofestival s'est déroulée du 31 janvier au 9 février. Les concessions et garages répartis à travers le pays ont présenté leurs derniers modèles et les nouveautés d'un secteur qui évolue sans cesse. En raison de la hausse de la TVA au 1^{er} janvier 2015, de nombreux clients avaient anticipé leur achat en 2014, ce qui explique que l'Autofestival n'ait pu atteindre le succès de l'année précédente.

Précédée d'une conférence de presse tenue le 27 avril, la quatrième édition du Festival de la voiture d'occasion fut organisé du 4 au 9 mai. Cette manifestation a été créée dans le but de reconquérir des parts de marché perdues au niveau de la vente de voitures d'occasion. L'AutoOccasionsfestival a su confirmer son succès auprès d'un large public. Remises substantielles, doublement de la garantie, financement à taux réduit, les quelque 40 garages participants ont multiplié durant une semaine les offres avantageuses sur pas moins de 1.500 véhicules d'occasion.

Le 12 février, les responsables de l'ADAL ont rencontré le Directeur de la formation professionnelle auprès du Ministère de l'Éducation nationale pour lui soumettre un certain nombre de mesures qui pourraient être mises en place afin de remédier aux problèmes que rencontrent les mécaniciens d'automobiles en formation. Au regret des entreprises formatrices, le ministère n'a donné aucune suite aux propositions qui lui ont été soumises.

Le Conseil d'administration du 5 mars a coopté en son sein Carole Paris et Patrick Schmit.

En vue de la réforme du contrôle technique, un groupe de travail s’est saisi de la législation y afférente au projet et a eu plusieurs entrevues auprès de la SNCA, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu’avec la Chambre de Commerce, en vue de la rédaction d’un avis y relatif.

Des représentants de l’ADAL ont assisté à un séminaire sur les perspectives dans le secteur automobile en Allemagne ainsi qu’aux réunions de la division Concessionnaires Voitures Européens auprès de la fédération européenne CECRA à Bruxelles.

Deux groupes de travail spécifiques se sont régulièrement réunis, dont le premier avait en charge l’organisation de la prochaine édition de l’Autofestival et l’autre s’est consacré à la réforme fiscale annoncée par le Gouvernement en matière de fiscalité automobile. Ces réunions se sont tenues en collaboration avec les autres fédérations du secteur automobile.

Les perspectives pour 2016

La 52^{ème} édition de l’Autofestival aura lieu pendant dix jours du 23 janvier au 1^{er} février, et la 4^{ème} édition du festival de la voiture de l’occasion est prévue pour la période du 18 au 23 avril.

L’ADAL et la Fédération Luxembourgeoise des Loueurs de Véhicules (FLLV) reconduiront leur collaboration avec l’objectif de développer le marché des véhicules professionnels au Luxembourg.

Dès le 1^{er} février, les revendications du secteur automobile de longue date devraient aboutir à l’abolition par le législateur, du contrôle de conformité des nouveaux véhicules et de la mise en place de certains allègements au niveau du contrôle technique périodique.

FLLV – Fédération luxembourgeoise des loueurs de véhicules

Président: Gerry **WAGNER** | Dominique **ROGER** (long terme), Nicole **PEETERS** (court terme), vice-présidents | Arnaud **CRUYPENINCK**, Vincent **HENNEAUX**, Bob **WALTÉ**, administrateurs

Les points importants en 2015

La FLLV regroupe 21 entreprises de location de véhicules à court et à long terme. Les membres actifs dans la location ou le leasing à long terme proposent surtout des solutions de leasing opérationnel à une clientèle professionnelle. Les membres proposant la location court terme offrent des solutions de location autant aux particuliers, p.ex. pour les trajets dans le cadre de leurs vacances au Luxembourg et en Grande Région, des véhicules de remplacement en cas d’accident, vol ou réparation, ainsi que des camionnettes, camions ou autres utilitaires pour des besoins professionnels spécifiques de courte durée. L’ensemble des sociétés de location de la FLLV est fort d’un parc de véhicules de plus de 34.000 unités. Environ un tiers des immatriculations de voitures neuves au Luxembourg est effectué pour le compte des membres de la FLLV.

Les membres de la fédération se sont réunis quatre fois durant l’année pour délibérer de points d’intérêt communs tels que la législation européenne facilitant l’échange transfrontalier concernant les infractions routières et le traitement des procès-verbaux en provenance de l’étranger, la nouvelle loi portant sur la création d’un système de contrôle et de sanction automatisé des infractions routières (radars), ainsi que certaines thématiques fiscales comme les bonifications sur investissements et l’imposition de la mise à disposition d’une voiture à un salarié. En 2015, la FLLV a révisé ses statuts et mis en place un nouveau règlement d’ordre intérieur. Elle a poursuivi ses mesures pour assurer la gestion des échanges statistiques en pleine conformité avec le droit de la concurrence. Plusieurs réunions de travail spécifiques avaient pour objet la promotion de la fédération et de la location de véhicules ainsi que l’amélioration de la satisfaction des clients.

Dans l’objectif de promouvoir le secteur de la location court terme et le leasing opérationnel, le président Gerry WAGNER a fait plusieurs interventions publiques sur la fiscalité en relation avec les voitures de service, donné des interviews à la presse et rédigé des articles sur le leasing de voitures.

Les perspectives pour 2016

La FLLV reste active dans la promotion du secteur de la location de véhicules et encourage ses membres à favoriser l’utilisation de véhicules à faibles émissions. L’imposition des véhicules de société mis à disposition des salariés d’entreprise va être suivie de près par la fédération.

Année de constitution : 2004

GARD LUXEMBOURG – Groupement d’assistance, remorquage et dépannage

Président: Marc **SCHAACK** | Jacques **CUKIER**, vice-président | Roland **MULLER**, trésorier | Giovanni **DE FELICE**, Jean **SCHALZ**, administrateurs

Les points importants en 2015

La **GARD** réunit 18 entreprises dont l’activité principale, ou auxiliaire, est constituée par le dépannage et le remorquage automobile. L’association oeuvre pour la reconnaissance de la profession et une réglementation propre à ce métier.

En 2015, en collaboration avec le Centre de Formation pour Conducteurs (cfc), la **Gard** a proposé quatre formations professionnelles spécifique aux besoins de sécurité et de formation des conducteurs de dépanneuses. Celles-ci répondent également aux obligations légales en matière de formation professionnelle obligatoire prévue par la Directive 2003/59/CE. En complément, ces cours traitent de la sécurisation du lieu d’intervention sur autoroutes et autres routes, en tenant particulièrement compte des interventions durant la nuit et par conditions climatiques défavorables. L’arrimage et la sécurisation de véhicules manipulés et transportés sur différents véhicules d’intervention sont également traités. La sécurisation des voyageurs accidentés ou tombés en panne font aussi parti de ces formations spécifiques. Celles-ci ont chacune porté sur une semaine et s’inscrivent dans le programme d’amélioration du niveau de la qualité du Groupement.

Une formation complémentaire reconnue par l’Assurance Accidents a été dédiée à la manipulation de grues auxiliaires de chargement de véhicules. Une dizaine de chauffeurs professionnels ont appris durant quatre jours à maîtriser la manipulation des grues auxiliaires de chargement de véhicules en toute sécurité, à connaître les risques liés à la manipulation et les obligations légales.

D’autres sujets traités en 2015 ont porté sur la réglementation européenne en matière de transports à l’étranger de véhicules endommagés ou en panne, la réglementation pour les dépanneurs sur les tachygraphes, l’évolution des interventions de dépannage et de remorquage, les contrats de distribution et de réparation, la collaboration avec les centres d’appel ainsi que sur les interventions à la demande de la Police ou en cas de réquisition.

Les perspectives pour 2016

Pour 2016, les entreprises affiliées à la **GARD** s’attendent à la mise en place de certains allègements législatifs en ce qui concerne l’équipement technique des dépanneuses (tachygraphes, feux clignotants) et le remorquage sur autoroute.

La **GARD** désire mettre en place un label qualité pour les membres de la fédération et améliorer la communication externe et interne. Les formations pour chauffeurs professionnels seront reconduites régulièrement afin que tous les collaborateurs conducteurs de dépanneuses puissent répondre à l’obligation légale d’avoir effectué une formation jusqu’à la date butoir du 10 septembre 2016. Enfin, l’organisation d’une nouvelle formation spécifique sur la manipulation de grues, dont certaines dépanneuses sont équipées, sera organisée.

Isabelle PHALIPPOU



En février 2012, Isabelle Phalippou a rejoint la **clc** en tant que conseillère.

Après ses études de droit à Vienne Isabelle Phalippou a travaillé dans un bureau d'avocats où elle était en charge de la rédaction de contrats en matière de droit immobilier.

En 2000, elle est venue au Luxembourg et a pendant plusieurs années été responsable de la division de la presse et de l'information de la Cour de justice de l'Union européenne.

Après un Master en droit européen et quelques années consacrées à ses enfants, elle a travaillé comme rédactrice et traductrice pour la chaîne de télévision LUXE.TV.

Elle est impliquée à la **clc** dans les services de l'immobilier. Depuis début 2013 elle est également conseillère de la FEMACO.

CIGDL – Chambre Immobilière du Grand-Duché de Luxembourg

Président: Jean-Paul **SCHEUREN** | Karine **GRUENBERG**, Carole **CASPARI**, vice-présidentes | Frédéric **ALBANI**, secrétaire général | Claude **MÜLLER**, trésorier | Carlo **HEIN**, Martin **HEYSE**, Michel **BASCHERA**, Sandra **SILVA** (depuis juillet 2015), Manuel **RIZZO** (depuis juillet 2015), administrateurs | Claudine **SPELTZ**, présidente d'honneur

Les points importants en 2015

Pour la troisième fois de l'année, la **CIGDL** a été représentée à un salon du logement. Après avoir participé à la foire «SIM», Semaine de l'Immobilier et ses Métiers, en mai au shopping center de la Belle Etoile et la Semaine du Logement à la Luxexpo en automne, la Chambre Immobilière était alors présente, suite à une invitation de RTL, à la Journée du Logement (Dag vum Logement) le 25 février 2016 au City Concorde.

Cet évènement a donné la possibilité aux citoyens de poser toutes leurs questions sur le sujet du «logement». Une fois de plus, la **CIGDL** a pu promouvoir les professions de l'immobilier et montrer tous les atouts de ses membres, tous réunis sous un code de déontologie stricte.

La fédération de l'immobilier est en train de mettre en place un nouveau portail immobilier avec la création d'une bourse immobilière professionnelle et des outils d'évaluation et de statistiques.

Elle reste un membre actif du débat dans le cadre de la mise en place des nouveaux plans sectoriels et d'une nouvelle approche relative à l'aménagement du territoire.

La **CIGDL** s'est investie à plusieurs reprises afin d'obtenir la notification de la commission de discipline en tant qu'entité qualifiée dans le cadre du projet de loi – règlement extrajudiciaire des litiges de consommation. Dans ce contexte, une rencontre a eu lieu avec l'ULC pour discuter de la manière de procéder afin de réunir toutes les conditions requises pour obtenir cette notification. Le problème est désormais au niveau des subsides à recevoir du ministère afin de pouvoir assurer ce service.

Suite à l'invitation du Ministère de logement, une première réunion a eu lieu en juillet 2015 pour discuter de l'introduction d'un fond de réserve obligatoire pour les copropriétaires.

La **CIGDL** a élaboré en coopération avec le lycée Josy Barthel de Mamer, le contenu pour un BTS-Immobilier (agent immobilier, syndic, promoteur) qu'elle compte proposer à partir de l'automne 2016. Cette formation sera surtout destinée aux employées des sociétés membres. Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie nationale de rénovation énergétique des bâtiments, la **CIGDL** a activement participé à plusieurs workshops organisés par le Ministère de l'Economie.

En juillet, une délégation de la **CIGDL** a été accueillie par le directeur de l'Administration de l'Enregistrement, Monsieur Heinen, pour discuter des simplifications administratives dans le cadre de la procédure d'enregistrement suite à la suppression des bureaux de l'enregistrement. Ceci entraîne en effet une augmentation du coût de la procédure d'enregistrement (déplacements, temps perdu) des membres de la **CIGDL**.

Il a été demandé par le directeur de l'Enregistrement de lui faire parvenir une proposition pour la mise en place d'un répertoire informatique, ainsi qu'une étude sur la possibilité de la transmission informatique des documents dans le cadre de l'enregistrement.

Entre-temps, il a été convenu que la procédure de retour des documents, moyennant la remise d'une enveloppe timbrée au bureau d'enregistrement, serait généralisée.

La **CIGDL** a présidé le groupe de travail, convoqué par l'ILNAS, ayant eu pour mission de rédiger une norme relative à la surface habitable.

Elle fait partie d'un Comité consultatif de lutte anti-blanchiment auprès de l'Administration de l'Enregistrement qui se réunit tous les 3 à 4 mois.

Conjointement avec la **clc**, la **CIGDL** a rédigé un avis sur le projet de loi OAI portant sur l'organisation des professions d'architectes et d'ingénieurs –conseils risquant d'entraver le libre jeu de la concurrence.

Dans le cadre d'une nouvelle coopération établie entre le **GSPL** et la **CIGDL** concernant des sujets communs, les Fédérations ont conjointement pour la première fois, organisé une « Académie d'hiver ». Elle a eu comme thème la « conformité des installations à gaz » et a été organisé avec le soutien de la FIESC, Creos et la Chambre des Métiers.

L'immobilier en fête s'est déroulé au Restaurant « Péitry à Roodt-sur-Syre ». Cet évènement a réuni une centaine de professionnels de l'immobilier et a conclu l'année 2015.

Au niveau européen, la **CIGDL** est représentée au CEPI (CEPI CEI nouvelle dénomination depuis la fusion), dont la présidence est assurée par Claudine Speltz, présidente d'honneur de la **CIGDL**. Après plus de 4 ans et d'intenses discussions, la fusion entre le CEPI et le CEI a eu lieu le 6 mars 2015.

Projets futurs :

La fédération continue la promotion de la Charte de Qualité **CIGDL**, notamment par le nouveau portail et des salons de l'immobilier, et finalise la réalisation de la Bourse professionnelle.

De plus, elle continue à s'engager dans tous les dossiers en cours tels que l'aménagement communal et le développement urbain, l'énergie...etc.

Femaco – Fédération luxembourgeoise des négociants en matériaux de construction

Président : Christian **MAROLDT** | Marc F. **DECKER**, Pete **HOFFMANN**, Roger **MULLER**, vice-présidents | Nico **ADAM**, secrétaire | Michel **GLAESENER**, trésorier | Marc **NESSER**, Marc **MICHELS**, Chantal **MAJERUS**, administrateurs

Les points importants

Suite au grand succès les 2 années précédentes de la formation « Culture du service et connaissance générale des matériaux de construction », adressée aux collaborateurs des sociétés membres, le Comité a décidé de réorganiser une formation en collaboration avec la House of training et de la proposer à la totalité des fédérations de la **clc**.

Elle fut cette année consacrée uniquement à la thématique « culture du service ». Afin de répondre au mieux aux exigences spécifiques des différentes sociétés, les contenus ont été adaptés avec le formateur. Elle s'est déroulée en français et pour certains modules également en allemand, de novembre 2015 à février 2016, une ou deux fois par mois. Les modules ont traité les thèmes suivants: la culture du service en général, le marketing, la vente directe et le merchandising, la gestion des stocks et le conseil lors de la vente.

Comme tous les ans lors de l'AG, le Comité a organisé pour ses membres une conférence d'actualité. Cette année les responsables de la société 1nergy S.A. de Hobscheid ont capté les membres présents avec le sujet: « Rénovation et maisons passives – le bon choix des matériaux de construction ».

En outre, la fédération a maintenu une bonne collaboration avec ses fournisseurs qui sont aussi des membres d'honneurs; de bons rapports dont les clients peuvent aussi pleinement profiter.

Au niveau européen, la **FEMACO** est représentée auprès de l'UFEMAT dont elle est un membre très actif. Les tendances dans la construction peuvent se résumer comme suit: bâtiment intelligent, coopération numérique, intégration de la chaine d'approvisionnement, solutions écologiques et automatisation des processus de construction.

Lea perspectives pour 2015

La **FEMACO** tente de continuer à organiser des formations spécifiques pour leurs membres et également aux autres fédérations de la **clc**.

Aussi, elle souhaite approfondir sa collaboration avec l'ADEM en mettant en place un concept « WIN WIN » dont tous les participants pourraient bénéficier. Le but est une coopération permettant aux sociétés membres de s'engager à embaucher des chercheurs d'emplois inscrits à l'ADEM pour des domaines variés (vendeur comptoir généraliste, chauffeur, secrétariat...). En contrepartie, l'ADEM se chargerait de former ces personnes.

Année de constitution : 1991

FIABCI – Fédération Internationale des professions de l’immobilier

Présidents : Marc **BAERTZ** (jusqu’à juillet 2015), Carlo **HEIN** (depuis juillet 2015) ■ Carlo **HEIN** (jusqu’à juillet 2015), Manuel **RIZZO** (depuis juillet 2015), vice-présidents ■ Romain **POULLES** (jusqu’à juillet 2015), Jean-Paul **SCHEUREN** (depuis juillet 2015), secrétaires ■ Romain **MULLER** (jusqu’à juillet 2015), Jean-Paul **SCHEUREN** (depuis juillet 2015), trésorier

Les points importants en 2015

La FIABCI est une fédération composée de plus de 2000 membres directs ainsi que de fédérations nationales du domaine de l’immobilier, telles que des agences, des syndic, des promoteurs, mais également des avocats et des assurances. Leur but commun est la création d’un réseau social au niveau mondial.

Depuis juillet 2015, le Comité de la FIABCI se compose des membres qui sont également tous membres du Comité de la CIGDL. De ce fait, les deux comités collaborent d’avantage et créent ainsi des Synergies. Ainsi, la FIABCI a pu soutenir activement la CIGDL dans tous ses projets.

La FIABCI a également contribué à l’élaboration de l’avis de la **clc** sur la réforme de la loi sur le bail commercial. Cet avis rejoint toutes les revendications de la FIABCI en la matière.

La FIABCI Internationale dispose depuis l’automne 2015 d’un nouveau site Internet qui lui donne non seulement une meilleure visibilité vers l’extérieur, mais facilite aussi et surtout la communication entre les membres au niveau international.

Année de constitution : 1998

GSPL – Groupement des Syndics Professionnels du Grand-Duché de Luxembourg

Présidente : Nadine **WAGNER** ■ Alain **KOHL**, vice-président ■ Carine **KEMP**, secrétaire-générale ■ Romain **SCHULER**, trésorier ■ Sidney **SCHAMBURGER**, Guy **LUTGEN**, Michel **KAYSER**, Emile **REUTER**, administrateurs

Les points importants en 2015

Le **GSPL** reste en 2015 fortement impliqué dans la formation initiale et continue relative aux professions de l’immobilier (organisée par la House of Training à la Chambre de Commerce).

Aussi, la Fédération organise pour ses membres, un grand nombre de formations techniques et juridiques tout au long de l’année.

L’organisation de la formation sur « La comptabilité dans la copropriété » tenait particulièrement à cœur à la Fédération. En coopération avec la House of Training, elle a été proposée au printemps et à l’automne ; elle s’est divisée en 2 parties, un cours de base (en 2 demi-journées) et le plan comptable syndic, cours spécifique au métier de syndic (3 demi-journées).

En amont de cette formation, le **CA**, en collaboration avec une société spécialisée (Easy Solutions), a travaillé sur un plan comptable de base, uniforme pour les syndic, dans le but que dans un proche future, tous les syndic travaillent avec celui-ci. La transmission des dossiers et des décomptes entre confrères sera alors facilitée et plus transparente pour les copropriétaires.

Comme l’année précédente, le **GSPL** a également organisé des plateformes fournisseurs pour les sociétés innovantes qui souhaitaient présenter leurs services aux membres.

De plus, le **GSPL** a été représenté de nouveau à la semaine du Logement à Luxexpo dans le cadre de la Home & Living Expo (anciennement Foire d’Automne). Avec les sociétés Crypto, Brunata Metrona, Den Mobilen Handwerker et pour la première fois aussi la Superdreckkescht, cet événement a contribué à développer un échange, entre les professionnels de l’immobilier et les visiteurs, sur leur travail et en particulier cette fois-ci, sur le sujet des « déchets et tri de base ».

Dans le cadre d’une nouvelle coopération établie entre le **GSPL** et la **CIGDL** concernant des sujets communs, les Fédérations ont conjointement pour la première fois, organisé une « Académie d’hiver ». Elle a eu comme thème la « conformité des installations à gaz » et a été organisé avec le soutien de la FIESC, Creos et la Chambre des Métiers.

Début janvier 2016 a été marqué par une formation juridique approfondie sur la profession du syndic en 5 modules, en coopération avec Me Lex Thielen.

Les perspectives pour 2016

Le GSPL s’engage à ce que tous les syndics membres utilisent à moyen terme un plan comptable uniformisé leur permettant de travailler d’une manière transparente et uniforme. L’élaboration d’un outil performant adapté aux besoins de syndics permettra de travailler de manière plus professionnelle. L’objectif à moyen terme est la mise en place d’une garantie financière.

Son engagement principal reste de fournir la meilleure offre en formations.

Rafael RAIMUNDO

Après ses études en commerce extérieur à Liège, Rafael Raimundo débute sa carrière professionnelle au sein d'une société spécialisée dans le développement d'affaire au Moyen Orient. Au sein de cette société, il a effectué un grand nombre de missions de développement pour le compte de grandes sociétés luxembourgeoises, belges et françaises. Après 4 ans, Rafael a donné une nouvelle orientation à sa carrière en rejoignant une multinationale spécialisée dans l'acheminement de colis express. Fort de ces expériences, Rafael a intégré en février 2013 l'équipe de la **clc** en tant que conseiller.



APSI – Association des Professionnels de la Société de l'Information

Présidents : Jean **DIEDERICH** (Kurt Salmon) ■ Gilles **VANDERWEYEN** (PricewaterhouseCoopers), Gary **KNEIP** (Data4 Luxembourg), Claude **LÜSCHER** (Join Experience), vice-présidents ■ Fernand **THILL**, , secrétaire général ■ Guy **RETTTER** (RMS), Trésorier ■ Michel **HERMANT** (Alcatel-Lucent Luxembourg), Gabriel **BLESER** (DSM Di Stefano Moyse Avocats), Marc **PAYAL** (Fujitsu Technology Solutions), Eric **BUSCH** (Ike Consulting), Emilie **MOUNIER** (Makana), Vincent **WELLENS** (Nautadutilh Avocats Luxembourg), Nico **BINSFELD** (Post Telecom PSF), Jean-Jacques **BEASCH** (Telindus), administrateurs

Les points importants en 2015

L'Association des Professionnels de la Société de l'Information (APSI) a aménagé l'année 2015 autour du même thème « ICT contribution to Luxembourg's economic development » qu'en 2013 et 2014. L'APSI démontre ainsi que le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC / ICT en anglais) occupe une place significative dans le paysage économique du Grand-Duché (+7 % du PIB) et contribue à la compétitivité des entreprises luxembourgeoises toute industrie confondue.

Les domaines dans lesquels les technologies sont utilisées sont très vastes et variés, de sorte que l'APSI a choisi d'aborder des thèmes qui touchent un large public lors de ses conférences – **APSI Days**.

Le premier **APSI Day** était consacré aux FinTech 'Financial institutions, Technologies & Start-ups' en collaboration avec Luxembourg for Finance (LFF). Les FinTech ont une fonction d'innovation pour les services financiers à l'ère numérique. Elles sont liées autant à la technologie des TIC, qu'au monde des affaires et qu'à l'expérience client en général. Les FinTech peuvent être classées comme :

- FinTech traditionnelle, « facilitateurs » avec les grandes entreprises de technologie en place, soutenir le secteur des services financiers (côté d'évolution)
- FinTech Disruptive, « perturbateurs » avec les petites entreprises innovantes, provoquent la désintermédiation des services financiers avec les nouvelles technologies (côté révolution)

Ce premier **APSI Day 2015** a permis de discuter de la révolution à laquelle le secteur financier fait face aujourd'hui, révolution à la fois séduisante qu'inquiétante pour les acteurs du monde bancaire, comme l'ont montré les échanges lors de cette conférence.

A l'occasion de son **APSI DAY** de septembre, l'APSI en collaboration avec l'AmCham s'est penchée sur 'What impact will new technologies have on society and business'. Ainsi, une table ronde autour du sujet de cet **APSI DAY** a permis à l'assistance de mieux comprendre quelle sera l'impact des nouvelles technologies sur la société et le monde des affaires.

Enfin, le dernier **APSI Day** de 2015 a abordé un thème d'actualité : 'The FinTech revolution and the future of centralized and distributed platforms'. Différents intervenants du milieu des Fintech sont venus expliquer la différence entre une plateforme centralisée (PayPal p.ex.) et distribuée (BitCoin p.ex.).

Le **Flagship Award** 2015 qui vise à primer la créativité, le dynamisme et l'esprit d'entrepreneuriat dans le secteur des TIC a été remis à Leetchi MANGOPAY, qui avec plus de 3,5 millions d'utilisateurs dans le monde, se place à la croisée des secteurs Fintech et de la Sharing Economy, deux univers disruptifs en plein boom aujourd'hui, le succès de MANGOPAY est donc loin d'être terminé.

Outre ce volet de promotion de la place ICT, l'**APSI** a fortement contribué à l'état d'avancement de plusieurs dossiers dans le secteur, dont les FinTech, l'Administration électronique ou la promotion des TIC, que ce soit à titre individuel ou par le biais de la plateforme ICTLuxembourg.

Les perspectives pour 2016

L'**APSI** gardera le même thème autour duquel seront organisés les **APSI Days** et le **Flagship Award** 2016. Par ailleurs, l'association continuera à gérer les dossiers d'actualité, tels que le label 'Secure Luxembourg' et le groupe de travail 'Disruptive Models'.

eCOM.lu – Fédération luxembourgeoise du e-commerce

Présiden : Pierre **FRIOB** (Abitare) | Jacques **LORANG** (ITIX SA - Luxcaddy), vice-président | Valérie **CONROT** (Petites Choses), secrétaire | François **JOLIN** (Only Keys), trésorier | Rui **DA SILVA** (Xantor), Marco **DA CUNHA**, Carlos **QUINTAS** (Electronic-Shop Sàrl), Renaud **LE SQUEREN** (DSM Di Stefano Moyse), Claude **BIZJAK** (clc), administrateurs

Les points importants en 2015

L'eCOM.lu s'est créée en 2015 en vue de soutenir les e-commerçants luxembourgeois dans le développement de leur activité de vente en ligne.

Ainsi, la mission de la fédération est la promotion du secteur auprès des instances administratives et politiques afin de créer un environnement juridique, technique et économique propice à son essor.

L'eCOM.lu estime que seul un effort commun, entre tous les acteurs, pourra mener au développement de ce secteur. Ainsi, les membres de l'eCOM.lu sont aussi bien des e-commerçants que des fournisseurs du secteur.

A court terme, la fédération s'est engagée dans une analyse des barrières d'entrée qui semblent freiner le développement de l'e-commerce au Luxembourg. Actuellement eCOM.lu travaille sur trois secteurs d'activité stratégiques pour l'e-commerce : la logistique, les moyens de paiement ainsi que les statistiques qui font encore, pour une grande partie, défaut au Luxembourg.

Par le biais de son affiliation à « Ecommerce Europe » elle participe activement aux discussions pour la mise en place de la nouvelle stratégie numérique de la Commission Européenne (Digital Single Market).

Les perspectives pour 2016

Le conseil d'administration continuera à mettre la priorité sur le recrutement de nouveaux membres qui apporterons le savoir-faire et les visions nécessaires au développement de ce secteur. Les premiers résultats des groupes de travail sont attendus avec impatience et l'eCOM.lu ne manquera de pas de donner les impulsions nécessaires en vue de créer environnement propice pour tout e-commerçant qui souhaite vendre à partir du Luxembourg.

Lucia SEDA



Début janvier 2011, Lucia Seda a rejoint la **clc** en tant que conseillère. Elle est licenciée en Communication Sociale Appliquée à l'IHECS (Bruxelles) et possède un diplôme complémentaire en Gestion obtenu à l'ICHEC (Bruxelles). Elle a travaillé pendant plusieurs années en tant qu'assistante Marketing & Sales pour une société leader mondial dans le domaine de l'électronique à Bruxelles et en tant que Chargée de Communication pour un important cabinet d'avocats de la place luxembourgeoise.

Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg

Président : Marc **JAERLING** | Marie-Thérèse **NIESEN**, trésorière | Iwona **ZASONSKA-GEIBEN**, administrateur

Les points importants en 2015

La fédération a été active dans l'organisation des différents marchés de la brocante et des antiquités au Luxembourg. Le détail de ses activités a été repris dans le calendrier annuel qui est également produit par la fédération et mis à disposition de tous les intéressés.

Comme chaque année, la fédération a organisé les trois Grandes Foires d'Antiquités et de Brocante à la Luxexpo pour lesquelles une importante campagne média a été mise en place pour chaque édition.

La Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg, le Lëtzebuerger Maarteverband et l'APFM ont organisé la 10^{ème} édition du Glacismaart en collaboration avec la Ville de Luxembourg et Good Idea.

Année de constitution : 2002

APFM – Association des Professionnels des Foires et Marchés

Présidente: Malou **PROTT** | Josette **HILBERT**, vice-présidente | Sandra **SARANSIG-BECKER**, trésorière | Sandra **RIES**, Angèle **ZAROTTI**, Jules **TOUSSAINT**, Georges **FRANCLET**, Michel **RUBINO** et Gilbert **SCHMIT**, administrateurs

Les points importants en 2015

La fédération, qui représente les marchands du domaine du textile, de l’habillement, des chaussures et de la maroquinerie, est très engagée dans la création de nouveaux marchés en plein air. Dans ce sens, un travail important de coopération avec les différentes administrations communales et unions commerciales est mis en place. Le travail de relations publiques de la fédération permet l’organisation de plus de 260 manifestations (marchés, braderies et autres) soit de manière mensuelle ou ponctuelle dans les différentes villes du Luxembourg. Un grand travail de coordination est nécessaire à la fédération afin d’organiser correctement toutes ces activités dans le respect des règles du secteur. Pour tous les intéressés, l’**APFM** met en place chaque année un calendrier qui reprend l’ensemble des marchés.

Le LMV, l’**APFM** et la Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg ont organisé la 10^{ème} édition du Glacismaart en collaboration avec la Ville de Luxembourg et Good Idea.

Année de constitution : 1964

FEBU – Fédération Bureautique

Présidente: Rosy **WAGNER-BRAUCKMANN** (Bureautique Rosy Wagner-Brauckmann) | Théo **FELTEN** (Felten & Stein), vice-président | Hoerold **MANUEL** (Muller&Wegener), secrétaire | Guy **MINELLA** (Telindus), trésorier | Christian **KOHNEN** (Alma), Marc **LINSTER** (Linster Bureautique), Raymond **NIESEN** (Burotrend), Michel **RODENBOURG** (Eicher), Claude **TRIERWEILER** (CK Repro), administrateurs

Les points importants en 2015

La **FEBU** a élu un nouveau conseil d’administration dont Mme Rosy Wagner-Brauckmann assurera la présidence jusqu’à mi-2016. Suite à cette période de transition et à partir de mars 2016, le nouveau président de la **FEBU** sera M. Michel Rodenbourg .

La **FEBU** a traité des sujets auxquels elle est le plus sensible comme la concurrence déloyale, la culture de service, la TVA et les marchés publics.

Elle a également informé ses membres sur les enjeux de la certification FSC (Forest Stewardship Council) pour le secteur de la bureautique. En effet, le label FSC est une marque de qualité qui certifie que les produits utilisés comme le bois, par exemple, proviennent d’une forêt qui a été gérée de manière durable. Cette certification étant de plus en plus demandée lors des appels d’offres pour les marchés publics, elle est d’un certain intérêt pour les membres de la fédération.

Année de constitution : 2007

FEMO – Fédération de la Mode

Président: Marc **MULLER** ■ Anna **FELGEN SUARDI** (jusqu'en septembre 2015), Past President ■ Thierry **SMETS**, vice-président ■ Marc **JAGER**, trésorier ■ Carlo **WEYRICH**, secrétaire général ■ Jean-Paul **HERBER**, Christiane **WICKLER**, Mariette **WICKLER**, administrateurs

Les points importants en 2015

Le Conseil d'Administration souhaite remercier Mme Anna Felgen Suardi, qui après plusieurs années de dévouement aux enjeux de la **FEMO**, a arrêté ses activités en tant que commerçante. Ne pouvant plus exercer son mandat en tant que présidente de la **FEMO**, le Conseil d'Administration a procédé à l'élection d'un nouveau président en la qualité de M. Marc Muller (Maroquinerie du Passage).

La **FEMO** est fortement engagée sur les problématiques qui relèvent des commerces de détails.

Ainsi, la **FEMO** a initié l'idée de rallonger la période des soldes d'hiver et d'été à quatre semaines. Un processus de consultation auprès des Unions Commerciales et des Centres Commerciaux du Luxembourg a eu lieu afin de déterminer l'intérêt pour cette initiative et les périodes exactes pour lesquelles elles seraient les plus propices à être demandées. Vu que la période des soldes concerne tout le secteur du commerce, la **clc** a été également impliquée dans ce projet de manière plus large.

Comme chaque année, la **FEMO** a proposé ses dates pour les ouvertures dominicales Fréijoersshopping et le Mantelonndeg 2015 pour le secteur de la mode.

Les perspectives pour 2016

La **FEMO** souhaite travailler de manière plus étroite avec l'ADEM vu les problématiques de recrutement de certains profils dans le secteur de la mode. Elle veut également collaborer avec IP sur des projets de promotion de la fédération et du secteur de la mode au Luxembourg de manière plus large.

Année de constitution : 1990

FEDAM – Fédération luxembourgeoise de l'Ameublement

Président: Jean **SEIL** (Galerie Moderne) ■ Jean-Pierre **THILL** (Ameublement Thill), vice-président ■ Joëlle **DECKER** (Decker Line), secrétaire ■ Toiny **REDING** (Capésius & Reding), trésorière ■ Claude **ALVISSE** (Möbel Alvisse), Jean-Marc **BAULER** (Stoll Maître Matelassier), Lucien **KANDEL** (Literie Kandel), Ronny **KETTMANN** (Kicheconcept), Lucien **SCHWEITZER** (Lucien Schweitzer), Eric **VIGOR** (Conforama), Gérard **BROQUA** (Tousalon), administrateurs

Les points importants en 2015

En 2015, la Fédération luxembourgeoise de l'Ameublement (**FEDAM**) a lancé sa campagne de repositionnement. L'idée centrale de ce repositionnement est d'ancrer davantage l'image du revendeur de meuble luxembourgeois dans l'esprit du consommateur luxembourgeois et de la Grande Région. Ainsi la fédération diffusera ses spots radios et publicités dans la presse papier durant toute l'année, au lieu de les axer autour des deux Festivals du Meuble. De plus, une signature vocale a été élaborée et chaque revendeur de meuble luxembourgeois, membre de la fédération, a été invité à l'ajouter en fin de spot radio / TV de sa propre enseigne.

En parallèle, la **FEDAM** a continué à organiser les désormais traditionnels Festivals du Meuble. Le premier s'est tenu du 7 au 15 mars 2015, le deuxième a eu lieu du 26 septembre au 4 octobre 2015. Ces manifestations ont été mises en place avec l'appui de « Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région ».

Jusqu'à octobre 2015, la fédération était gérée par Rafael Raimundo.

Les perspectives pour 2016

La **FEDAM** relancera ses événements traditionnels et participera une nouvelle fois aux Foires de Printemps et Home & Living 2016. En 2016, la **FEDAM** consolidera le repositionnement de la branche mobilière luxembourgeoise via un tout nouveau concept.

Année de constitution : 1954

FLVS – Fédération Luxembourgeoise des Vins et Spiritueux

Président: Marc **GALES** (Caves Gales) | Gérard **WENGLER** (Caves Wengler), vice-président | Antoine **CLASEN** (Caves Bernard-Massard), trésorier | Georges **DESOM** (Caves St-Remy-Desom), Jean-Paul **HOFFMANN** (Domaine Mathes), Marc **KRIER** (Caves Krier Frères Remich), administrateurs

Les activités en 2015

Les ventes de vins et vins mousseux ont légèrement augmenté (+ 0,9%) au Grand-Duché de Luxembourg au cours de l'année sous-revue, la progression la plus importante revenant aux vins et crémants indigènes, dont les ventes se sont accrues de 14,3 % après une chute de 17,2 % en 2013. En ramenant ces chiffres au nombre d'habitants, force est toutefois de constater que la consommation régresse légèrement de 49,3 à 48,6 litres / habitant au cours de l'année 2015. Une augmentation du taux de TVA de 3 % à 17 % sur les vins, vins mousseux et spiritueux dans le secteur HORECA n'est certainement pas étrangère à cette diminution de la consommation.

Les importations de vins étrangers sont restées relativement stables, même si on constate une diminution des importations de vins français, italiens et espagnols au profit des vins portugais et du Nouveau monde. Les exportations et réexportations de vins et vins mousseux sont revenues de 69.502 hl à 67.885 hl au cours de l'exercice sous-revu, nos principaux marchés restant la Belgique avec 71,3% des exportations et réexportations et l'Allemagne avec 12,3 %.

La promotion des vins et crémants luxembourgeois à travers un stand commun aux salons Prowein à Düsseldorf, Horeca Expo à Gand et Horecatel à Marche-en-Famenne, a permis aux membres de la **FLVS** d'affirmer leur présence sur les marchés allemands et belges.

Sur le marché national, la **FLVS** a participé activement aux travaux du Fonds de Solidarité Viticole et de la Commission de gérance et de dégustation de la Marque nationale dans le cadre de la nouvelle AOP-Moselle luxembourgeoise. Sur le plan international, la **FLVS** compte parmi les membres fondateurs du Comité Européen des Entreprises Vins à Bruxelles et de la Fédération Internationale des Vins et Spiritueux à Paris.

Jusqu'à octobre 2015, la fédération était gérée par Elisabeth Cruz.

Les perspectives pour 2016

Promouvoir la consommation raisonnée de vins et améliorer l'image de marque des vins luxembourgeois à travers l'œnotourisme, sont les défis majeurs sur le plan national pour l'année 2016.

Sur les marchés limitrophes comme la Belgique, l'Allemagne et la France nous devons nous doter de moyens financiers plus importants pour promouvoir, à travers des campagnes publicitaires ciblées, la diversité et la richesse de nos vins et crémants.

Silvia TEIXEIRA

Silvia Teixeira a rejoint la **clc** en 2007 après avoir obtenu une licence en sciences de gestion à l'UCL (Belgique). Elle s'est occupée pendant plusieurs années de différentes fédérations comme celles des marchés en plein air, la FEDAM, la MarkCom, Design-Luxembourg, GME et le Groupement Transport. Par sa polyvalence et son expérience à la **clc**, elle a développé une grande capacité d'adaptation à tout nouveau projet. Elle s'occupe actuellement de la Fedib et du Groupement Combustibles. Au sein de la **clc**, Silvia est la personne de référence pour la formation professionnelle initiale, la formation continue, les questions relatives au droit du travail et la sécurité et santé au travail. De même, elle est en charge du Forum des Ressources humaines ainsi que du projet Fit4commerce. Silvia représente la **clc** dans de nombreux comités et commissions (commission mixte de reclassement, commission réexamen chômage, vice-présidente du comité du travail féminin) et de nombreuses institutions (AAA, STM, Ecole Supérieure du Travail et l'UEL).

FeDib – Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons

Président: Paul **RUPPERT** (Maison Ruppert) | Guy **WEBER** (Gedrenks Buttek Weber), vice-président | Benny **WALLERS** (Boissons Wallers), secrétaire | Jean-Claude **SCHAEFFER** (Jean-Claude Schaeffer), trésorier | Alex **DESPIEGELAERE** (ETS Rossi L), Jean-Paul **GAUDRONT** (Gaudront Jean-Paul), Karin **MANTERNACH** (Boissons Manternach), Raymond **MUNHOWEN** (Imex Drink), administrateurs

Les points importants en 2015

En 2015, la **FEDIB** a continué sur sa lancée de promotion du métier du dépositaire : « faire connaître l'activité et tous les avantages liés aux services prestés ». Désireuse de continuer ce travail de promotion et de valorisation, la **FEDIB** a conçu un nouveau concept dont la réalisation se déroulera sur les années 2016-2018. Ce concept consiste notamment dans le lancement d'une action de collecte de capsules métalliques ayant comme objectif d'une part, d'accroître la visibilité du métier du dépositaire, de fidéliser la clientèle et d'autre part, de soutenir une action sociale.

Le site internet de la **FEDIB** (www.boissons.lu) qui donne rapidement accès à de multiples informations concrètes, dont un annuaire complet des membres de la fédération, a été alimenté régulièrement avec des notes, articles, promotions et présentations de nouveaux produits. Toutes ces actions prouvent le dynamisme et la réactivité de la fédération permettant la mise en œuvre d'un échange d'informations avec les clients, et témoigne de la qualité des produits et des services offerts.

Depuis le lancement du visuel « mon dépositaire » créé dans le cadre du repositionnement de la fédération et officialisé lors de la Foire Expogast 2014, le secteur a connu une reconnaissance supplémentaire. En effet, c'est grâce au facteur « Service au client » (proximité, livraison à domicile, flexibilité, contact personnalisé, large gamme de produits, conseils) que le dépositaire continue à se démarquer des autres concurrents.

Les perspectives pour 2016

La **FEDIB** continuera ses efforts pour positionner le métier du dépositaire et promouvoir le secteur auprès des clients privés, cafetiers et entreprises.

Année de constitution : 1969

Le Groupement Combustibles Solides et Liquides asbl

Président: Ben COLLMANN | Gilbert ANTINARELLA, vice-président | Jeannot ZAHNEN, trésorier | Steve OMES, secrétaire | Carlo BOULANGER, Marc RUPPERT, Henri STEINMETZ, administrateurs

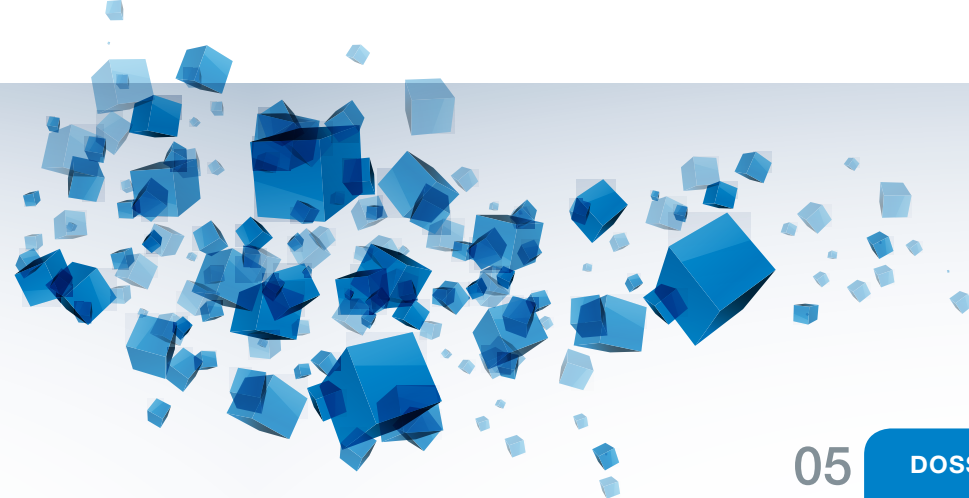
Les points importants en 2015

En 2015, le Groupement Combustibles a saisi les nouveaux défis énergétiques qui résultent de la directive 2012/27/EU. Cette directive fixe un cadre commun de promotion de l’efficacité énergétique dans l’Union Européenne jusqu’en 2020. L’un des trois objectifs de cette directive est d’accroître l’efficacité énergétique de 20%.

Pour soutenir cette directive, le Groupement Combustibles a réalisé une campagne nationale de sensibilisation pour réaliser les économies d’énergie sollicitées. Elle consistait à motiver les clients des fournisseurs de mazout à investir dans l’achat d’une chaudière à condensation et à promouvoir ainsi une baisse de la consommation d’énergie. En partenariat avec Mazoutinfo, Buderus et les Enoprimes, de nombreuses primes allant jusqu’à 900 euros ont ainsi pu être octroyées aux clients. En effet, chaque chaudière remplacée garantie la pérennité du marché du mazout pour les prochaines 15 années.

Les perspectives pour 2016

Le Groupement Combustibles compte réaliser une campagne nationale de sensibilisation pour le nouveau mazout 50 ppm qualité premium qui contient moins de souffre.



Le dialogue social

Accord entre le Gouvernement et l'UEL à l'issue des discussions du 14 janvier 2015

Suite à des nombreuses discussions entre les partenaires sociaux et le Gouvernement en 2014, le Gouvernement a finalement signé un « Accord bilatéral » entre le Gouvernement et la GCFP, l'OGBL, et le LCGB le 28 novembre 2014 ainsi qu'un « Accord bilatéral » avec l'UEL en date du 14 janvier 2015. A noter que les deux accords bipartites signés ne sont pas concordants sur tous les points ce qui met en évidence la difficulté du dialogue social entre les partenaires sociaux à l'heure d'aujourd'hui.

L'accord entre le Gouvernement et l'UEL a été conclu dans l'objectif « **de renforcer la compétitivité des entreprises et de leur donner la prévisibilité en matière financière, économique et sociale dans le but de contribuer à la réduction du chômage et à la croissance économique** ». Dans cet accord, nous retrouvons entre autres les mesures de promotion de l'emploi et de réduction du chômage ; les mesures de promotion d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale ; les mesures du domaine de la fiscalité ; les mesures du domaine de la simplification administrative ; des mesures du domaine de la sécurité sociale ; des mesures de la promotion nationale ; des mesures dans le domaine de l'éducation nationale.

L'accord entre le Gouvernement et les syndicats annonce des mesures dans le domaine de la politique familiale ; des mesures dans le domaine de la politique de l'emploi comprenant le non-renouvellement des mesures temporaires en matière d'indemnités de chômage, le non-renouvellement des mesures temporaires en matière de chômage partiel, l'aide temporaire au réemploi ainsi que la préretraite solidarité ; des mesures du domaine de la fiscalité notamment en matière d'impôt de solidarité de 0,5 % ainsi qu'une « réforme fiscale globale ayant pour vocation à être mise en œuvre au 1.1.2017 » ; des mesures dans le domaine de la sécurité sociale et finalement des mesures du domaine de la fonction publique.

Pour traiter toutes les mesures annoncées dans les accords bipartites, le Gouvernement a créé trois groupes de travail à caractère tripartite, ceci afin de mener à bien les dites mesures. Les dispositions ayant trait au droit du travail et à la sécurité sociale sont traitées par le **Comité Permanent du Travail et de l'Emploi** agissant sous la tutelle du Ministre du Travail et de l'Emploi et de l'Economie solidaire, Monsieur Nicolas Schmit.

Les deux autres groupes de travail s'occuperont notamment des mesures dans le domaine de la compétitivité et de la productivité, de la fiscalité et de la simplification administrative.

Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTÉ)

Créé par la loi du 21 décembre 2007 et repris à l'Art. L.651-1 du Code du Travail, le Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTÉ) est institué auprès du ministre ayant le Travail dans ses attributions et de composition tripartite. Il est chargé d'examiner régulièrement la situation en matière d'emploi et de chômage, de conditions de travail, de sécurité et de santé des travailleurs dans le pays. Le comité peut recommander aux ministres concernés de prendre les décisions nécessaires pour ajuster l'action et le fonctionnement des administrations relevant de leurs compétences respectives, et notamment de l'Inspection du travail et des mines.

Suite aux accords bipartites fin 2014 et début 2015, le CPTÉ a été chargé d'élaborer des positions communes par rapport aux différents sujets annoncés. 13 réunions de travail ont été organisées. De prime abord, on peut dire que la majorité des discussions menées au Comité permanent n'ont pas permis de faire avancer les dossiers majeurs qui pèsent sur les entreprises. Et pour cause, lors des différentes réunions de travail, les syndicats n'ont cessé de revoir à la hausse leur cahier de doléances, ce qui a chargé inutilement les négociations. Par conséquent, l'objectif « de renforcer la compétitivité des entreprises » n'a pas été atteint.

Congé parental

Faisant partie de l'accord bipartite entre le Gouvernement et les syndicats, la réforme du congé parental a comme objectif d'améliorer la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et d'augmenter la proportion des familles ayant recours à cette prestation. Le Gouvernement s'est engagé à augmenter l'indemnité du congé parental et à flexibiliser les périodes de congé.

A noter que l'accord bipartite entre l'UEL et le Gouvernement lie les deux questions concernant la flexibilisation du temps de travail et celles concernant la flexibilisation du congé parental, la première permettant aux entreprises de s'adapter à la seconde. A l'issue des discussions, force est de constater que cet engagement n'a pas été respecté en pratique, étant donné que le projet de loi portant réforme du congé parental a été déposé alors que les négociations en la matière étaient encore en cours. De plus, l'augmentation de la durée de la protection contre le licenciement pour le congé parental fractionné, risque d'augmenter le refus des formes flexibilisées du congé parental par les entreprises. En outre, toute flexibilité accordée aux salariés dans le cadre du nouveau congé parental, amènera un besoin pour l'employeur de pouvoir adapter l'organisation du temps de travail.

Dans le cadre des réflexions au CPTÉ, les congés extraordinaires, le congé de maternité, le congé pour raison familiale ainsi que le congé social ont également été abordés.

Congé de maternité

La Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Madame Corinne Cahen, souhaite intégrer d'office le congé d'allaitement dans le congé de maternité. Elle envisage également de laisser davantage de marge de manœuvre à la salariée pour fixer le début du congé de maternité, comme cela se fait dans d'autre pays de l'UE.

Congé pour raisons familiales

Actuellement, selon l'Art. L. 234-51 du Code du Travail, « peut prétendre au congé pour raisons familiales le salarié ayant un enfant à charge, âgé de moins de quinze ans, nécessitant en cas de maladie grave, d'accident ou autre raison impérieuse de santé la présence de l'un des parents ». La durée du congé pour raison familiale ne peut pas dépasser deux jours par enfant et par an.

Etant donné que c'est surtout les enfants en bas âge qui sont le plus souvent malades, la Ministre de la Famille a annoncé vouloir répartir différemment les jours disponibles suivant le régime actuel pour en mettre davantage à disposition des parents (et de manière plus flexible) pendant les premières années de l'enfant : 12 jours de 0 à 3 ans accomplis et 18 jours de 4 à 11 ans accomplis (au lieu de 15 ans actuellement). Est également à l'étude l'introduction d'un congé supplémentaire de 5 jours en cas d'hospitalisation de l'enfant jusqu'à ses 18 ans.

Congés extraordinaires

Dans la réunion du CPTÉ du 3 mars 2015, la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a par ailleurs annoncé vouloir réduire le nombre de jours de congé en cas de mariage et partenariat (de 6 à 2 jours) et augmenter le congé de paternité (de 2 à 5 jours). En ce qui concerne le congé pour déménagement, la Ministre veut instaurer un délai de carence de 2 ans entre 2 déménagements pour bénéficier de ce congé.

Organisation du temps de travail

L'organisation du temps de travail est discuté au CPTÉ suite aux revendications de l'UEL dans le cadre des négociations tripartites nationales, revendications qui sont également thématiques dans l'accord signé en janvier 2015 entre le Gouvernement et l'UEL et qui ont pour objet « d'augmenter la productivité des entreprises et leur adaptation au contexte économique avec le but de favoriser également la création et le maintien et l'emploi ».

A noter que cette demande est le seul point du patronat pris en considération au CPTÉ, alors même que le Comité entend discuter et innover sur une dizaine de revendications syndicales.

Pour rappel, la législation luxembourgeoise en matière d'organisation du temps de travail est extrêmement contraignante et moins flexible pour les entreprises par rapport aux marges de manœuvres que les Etats membres sont en droit d'octroyer suivant la directive 2003/88/CE. A titre d'exemple, nous pouvons citer le période de référence légale, qui est d'un mois au Luxembourg, alors que la directive en prévoit 4. Par conséquent, il y a une large marge de manœuvre pour flexibiliser la législation luxembourgeoise en matière d'organisation du temps de travail, et ainsi augmenter la compétitivité et la productivité des entreprises luxembourgeoise dans un contexte d'économie globalisée. A l'issue des nombreuses réunions du CPTÉ, les discussions en matière de flexibilité du temps de travail n'ont pas vraiment avancées. Bien au contraire, les solutions proposées par les syndicats et le Ministre lui-même, risquent d'amener davantage de rigidité au système actuellement en place.

Accord Gouvernement / syndicats : maintien du contrat de travail au-delà de la 52^{ème} semaine de maladie

L'accord « Gouvernement-Syndicats » du 28 novembre 2014 mentionne au point 9 le « *Maintien du contrat de travail en cas de maladie prolongée avec perspectives de réintégration sur l'ancien poste de travail* ». Cet accord a vu le jour puisque les Ministres du Travail et de la Sécurité sociale estimaient que la situation législative ne tenait pas suffisamment compte des personnes se battant contre une maladie lourde, comme par exemple un cancer.

Le Comité directeur de la CNS a reçu le mandat du Ministre de la Sécurité Sociale d'analyser la question et de faire, le cas échéant, une proposition.

Dans cette perspective, il a été proposé de maintenir le contrat de travail au-delà de la 52^{ème} semaine de maladie sous certaines conditions, sans pour autant que cette prolongation ne soit financièrement à charge de l'entreprise. Par ailleurs, il a été proposé qu'en cas d'accord entre le salarié et l'employeur, et sur proposition du Contrôle Médical, le contrat de travail puisse être maintenu jusqu'au retour du salarié de sa convalescence.

A ce jour aucun accord n'a pu être trouvé.

Lohnfortzahlung (LFZ) – Continuation du paiement du salaire pendant la maladie, la question du paiement des majorations

Lors d'un des CPTE, un projet de texte a été présenté tenant compte des principes à appliquer dans le cadre de la LFZ.

Ce texte se trouve actuellement en cours de finalisation au Ministère du Travail.

Évolution législative du dialogue social à l'intérieur des entreprises (DSIE) et la réforme sur le reclassement professionnel

Réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises – loi du 27 juillet 2015

L'objectif principal de la nouvelle loi est de simplifier le dialogue social. Elle prévoit ainsi de supprimer le comité mixte d'entreprise et d'en transférer les attributions en matière d'information, de consultation et de codécision à la délégation du personnel qui devient l'unique organe représentant les intérêts des salariés.

Afin de permettre aux entreprises et aux délégations du personnel d'intégrer ces grands changements, le législateur a prévu une entrée en vigueur de la loi par étapes. Ci-dessous, en résumé, les différents changements ainsi que leur date d'application :

• **Droit à l'information et à la consultation :**

À partir du 1^{er} janvier 2016, et indépendamment de l'effectif de l'entreprise, le droit d'information et de consultation de la délégation sera étendu à la formation initiale, au harcèlement et à la violence au travail, à l'organisation du temps de travail, aux plans de formation professionnelle continue, au reclassement interne et à la conciliation travail-famille.

• **Un recours à des conseillers et à des experts :**

Le recours à des conseillers externes (secrétaires syndicaux) sera possible à partir du 1^{er} janvier 2016, lorsque l'entreprise compte au moins 51 salariés.

La loi innove aussi en permettant à toute délégation du personnel (donc pour toute entreprise avec un effectif de 15 personnes au moins) de se faire assister par des experts externes (juriste, expert-comptable...), dès que les sujets à traiter sont déterminants pour l'entreprise ou les salariés. Dans cette hypothèse, l'entreprise doit prendre en charge les honoraires facturés par l'expert. La hauteur de ces frais sera précisée dans un règlement grand-ducal à venir.

• **Une protection contre le licenciement :**

Les règles de protection des délégués du personnel contre la résiliation de leurs contrats de travail sont également modifiées. En cas de mise à pied pour faute grave, **les salaires et autres indemnités et avantages du délégué sont maintenus pendant trois mois**. Les délégués du personnel auront à partir de 2016 le choix entre une demande en réintégration et une demande en dommages-intérêts.

• **Amélioration des conditions d'exercice des mandats et formation :**

Le crédit d'heures pour l'exécution des mandats est revu à la hausse à partir de 150 salariés (Art. L. 415-5 (2)).

De plus, dès 2016, les délégués effectifs du personnel élus pour la première fois ont droit à 16 heures de formation supplémentaires. La nouvelle loi prévoit, par ailleurs, un congé-formation pour les membres suppléants.

• **Davantage de compétences pour le délégué à la sécurité :**

Le délégué à la sécurité sera également compétent pour le volet de la santé au travail. Dans ce contexte, il a droit à 40 heures de formation par mandat, avec une majoration de 10 heures pour un premier mandat. Les dépenses de formation seront prises en charge par l'Etat si l'entreprise a moins de 150 salariés.

• **Unification des instances représentatives :**

Les **comités mixtes** resteront en place jusqu'aux prochaines élections en 2018.

Avec les prochaines élections sociales, les compétences restantes des comités mixtes seront transférées définitivement aux délégations nouvellement constituées. Ces nouvelles délégations ne seront plus institués aux niveaux principal, divisionnaire et central, mais uniquement aux niveaux de l'entreprise et, le cas échéant, de l'entité économique et sociale. Par ailleurs, la loi ne prévoit plus le délégué des jeunes salariés.

Reclassement interne et externe – Loi du 23 juillet 2015

La nouvelle loi sur le reclassement interne et externe a pour objectif de promouvoir le maintien ou la réintégration dans l'emploi des personnes reclassées par deux moyens, à savoir :

- par l'abolition des quotas et le renforcement de la taxe de compensation si l'entreprise refuse de procéder au reclassement interne décidé par la commission mixte

- l'attribution d'un **statut de reclassé** pour les personnes qui sont en reclassement externe. De plus l'indemnité d'attente (qui actuellement correspond à l'indemnité de la pension d'invalidité) sera remplacée par une **indemnité professionnelle d'attente, fixée à 80 % du revenu mensuel moyen déclarées auprès du Centre commun de la sécurité sociale** (sur 12 mois), avec comme plafond le montant des indemnités de chômage en fin de droits

Ainsi, à partir de janvier 2016, les changements énumérés ci-dessous entreront en vigueur au niveau de la procédure de reclassement :

- **une nouvelle voie d'accès via le médecin du travail compétent pour l'entreprise**
- **lorsque le contrôle médical saisit la Commission mixte, il fait une saisie parallèle du médecin du travail compétent.** Ainsi, la procédure se trouve accélérée de entre deux à trois semaines
- **lorsqu'une personne travaille en reclassement elle peut toucher une indemnité compensatoire.** La procédure en vue du paiement sera informatisée, rendant ainsi la remise d'une déclaration mensuelle superflue
- **le médecin du travail procédera à une réévaluation périodique à moins que les restrictions ne soient définitives. La périodicité, qui ne peut pas dépasser deux ans, est arrêtée dans l'avis initial**
- changement de paradigmes: jusqu'à présent, on considérait qu'il y avait une incapacité au dernier poste de travail lorsque le salarié ne pouvait plus occuper ce poste. Dorénavant, il y a incapacité s'il ne peut plus effectuer les tâches correspondant à son dernier poste de travail. Cette nouvelle définition exclut les cas de mésentente entre l'employeur et le salarié car il n'avait jamais été dans l'intention du législateur de résoudre ces désaccords moyennant un reclassement externe
- avec la nouvelle loi, l'employeur occupant > 25 salariés ne peut plus refuser le reclassement interne en invoquant un quota déjà atteint
- dorénavant, la Commission mixte refusera le reclassement si le médecin du travail compétent déclare le salarié capable d'exercer les tâches correspondant au dernier poste de travail, ou dans le cas où le salarié ne s'est pas présenté à l'examen médical. Cette décision est susceptible de recours

« Programme Partenariat pour l'emploi » et plateforme employeur à l'ADEM

Le programme « Entreprises, partenaires pour l'emploi » a comme but de renforcer la compétitivité des entreprises et de contribuer à la réduction du chômage et à la croissance économique.

Ce programme prévoit notamment une augmentation du nombre total de recrutements par les entreprises via l'ADEM de quelques 5.000 demandeurs d'emploi additionnels sur trois ans. Le programme cible tous les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM. Néanmoins, une attention toute particulière est portée sur le

retour à l'emploi des personnes les plus fragiles : jeunes, demandeurs d'emploi plus âgés et demandeurs d'emploi de longue durée aptes pour le marché du travail.

• **Établir un vrai partenariat entre les entreprises et l'ADEM**

Dans le but de concevoir des actions ayant une vraie plus-value pour les demandeurs d'emploi et les entreprises luxembourgeoises, l'ADEM et l'UEL s'engagent à établir un échange régulier afin d'analyser les besoins des groupes cibles et d'évaluer les actions entamées dans le cadre du programme. Ainsi, un comité de pilotage dont fait également partie la **clc**, a été mis en place.

• **Augmenter le nombre de déclarations de postes vacants**

Certains secteurs, notamment ceux du commerce, de la construction ou encore de l'hébergement et de la restauration, recrutent régulièrement et sont en permanence à la recherche de personnel, même faiblement qualifié. Force est cependant de constater que seul un poste vacant sur trois est actuellement déclaré à l'ADEM. L'UEL et ses membres s'engagent à mener une campagne de sensibilisation ciblée auprès des entreprises ressortissantes, en particulier dans les secteurs les plus prometteurs, en les incitant à déclarer toutes leurs places vacantes à l'ADEM. Cette dernière, en contrepartie, s'engage à assurer un traitement de qualité et une réactivité optimale afin de soutenir le mieux possible les recrutements des entreprises.

Lors de la conférence de presse du 5 novembre 2015, Nicolas Schmit, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, et Michel Wurth, président de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) ont présenté le label « Entreprise, partenaire pour l'emploi », décerné aux entreprises s'associant avec l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) autour d'une convention de partenariat en faveur de l'emploi.

Les premières entreprises ont reçu le label « partenaire pour l'emploi ». Parmi les 22 entreprises provenant de différents secteurs, 11 sont membres de la **clc** : Aldi, Auchan, Cactus, Colruyt, Cora, Delhaize, Match, La Provençale, Pall Center, POST, Sodexo.

Plateforme « Service employeurs ADEM »

Afin d'améliorer la relation avec les entreprises, l'ADEM (Agence pour le développement de l'emploi) a, en 2013, revu **son mode de prise en charge des offres d'emploi des employeurs.**

Ainsi, les entreprises qui souhaitent déclarer des postes vacants ont à leur disposition :

- un nouveau référentiel des métiers (ROME) ;
- un nouvel outil de matching entre les profils recherchés par les employeurs et les demandeurs d'emploi inscrits ;
- une nouvelle procédure de déclaration de poste vacant ;
- un « Service Employeurs ».

Les services offerts par le « Service Employeurs » sont :

- un contact-center dédié aux entreprises (n° tél : 247 88000) ;
- un encodage centralisé des offres et un meilleur suivi, avec un accusé de réception envoyé dès l'offre encodée ;
- un système de matching plus performant afin d'améliorer le ciblage des assignments ;
- une plus grande prise en compte des besoins des entreprises à travers un renforcement des équipes des conseillers employeurs, répartis par secteurs d'activité.

Pour le secteur commerce, deux conseillers employeurs se tiennent désormais à la disposition des entreprises :

- Marco Horsmans marco.horsmans@adem.etat.lu Tél. : 247 – 65322
- Mme Claudine Wagner claudine.wagner@adem.etat.lu Tél. : 247 – 65414

Afin de resserrer ses liens avec les employeurs, l'ADEM a organisé au cours de 2015 différentes séances d'information pour les employeurs « Meet@Adem ».

Sécurité Sociale et Système des soins de santé – Priorité au secteur

Contrairement aux espérances de la **clc**, les impulsions politiques nécessaires à une guidance de qualité se font toujours attendre.

Secteur hospitalier

La présentation de l'avant-projet de loi du plan hospitalier a suscité beaucoup d'interrogations, notamment au niveau de la CNS. Cette dernière se voit déçue « par rapport au manque de volonté de faire face aux défis majeurs du secteur hospitalier ». Le plan hospitalier semble plus vouloir s'aligner sur l'existant que de chercher de réelles solutions. Ainsi l'annonce de vouloir limiter la redondance de certains services hospitaliers, au profit de la création de centres de compétences, a activé le lobby du secteur hospitalier. Et avec succès puisque l'avant-projet de loi semble avoir pris en compte les demandes: les centres de compétences futurs seront « multi-sites ». En pratique ceci permettra à chaque hôpital de garder une grande majorité de ses services, qu'ils exploitent d'ailleurs depuis des années sans autorisations formelles. L'avant-projet a alors tout simplement sacrifié le concept médical afin d'éviter une « bagarre » avec les hôpitaux qui souhaitent évidemment maintenir le « tout partout ».

Et le patient ? Considéré comme cotisants par les uns et clients par les autres, il ne semble ne pas être au centre des préoccupations des auteurs du texte : absences d'une carte sanitaire qui définit les besoins de la population, d'un concept en matière de critères médicaux d'excellence pour figurer comme centre de compétence, d'un contrôle de qualité, d'un benchmark de nos hôpitaux, de transparence tarifaire, etc...

« Dossier de soins partagés » : l'E-agence avance à grands pas vers la mise en production de la plateforme d'échange qui permettra aux professionnels du secteur de la santé de visualiser et d'échanger des données médicales.



Les médecins, avec l'accord du patient, pourraient ainsi consulter l'historique de celui-ci avec ses analyses biologiques, ses radiologies, les médicaments prescrits, ses allergies etc... Un outil qui semble indispensable en 2016 et qui serait alors une petite révolution pour notre système de santé.

Mais non,... trois ans après le lancement du projet, certains acteurs refusent toujours d'y prendre part. Si notre Premier Ministre annonce d'un côté vouloir faire du Luxembourg une « smart nation », certains, financés quasiment à 100 % par l'Etat, préfèrent regarder dans une autre direction.

En effet, le dossier de soins partagés permettrait d'avoir plus de transparence sur l'activité du patient mais aussi du prestataire ou encore de réduire le nombre d'examen redondants. Des avantages pas vraiment palpables, du moins du point de vue des prestataires...

« Un système hautement qualitatif et efficace ! » – Vraiment ?

Aussi bien les prestataires que les ministères ne cessent de prôner l'efficacité et la qualité de notre système hospitalier. **Donnez-nous les chiffres qui le prouvent !**

En effet, il n'existe aucun outil pour mesurer la qualité ou l'efficacité de notre système. La « Prime Qualité » a été introduite pour motiver les hôpitaux à documenter une partie de leur activité. A la base l'idée n'est donc pas mauvaise et en plus le terme « Prime Qualité » se vend très bien. En réalité, les hôpitaux reçoivent, par exemple, une prime pour « compter » le nombre d'infections mais personne ne s'interroge sur la réduction ou bien encore la comparaison de ces chiffres. Ainsi l'analyse de cette documentation reste purement administrative, **sans aucune indication réelle sur la qualité** médicale: l'hôpital qui a un taux d'infection 20 fois plus haut qu'un autre touchera exactement la même prime, à partir du moment où il cochera la bonne case.

De manière générale, toute comparaison entre prestataires semble être un tabou dans notre système. Les directives européennes demandent de mettre en place un système ouvert et transparent, aussi bien au niveau des tarifs que du traitement. Au Luxembourg, on réfléchit plutôt comment cloisonner davantage notre système. Pourquoi aurait-on peur de faire face aux systèmes limitrophes si notre système est tellement performant ? Au lieu de s'interroger sur les raisons d'un exode des patients résidents, on préfère se focaliser sur les aspects juridiques qui nous permettront de refuser aux assurés luxembourgeois un traitement à l'étranger.

La **situation financière** de la CNS est actuellement stable et, sous l'impulsion du patronat, les réserves ont été augmentées à un niveau maximal. Néanmoins une situation financière stable éveille l'appétit des prestataires et syndicats, qui revendiquent une partie du gâteau...

Face à un lobby extrêmement fort et des dizaines de milliers de salariés bénéficiant d'un contrat collectif doré, nous ne pouvons qu'espérer que le gouvernement ne craquera pas...

Sécurité et santé au travail

Le 9^{ème} Forum de la sécurité et de la santé au travail s'est tenu le 28 avril 2015 à la Chambre de Commerce, à l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail. Ce forum avait comme thématique principale « les défis actuels de la santé au travail ».

Les thématiques suivantes ont été traitées :

- « Mise en perspective des enjeux sociétaux qui traversent la santé en entreprise », par le Professeur Philippe Mairiaux, Département des Sciences de la Santé publique, Université de Liège, Belgique,
- « La gestion des risques psycho-sociaux », par le Dr Patrizia Thiry-Curziotti, Directrice générale de l'Association pour la Santé au Travail du Secteur Financier – ASTF et le Dr Marc Jacoby, Responsable du Service Santé au Travail, ArcelorMittal, Luxembourg,
- « La population vieillissante », par le Dr Pierre Blaise, Médecin Directeur du Service de Santé au Travail de l'Industrie – STI,
- « La prise en charge de vécus traumatiques sur le lieu du travail », par le Dr Aurélie Duveau, Psychologue auprès du Service de santé au travail multisectoriel – STM, et Madame Carolin Gorges Psychologue – STM, Madame Véronique Holder, Psychologue auprès de la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois – Service Psychologie ainsi que le Dr Marie-Joseph Riondé, Médecin du travail du Service de Santé au Travail, Fédération des Hôpitaux luxembourgeois.

Comité du Travail féminin (CTF)

Institué par un règlement grand-ducal du 27 novembre 1984, le Comité du Travail féminin (CTF) est un organe consultatif du gouvernement chargé d'étudier soit de sa propre initiative, soit à la demande du gouvernement, toutes les questions relatives à l'activité, à la formation et à la promotion professionnelle des femmes.

Le CTF se compose de personnes représentant les organisations patronales et syndicales, du Conseil National des Femmes du Luxembourg (CNFL) et de différents ministères. En tant que membre du CTF, la **clc** a activement participé aux réunions du Comité du travail féminin. Depuis 2014, la **clc** en a assuré la vice-présidence.

De par sa nature, le CTF suit de près l'évolution du travail féminin qui se caractérise par une augmentation importante au cours des trente dernières années, et ce principalement sur la tranche d'âge de 25 à 49 ans (de 42.9% en 1983 à 76.5 % en 2012, selon l'étude du Statec « Emploi et revenus des femmes au Luxembourg »).

En 2015 le CTF a avisé le Plan d'égalité des femmes et des hommes 2015 – 2018, toutefois uniquement par rapport aux aspects qui tombent sous la compétence du CTF.

Formation professionnelle continue

Formation continue – chauffeur professionnel

La formation continue vise à priori tous les chauffeurs professionnels de véhicules lourds (dont la Masse Maximale Autorisée > 3,5t) qui sont salariés d'une entreprise établie dans un Etat membre de l'Union européenne.

D'après les dispositions de la directive 2003/59/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15 juillet 2003, les catégories suivantes de permis sont concernées : C1, C1 + E, C et C + E pour les poids lourds et D1, D1 + E, D et D + E pour les bus et autocars.

Ainsi, les conducteurs professionnels de poids lourds sont amenés à passer une qualification initiale, respectivement une qualification initiale accélérée, si le permis a été émis après le 10 août 2009. Dans le cas où le permis a été émis avant le 10 août 2009, seule la formation continue est nécessaire.

La date butoir pour l'accomplissement de la première édition de cette formation continue est le **10 septembre 2016**.

Quant aux conducteurs professionnels d'autobus ou d'autocars, la date butoir a été fixée au **10 septembre 2015**. A partir de cette date, chaque chauffeur de bus ou d'autocar doit avoir accompli sa formation continue.

Les conducteurs titulaires d'un permis délivré avant le 10 septembre 2008 ou délivré entre le 10 septembre 2008 et le 10 août 2009 (permis limité à la circulation nationale) sont également dispensés de suivre la qualification initiale.

Rappelons que les premières formations ont débuté en 2011 pour les conducteurs d'autobus et d'autocars, et début 2013 pour les conducteurs de poids lourds.

Cependant, courant 2014, il s'est avéré qu'après sondage auprès du secteur « transport de marchandises », que l'information à propos de la date butoir du 10 septembre 2016 semblait quelque peu oubliée, ou mal comprise, et que le Groupement Transport, ainsi que les autorités voulaient à tout prix éviter un « embouteillage » de dernière minute pour effectuer cette formation à temps.

Pour pallier à cette situation et éviter que des décisions soient imposées par les autorités, en raison de cette situation indésirable, plusieurs réunions de concertations ont été nécessaires lors du 2^{ème} semestre 2014 entre la **clc**, les autorités de tutelles et le secteur transport.

Ces échanges ont permis de mettre en évidence les points de vue de chaque intervenant, de clarifier des zones grises quant à l'obligation d'effectuer cette formation, d'assurer que la capacité de formation était disponible, mais aussi et surtout de s'entendre sur les possibilités de l'évolution de ce cadre.

Les résultats furent probants et les points suivants ont été approuvés pour le futur paquet « flexibilité », à savoir :

- la possibilité de scinder les 5 jours de formation en modules de 4 + 1 ou 3 + 2 jours consécutifs,
- la possibilité d'effectuer une partie de la formation « en interne » pour les modules 4 + 1 ou 3 + 2,
- l'ajout du samedi pour un des modules,
- la mise à disposition des véhicules par le CFC ou la société.

Ainsi, une fois le premier cycle achevé après septembre 2016, ces grandes lignes feront l'objet de concertations en vue de leur application.

Ce délai, voulu par le secteur entier, était nécessaire notamment parce que le CFC était en phase d'expansion mais aussi en raison de l'ouverture du 2^{ème} site à Sanem au cours du 2^{ème} semestre 2015.

De même, le point sur la « formation en interne » a exigé d'établir un cadre supplémentaire avec les autorités compétentes en vue de confier la gestion administrative au CFC, mais sous la responsabilité du MDDI.

Ce calendrier va ainsi permettre d'abonder dans le bon sens pour l'ensemble de la profession en ce qui concerne un cycle de formation de grande qualité, dont le souci principal est l'amélioration de la sécurité routière et de la protection de son environnement.

Les échos des professionnels sont toujours plus nombreux à s'accordent pour dire que la qualité de la formation dispensée au Grand-Duché jouit d'une excellente réputation au niveau européen, et contribue d'autant plus à la valorisation des professions du secteur des transports.

Nouveaux règlements grand-ducaux

- Formation en interne possible sous certaines conditions ! (uniquement par un moniteur d'entreprise agréé et seulement sur 7 heures)
- Projet de loi n° 6933 modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1) le développement et la diversification économiques et 2) l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie.

Le 15 décembre 2015, les Chambres professionnels ont été saisies pour donner leur avis sur un projet de loi, qui a comme objet de permettre aux entreprises qui le souhaitent de proposer une formation continue à leurs conducteurs, prenant ainsi en compte les particularités de l'entreprise.

Les organisations professionnels saluent naturellement cette démarche, qui introduit la possibilité **d'effectuer une partie de la formation continue en interne par un moniteur d'entreprise agréé** et confère ainsi une plus grande flexibilité aux entreprises pour l'organisation de la formation continue. Les entreprises auront ainsi la possibilité de mettre en place des formations standardisées à l'attention de l'ensemble de leurs conducteurs dans le but d'adapter leurs connaissances et compétences aux contraintes d'exploitation spécifiques propres à chaque entreprise.

- **Projet de règlement grand-ducal modifié du 2 octobre 2009 relatif aux matières enseignées dans le cadre de la qualification initiale et de la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi qu'aux critères d'agrément pour dispenser cet enseignement. (4577BLU)**

Le 15 décembre 2015, les Chambres professionnels ont été saisies pour donner leur avis sur le projet de règlement concernant principalement la formation continue **dont le deuxième module pourra désormais être dispensé en interne par un moniteur d'entreprise**. Les organisations professionnelles saluent cette option accordée aux entreprises concernées et qui leur confère une plus grande flexibilité à l'organisation de la formation continue. La durée de la formation continue est de trente-cinq heures tous les cinq ans et sera subdivisée en deux parties. **La première partie s'étend sur vingt-huit heures et devra être dispensée dans un organisme de formation agréé**, alors que la **deuxième partie de sept heures pourra être tenue en interne auprès de l'entreprise**.

Co-financement de la formation continue chauffeur professionnelle

Jusqu'à fin 2016, le coût de la formation sera pris en charge aux $\frac{2}{3}$ par l'entreprise et pour $\frac{1}{3}$ par l'état suivant un accord de 2009. **A noter qu'en plus des frais de formations, l'entreprise doit également mettre un camion à disposition du chauffeur pour la formation**. Dans le cas contraire, il doit payer une location ce qui complique encore davantage les délais d'attente, car le centre de formation ne dispose que de deux camions. A partir de janvier 2017, et malgré les prestations de la **clc**, l'Etat ne subventionnera plus les formations obligatoires, ce qui veut dire qu'à partir de cette date, c'est l'entreprise qui devra prendre en charge tous les frais de formations (prix = 960 € + location camion).

Projet de loi – la réforme du co-financement de la formation continue

La législation en matière de formation continue permet, depuis 1999, aux entreprises légalement établies au Luxembourg et y exerçant leurs activités, de bénéficier d'une aide au financement de leurs plans de formation. L'institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (INFPC) est en charge de l'instruction des demandes de co-financement émanant des entreprises qui souhaitent obtenir cette aide.

Dans un contexte d'inadéquation en matière d'offre et de demande sur le marché de l'emploi luxembourgeois, de nouvelles mesures en la matière ont été proposées. L'objectif de cette proposition n'est pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux en adaptant les modalités de co-financement de la formation continue.

Récapitulatif des mesures proposées, dont certaines ont été amendées suite à plusieurs interventions de la **clc** et d'autres organisations professionnelles :

- abaissement du taux de cofinancement de 20 % à 15 %
- maintien du taux de cofinancement à 35 % pour les non-diplômés ou pour ceux dont le diplôme n'est pas en relation avec l'activité exercée ou pour toute personne qui a dépassé l'âge de 45 ans : accord
- plafonnement de l'investissement en formation en fonction de la masse salariale
- adaptation au poste de travail : réduction de 173h à 80h et exclusivement pour les non-qualifiés
- aide forfaitaire de 500 € par dossier de cofinancement
- non-éligibilité des formations obligatoires
- non-éligibilité des formations pour CDD <18 mois
- Suppression de l'éligibilité des coûts liés à la location des bureaux, à l'acquisition de matériel pédagogique / didactique, à l'élaboration du plan de formation ainsi que des frais administratifs et de suivi
- Suppression des frais de cotisation des organismes de formation
- Réduction de la prise en compte des salaires des participants aux formations avec plafonnement à 3,5 fois le SSM

Une décision définitive est attendue pour fin 2016.

Formation «Culture du service» – une coorganisation entre la FEMACO, la House of Training et la **clc**

Suite au grand succès les 2 années précédentes de la formation «Culture du service et connaissance générale des matériaux de construction» adressée aux collaborateurs des sociétés membres de la FEMACO, le Comité a décidé de réorganiser une formation en collaboration avec la House of training et de la proposer cette fois ci à la totalité des fédérations de la **clc**.

Elle fut cette année consacrée uniquement à la thématique «culture du service». Afin de répondre au mieux aux exigences spécifiques des différentes sociétés, les contenus ont été adaptés avec le formateur. Elle s'est déroulée en français et pour certains modules également en allemand, de novembre 2015 à février 2016, une ou deux fois par mois. Les modules ont traité les thèmes suivants : la culture du service en général, le marketing, la vente directe et le merchandising, la gestion des stocks et le conseil lors de la vente.

Parmi les 12 entreprises inscrites, 5 étaient membres de la FEMACO.

La session «culture du service» a attiré 28 personnes, 8 pour le marketing, 29 pour la vente – conseil, 10 pour la gestion de stocks, et 7 pour la vente directe – merchandising.

L'économie

Les restrictions en matière d'importations

La **clc** lutte depuis presque quinze ans contre la discrimination du commerce luxembourgeois en matière d'approvisionnement. Ne ratant aucune opportunité pour rappeler et démontrer, informations à l'appui, que le détaillant luxembourgeois ne peut pas profiter des avantages d'un marché unique européen, la **clc** se félicite que la Commission européenne ait tenu compte de cette problématique dans sa Communication au Parlement européen et au Conseil en vue de l'amélioration du marché unique. Dans sa feuille de route pour la réalisation des objectifs de la stratégie sur le marché unique, une action visant à prévenir la discrimination des entreprises est prévue en 2016.

Un autre fait saillant dans ce dossier a été la signature d'un accord fin 2015 par le comité des Ministres Benelux relative aux restrictions territoriales de l'offre.

Bail commercial

Le 3 septembre 2015, le Ministre de l'Économie Etienne Schneider a déposé un projet de loi sur le bail commercial à la Chambre des Députés. Etant donné que ce projet touche autant aux intérêts de nos membres qui sont preneurs d'un bail commercial que de ceux qui sont propriétaires-bailleurs, la **clc** a pris en charge l'analyse du texte de loi en projet et rédigé un avis en étroite collaboration avec les fédérations professionnelles concernées. La **clc** a accueilli favorablement l'initiative de ce projet de loi puisqu'il vise à clarifier la situation juridique en matière de baux commerciaux manquant actuellement de considération dans notre législation.

La **clc** a constaté qu'à l'instar d'un précédent projet de loi en la matière présenté par l'ancien Gouvernement, le législateur a pris une panoplie de mesures visant à mieux protéger le preneur ; des mesures de protection de la propriété individuelle du bailleur font cependant largement défaut. La **clc** ne peut pas accepter cette vision unilatérale et rappelle que la liberté de commerce ainsi que le droit à la propriété sont garantis par notre Constitution. Certaines mesures du projet de loi n'assurent non seulement pas une asymétrie des forces entre bailleur et preneur au profit du preneur mais sont également susceptibles de freiner la création d'entreprises et de provoquer une hausse des loyers à courte échéance. Dans son avis, la **clc** a mis en garde contre l'application du projet de loi sous la forme présentée, et a revendiqué la révision du texte de loi au niveau d'un certain nombre de points. L'avis est également accompagné de recommandations concrètes visant à adapter la législation.

Droit de la concurrence

En 2015, la **clc** a revu ses Règles de Gouvernance en précisant qu'elle souscrit aux principes de la libre concurrence et respecte scrupuleusement les règles antitrust. Par règle antitrust, la **clc** entend toute disposition légale ou réglementaire en matière de concurrence et notamment l'échange d'informations entre entreprises concurrentes qui pourraient influencer la définition, en toute indépendance, de leur politique commerciale respective.

La collecte de données personnalisées afin de constituer des relevés statistiques sera entourée de règles précises, dont notamment le but poursuivi par cette collecte, la durée de conservation des données et les destinataires éventuels de ces données. Les règles sont approuvées par les entreprises concernées avant la collecte des données. Les données ne peuvent être mises à disposition des entreprises seulement sous une forme qui empêche toute identification des sources. La constitution de bases de données sera faite selon les règles prévues par le législateur en matière de protection des données. Pour toute réunion, un ordre du jour précis sera joint à l'invitation et sera approuvé formellement au début de celle-ci. Un rapport de réunion détaillé et une liste de présence seront transmis pour approbation aux membres des organes, groupes de travail ou commissions dans un délai raisonnable.

Législation relative à la lutte contre le blanchiment

La **clc** poursuit en 2015 ses efforts de sensibilisation de ses membres à la législation en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. A cet effet, elle vient d'intégrer pour le compte de ses fédérations le comité consultatif de lutte anti-blanchiment au niveau de l'Administration de l'Enregistrement. Dans le cadre de ses efforts, la **clc** a élaboré un document de travail sur les obligations auxquelles sont confrontés les secteurs les plus sensibles comme l'immobilier et l'automobile. Ce dernier explique la base juridique relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et fournit des informations sur l'obligation de vigilance à l'égard de la clientèle, l'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate, l'obligation de coopérer avec la Cellule de renseignement financier et l'interdiction d'exécuter des transactions douteuses. L'objectif du document est la mise en place d'une procédure interne en conformité avec les obligations légales.

Commissions d'interchange liées aux cartes de paiement (MIF)

Les commissions excessives sur cartes de paiement imposées pendant longtemps par les différents prestataires de services de paiement représentent une lourde charge financière pour les commerçants luxembourgeois. Tel un impôt incontournable, ces commissions grèvent considérablement le chiffre d'affaires des commerçants. Le Règlement (UE) 2015 / 751 vise à plafonner les commissions d'interchange entre opérateurs, est susceptible de baisser les commissions facturées aux commerçants et de contribuer à une révision à la baisse des prix pour les consommateurs. À partir du 9 décembre 2015, le Règlement européen prévoit de limiter les commissions d'interchange pour les opérations liées à une carte de débit

ou de crédit à un taux de 0,2, respectivement de 0,3 % de la valeur de l'opération. Les États membres peuvent fixer un plafond par opération moins élevé. Dès le mois d'août 2015, la **clc** a sollicité le Ministre des Finances Pierre Gramegna à plusieurs reprises afin que le Gouvernement luxembourgeois mette en place de nouvelles commissions d'interchange compétitives au niveau européen favorisant ainsi une baisse des prix pour les consommateurs et permettant le déploiement des opérations de paiement électronique. Les taux d'interchange appliqués avant le 9 décembre 2015 au Luxembourg s'élevant à environ la moitié des taux préconisés au niveau européen de 0,2, respectivement de 0,3 %, risquent en effet d'être revus à la hausse par les opérateurs et d'engendrer une charge financière supplémentaire pour les commerçants luxembourgeois. Malgré des interventions écrites et orales répétées par la **clc** auprès du Ministre des Finances, celui-ci n'a donné aucune suite à nos sollicitations bien fondées. La **clc** poursuivra ses efforts dans ce dossier.

Eurovignette et péage en Belgique

Suite à l'annonce fin juin par l'État Belge de ne plus prélever l'Eurovignette pour son territoire à partir du 1^{er} avril 2016, et de mettre en place un nouveau système de péage lié au kilomètre, la **clc** a spontanément organisé une conférence d'informations en la matière le 8 juillet 2015. Le 21 septembre, la **clc** s'est adressée au MDDI en vue de l'obtention d'une entrevue des parties intéressées sur une double taxation, à laquelle les entreprises luxembourgeoises allaient être soumises, ainsi que sur la baisse d'attractivité du réseau routier domestique qui s'annonçait pour les transporteurs de la Grande Région. Le 9 octobre, le MDDI a pris position en annonçant la réalisation d'une étude sur la thématique qui devra être achevée début 2016.

Adaptation de la TVA au 1^{er} janvier 2015

Le groupe de travail « TVA » mis en place au sein de la **clc**, sous la responsabilité de Thierry Nothum et d'Alain Petry, a reconduit ses activités durant le premier semestre de l'année 2015. Ce dernier a pour objectif de négocier avec les autorités publiques des mesures visant à réduire les risques inhérents pour les commerçants en relation avec les hausses de prix à attendre dans le cadre de l'adaptation de certains taux, et d'en alléger la charge administrative. Dès l'application de la hausse de la TVA au 1^{er} janvier 2015, il s'est avéré qu'un régime spécial mis en place dans le secteur de l'agriculture a provoqué une hausse de prix considérable dans le commerce de viande et de produits de viande d'origine luxembourgeoise. Grâce à de nombreuses interventions de la **clc** auprès du ministère de l'Agriculture, du ministère des Finances et de l'Administration de l'Enregistrement, le régime prévu pour les produits concernés a pu être adapté, de sorte que le niveau de prix a largement pu être maintenu. Ces interventions n'ont pas seulement été bénéfiques pour le commerce de viande d'origine luxembourgeoise et de ses produits dérivés, mais également pour le commerce de bovins et le secteur agricole domestique en général.



Chambre de commerce

L'assemblée plénière est composée de 25 membres dont 8 représentants de la **clc**. En 2015, Mme Marianne Welter, administratrice de la **clc**, a été admise en remplacement de M. Roby Sinner, démissionnaire.

La **clc** est représentée dans les sept commissions spécialisées et en préside cinq : la Commission des comptes, la Commission Luxexpo (présidée par M. Sales, vice-président de la **clc**), la Commission internationale, la Commission PME (présidée par M. Rodenbourg, président honoraire et administrateur de la **clc**), la Commission économique (présidée par Laurent Schonckert, vice-président de la **clc**), la Commission formation (présidée par M. Ernster, président de la **clc**) et enfin la House of Training (présidée par M. Ernster, président de la **clc**).

Confédération des Classes Moyennes asbl

La confédération des Classes Moyennes est composée des trois organisations représentatives des PME, à savoir la **clc**, la Fédération des Artisans et l'Horesca. Elle constitue la plateforme pour se concerter sur tous les dossiers qui concernent plus particulièrement les petites et moyennes entreprises.

UEL (Union des Entreprises Luxembourgeoises) asbl

L'Union des Entreprises Luxembourgeoises regroupe les organisations et chambres professionnelles patronales, en l'occurrence l'ABBL, l'ACA, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers, la **clc**, la Fédération des Artisans, la Fedil et l'Horesca.

L'UEL élabore, de concert avec ses membres, les positions des entreprises sur des sujets horizontaux, les défend auprès des pouvoirs publics et des syndicats et les présente aux médias.

Elle s'engage activement dans le débat sociopolitique, dans le respect du développement durable et de la responsabilité des entreprises. Sur tous les sujets qui sont de son domaine de compétence, l'UEL est régulièrement amenée à élaborer des dossiers de fond pour soutenir ses prises de positions. Les domaines concernés sont notamment l'économie et la fiscalité, l'emploi et les relations de travail, la sécurité sociale, le développement durable et la simplification administrative.

L'UEL promeut également la responsabilité sociale des entreprises (RSE) afin d'aider les entreprises à renforcer leur compétitivité et à assurer leur pérennité. Elle a créé en 2009 l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité des entreprises (INDR).

M. Fernand Ernster représente la **clc** dans le Conseil d'administration de l'UEL. Le Comité Exécutif de l'UEL prépare les documents et les positions soumis au Conseil d'Administration. La **clc** est représentée dans ce comité par son directeur, Thierry Nothum.

Le 14 janvier 2015, le Gouvernement et l'UEL ont finalisé un accord portant sur une quinzaine de dossiers, dont le partenariat pour l'emploi, le maintien des taux de cotisations sociales, la simplification administrative ainsi que certaines mesures des domaines de l'éducation et de la fiscalité.

Cluster for Logistics Luxembourg asbl

Le Cluster for Logistics, dont la **clc** est un des membres fondateurs, est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en vue du positionnement et de la promotion du Luxembourg en tant que plateforme logistique multimodale compétitive. Son Conseil d'administration siège régulièrement sous la présidence de Carlo Thelen. Thierry Nothum, directeur de la **clc**, est un des deux vice-présidents du Cluster. En mai 2015, Malik Zeniti a succédé à Charles Gosselin au poste de directeur du Cluster.

L'année 2015 a été marquée par les projets « LEAN & GREEN » et « Single Window for Logistics » (guichet unique électronique pour le secteur de la logistique et du commerce international). Le Cluster organise par ailleurs l'échange d'informations, l'accès à des formations appropriées, et la promotion du Luxembourg en participant à des salons et voyages d'études ainsi que des rencontres avec des partenaires potentiels des transporteurs et logisticiens.

Conseil de la Consommation

La **clc** est membre du Conseil de la Consommation dont l'une des principales missions est de vérifier que les signataires de la Charte « Fair Price » ont bien respecté leurs engagements de ne pas pratiquer de hausses de prix injustifiées au détriment du consommateur. En 2015, sur base de l'étude des prix à la consommation réalisée par le Statec – qui a montré que le taux d'inflation se situe en moyenne à 0.5 % pour la période sous revue – le Conseil a pu apprécier les variations des prix relevées et évaluer que dans son ensemble, le commerce a appliqué des prix « justes ». L'impact de la hausse de la TVA à partir du 1^{er} janvier 2015 est suivi par l'Observatoire de la formation des prix et analysé dans le cadre de la Commission ad-hoc « formation des prix ».

Par ailleurs, le Conseil de la Consommation a pris part aux discussions relatives au projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges (REL) dans le Code de la consommation et modifiant certaines dispositions du Code. Ce dernier prévoit la coexistence de structures sectorielles, « les entités qualifiées » – sous réserve que leurs règles de fonctionnement soient adaptées au nouveau cadre législatif – et d'une structure résiduelle, « le Médiateur de la Consommation ». Celle-ci sera sous l'autorité du Ministre

de l'économie et financée par l'Etat. L'accès à la procédure REL via le « Médiateur de la Consommation » sera gratuit (en ce qui concerne les entités qualifiées, la gratuité ou un coût modique sont exigés) mais les éventuels frais d'expertise seront à charge du demandeur. Afin de faciliter la compréhension du texte de loi, il est prévu d'en éditer une version vulgarisée.

Puisqu'il existe au sein des fédérations de la **clc**, des commissions de médiation / concertation qui pourraient potentiellement devenir des entités qualifiées, la **clc** veillera à les accompagner dans leurs démarches de mise en conformité et à informer les professionnels des nouvelles exigences introduites à leur rencontre.

Toujours dans ce contexte et pour les achats en ligne, à noter que la plateforme européenne de résolution en ligne de litiges de consommation (ODR) a été mise en place au début de l'année 2016.

Ont également été traitées au sein de ce Conseil, les enquêtes sectorielles faites sur le terrain par la Direction du marché intérieur et de la consommation.

Commission ad hoc « Formation des prix »

La Commission « formation des prix » s'est réunie le 3 mars 2015 dans le cadre des travaux de l'Observatoire de la formation des prix du Ministère de l'Economie. L'Observatoire a présenté la nouvelle édition de l'étude « 4 Frontières » de Nielsen.

Une deuxième réunion a eu lieu le 10 juin 2015 avec comme principal objectif l'analyse des résultats d'une deuxième enquête de Nielsen qui avait pour but de déterminer le niveau et l'évolution de prix à la lumière de l'augmentation de la TVA. La commission a constaté que la hausse de la TVA a eu un faible impact sur les prix des produits de grande consommation. La hausse des prix est restée nettement en-dessous de l'impact théorique d'une transmission intégrale de la TVA sur les prix, a déclaré Mme Closener, la secrétaire d'Etat à l'Economie.

La Commission a siégé le 16 septembre 2015 pour entendre la présentation du rapport du premier semestre 2015 de l'analyse des prix à la consommation au Luxembourg. Pour ce qui est de la hausse de la TVA, il faut noter qu'après une transmission partielle constatée initialement en début d'année 2015, un effet de rattrapage tendait vers une transmission intégrale après six mois.

Conseil Economique et Social (CES)

Cet organe est composé de représentants des organisations patronales, syndicales et des pouvoirs publics. Gary Kneip, président honoraire et administrateur de la **clc**, a assumé la vice-présidence du CES en 2015.

En 2015, le Gouvernement est venu pour la première fois dans l'enceinte du CES pour écouter les propositions et réflexions des partenaires sociaux dans le cadre de la procédure dite du Semestre européen.

A noter aussi que le CES a adopté en octobre 2015 son avis sur les perspectives économiques à moyen et long terme dans le commerce de détail. Ce rapport, fort de plus de 70 pages, a été présenté à Madame la Secrétaire d'Etat Francine Closener fin octobre 2015.

Haut Comité pour le soutien des PME et entrepreneuriat

Institué en juin 2014 sous la présidence de Francine Closener, Secrétaire d’État à l’Économie, le Haut comité pour le soutien des PME et de l’entrepreneuriat est composé de représentants de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, de la Fédération des artisans, de l’Horesca et de la **clc**.

Réuni en assemblée plénière, le Haut Comité a surveillé l’avancement des travaux de plusieurs groupes d’experts en vue de l’élaboration du 4^{ème} plan d’action en faveur des PME. La **clc** a participé activement dans tous les groupes de travail et a présidé le groupe «développement économique et sectoriel du Luxembourg».

Commission Loi-cadre des classes moyennes et SNCl, Société Nationale de Crédit et d’Investissement

La **clc** est représentée dans la commission Loi-cadre de la DG PME et Entrepreneuriat du Ministère de l’économie et dans la commission des classes moyennes de la SNCl par Alain Petry, Membre de la direction de la **clc**, en tant qu’expert permanent. Ces commissions statuent sur l’éligibilité aux aides étatiques ainsi qu’aux financements «Crédit d’équipement» de la SNCl. Le représentant de la **clc** accompagne ainsi la mise en place de financements et de subventions au bénéfice de ses membres. En 2015, le montant des subventions en capital et des bonifications d’intérêt accordé aux PME par le ministère de l’Économie s’est élevé à 9.569.645 € sur un investissement total de 99.298.487 €. Les crédits d’équipement accordés par la SNCl aux classes moyennes se sont élevés à 3.876.400 €.

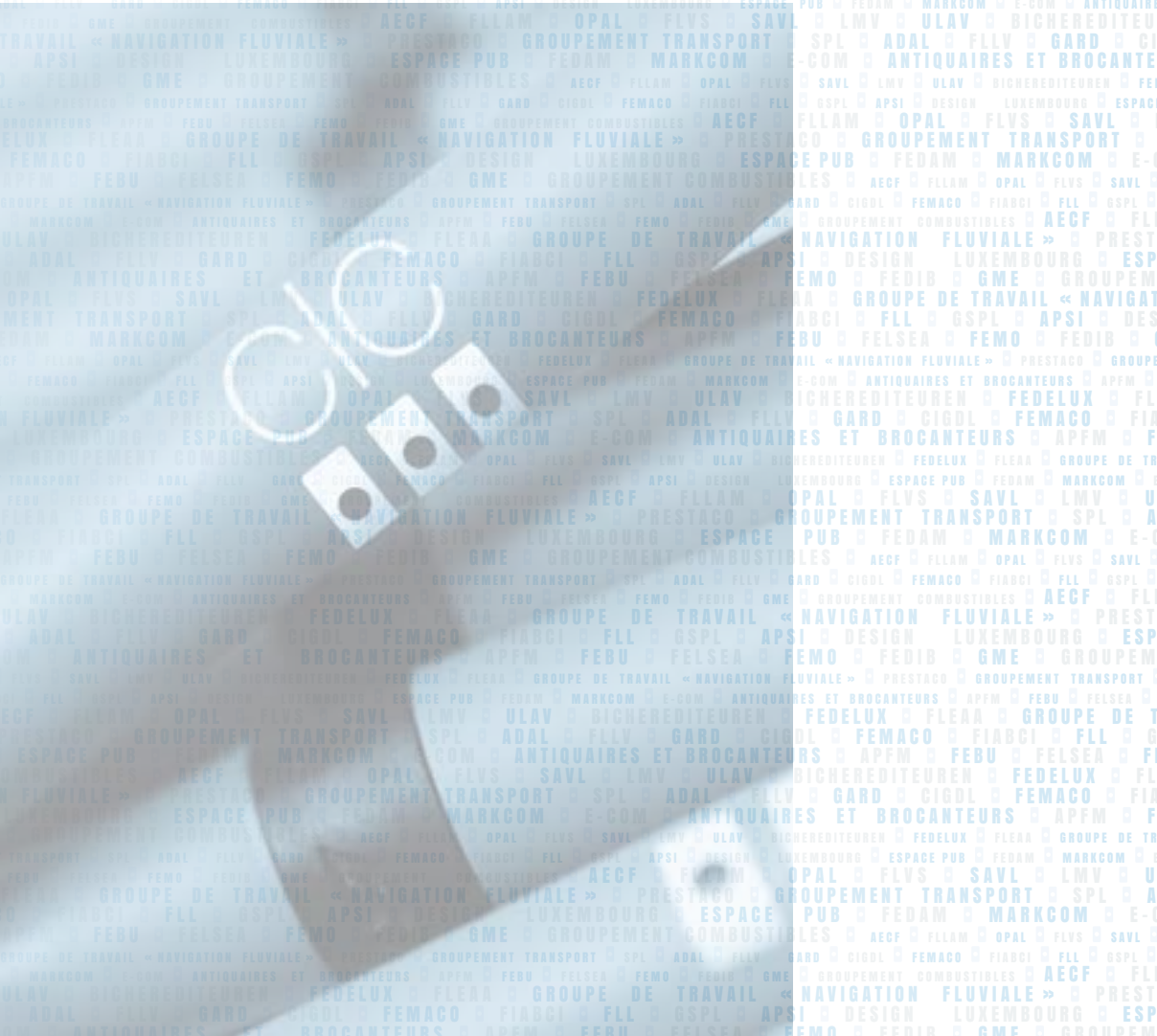
SNCA, SNCT et SNCH

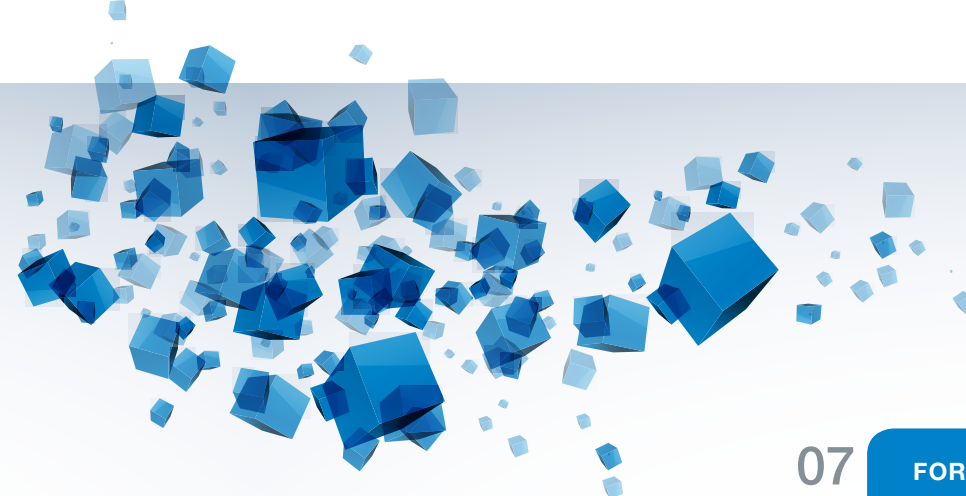
La **clc** est représentée dans les conseils d’administration respectivement de la SNCT, de la SNCA et de la SNCH (Société de Certification et d’Homologation) par Thierry Nothum.

En juillet 2015, Josiane Pauly a succédé à Paul Schmit qui n’a plus voulu renouveler son mandat de président des CA des trois sociétés.

EuroCommerce

La **clc** est membre effectif d’EuroCommerce, l’organisation siégeant à Bruxelles et qui représente les intérêts des détaillants, des grossistes et du commerce international en Europe. Un travail conséquent est fait par les représentants de la **clc** afin de faire entendre les positions et analyses de ses membres. Ce réseau permet également d’être informé à un stade très avancé sur les initiatives des institutions européennes touchant le commerce.





07 FORUMS clc



FORUM DES RESSOURCES HUMAINES – 16 MARS 2016

Forum des Ressources Humaines (FRH)

Le Forum des Ressources Humaines est un forum ouvert aux chefs d'entreprises et à leurs responsables du personnel. Il est destiné à favoriser l'échange de bonnes pratiques, mettre en commun les divers points de vue pour les sujets présentant un intérêt collectif, distribuer des informations utiles et s'accorder sur les positions à adopter par la **clc** dans l'intérêt des entreprises et des secteurs qu'elle représente.

En 2015, la **clc** a organisé trois Forums des Ressources Humaines. Le premier s'est tenu en date du 26 février 2015 et avait comme thématique la réforme du congé parental, les congés extraordinaires et les congés pour raisons familiales. A cette occasion, le FRH a accueilli Madame Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région, qui a présenté les différentes pistes à l'étude pour flexibiliser le congé parental. Le but recherché de cette réforme étant l'amélioration de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et l'augmentation de la proportion des pères ayant recours au congé parental.

Le 7 mai 2015, le FRH était dédié à la thématique de l'absentéisme. Pour cette occasion, Me Christian Jungers, avocat à la cour et partenaire chez Kleyr Grasso ainsi que le Dr. Gérard Holbach, Médecin-directeur du Contrôle médical de la sécurité sociale ont présenté un bref rappel concernant les démarches et procédures en cas de maladie du salarié (volet juridique, certificats de maladie, délais, quelles obligations au niveau de la santé au travail, etc.); la continuation du salaire en cas d'incapacité du travail du salarié (Lohnfortzahlung) et la question des suppléments ainsi que le contrôle des malades et le projet de loi sur le reclassement interne et externe ont également été traités.

En date du 18 septembre, la **clc** a organisé son 3^e FRH qui a rencontré un franc succès auprès de ses membres. L'édition de septembre avait eu comme thématique la fiscalité des frontaliers, ceci notamment parce que le 16 mars 2015, un nouvel accord bilatéral entre la Belgique et le Luxembourg avait été signé afin de clarifier les règles au niveau de la double imposition. À cette occasion, la **clc** avait invité Colette Mousset (Legal Advisor) et Pauline Fouss (Payroll Expert) de Securex pour présenter les principes généraux de la fiscalité des frontaliers belges, français et allemands.



FORUM ICT – 21 SEPTEMBRE 2015

Gauche à droite : Raymond Faber, chargé de direction auprès du Ministère de l'Economie / Vincent Kolaczynski, Solutions & Scan Manager auprès de CK S.A. / Georges Muller, vice-président de la **clc** et directeur de Cegecom S.A. / Claude Bizjak, **clc** / Vincent Wellens, NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à.r.l., avocat spécialisé en droit des nouvelles technologies

Forum « ICT pour PME »

Le gouvernement s'est donné un objectif ambitieux : devenir une « smart nation », l'image d'une société moderne, ouverte et hautement connectée.

La **clc** souhaite soutenir cette stratégie de manière pragmatique et accompagner les entreprises dans l'adoption des nouvelles technologies – avant tout au niveau des PME qui profiteront au mieux d'une digitalisation de leurs activités.

En conséquence, la **clc** a lancé en 2015 le « FORUM ICT pour PME ». Ce dernier a l'ambition de présenter aux chefs d'entreprises de manière compréhensible et « hands-on » les solutions ICT existantes et de quelle manière les implémenter au sein de leur entreprise. En effet, nous estimons que la digitalisation dans les entreprises doit être soutenue par une approche « top-down ». Ainsi le Forum s'adresse principalement aux décideurs dans les PME et non pas aux experts IT.

La première séance du Forum s'est tenue en date du 21 septembre 2015 et s'est penchée sur la thématique de « l'archivage électronique ». Le 14 avril 2016 nous avons donné suite avec la session « cloud ou pas cloud », donnant un aperçu des différentes solutions cloud.

La **clc** peut se féliciter d'un retour unanimement positif. Il a été décidé d'établir notre FORUM comme événement récurrent.

08 NETWORKING clc



La **clc** a toujours le plaisir d'inviter ses membres pour 5 événements networking durant l'année. Elle leur donne ainsi la possibilité de découvrir des lieux surprenants et souvent inconnus, et peu ou pas ouverts au public.

C'est dans une ambiance toujours chaleureuse que l'assemblée peut assister aux speeches d'invités de marque et faire plus ample connaissance, et nouer des relations professionnelles ensuite lors du cocktail dînatoire.

En 2015, les **clc**networking ont été organisés chez: Minusines en partenariat avec Cegecom; Cora en partenariat avec Cetrel; Imprimerie Faber en partenariat avec la BCEE; SNCT en partenariat avec Goodyear et enfin chez RTL en partenariat avec la BCEE.





09

SHOPPING IN LUXEMBOURG – GOOD IDEA

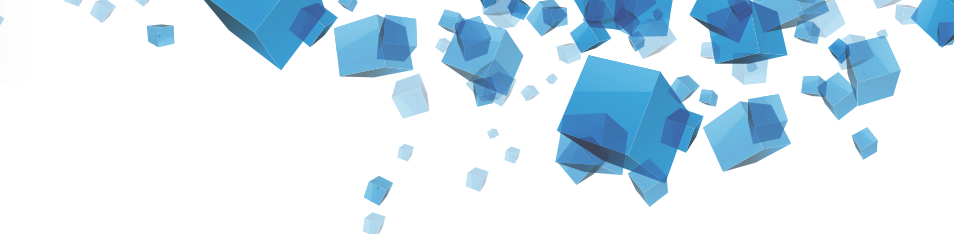


L'initiative «Shopping in Luxembourg – Good Idea», issue du programme «Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région» s'est appuyée essentiellement sur trois axes en 2015 : la promotion, le développement du commerce local et la veille du marché. La subvention étatique s'est élevée à 500.000 €, soit une baisse de 29 % par rapport à 2014 et de 80 % par rapport à l'année de lancement, en 2007.

La promotion du commerce luxembourgeois via Goodidea.lu et sa fanpage sur Facebook

Le site des bons plans pour le shopping et les sorties dans les restaurants reste la vitrine online du commerce luxembourgeois. Il est le seul site «shopping» au Luxembourg ayant pour objectif de donner une identité au commerce luxembourgeois et de le promouvoir dans une perspective de «Nation Branding». Ces deux objectifs étant prioritaires, les quatre versions linguistiques du site (FR, DE, LU, EN) ainsi que les investissements dans la création de contenus, ont été maintenus malgré une forte baisse des budgets en 2015. Entre janvier et décembre, le site a compté 560.738 visites, plus d'un million de pages ont été cliquées, 15.000 personnes ont suivi les bons plans via la newsletter et 20.000 sont fans de la page facebook Good Idea. Les publications sur la page Facebook atteignent entre 1.500 et 25.000 personnes, entre autres grâce aux fans, qui contribuent à la viralisation des contenus. La formule «Quiz» sur la fanpage de Good Idea offre aux commerçants une manière alternative de se faire connaître et elle permet aux internautes de découvrir, d'une façon ludique, un magasin ou concept commercial. Les quiz durent 3 semaines et c'est 18 commerçants qui en ont bénéficiés en 2015 ; plus de 3.300 fans de la page ont participé aux différents quiz.

Goodidea.lu et la fanpage constituent une infrastructure importante du commerce : les investissements permanents depuis 2007 dans l'optimisation du référencement naturel (placement dans les moteurs de recherche), le référencement payant (présence payée dans les listes des résultats) et les liens créés avec d'autres sites (stratégie «Linking») ont, à travers les années, contribué à une «e-réputation» générant des effets de mutualisation considérables pour tous les commerçants figurant sur le site.



Les « satellites » de Good Idea

Good Idea diffuse ses messages sur un réseau de sites internet visant un lectorat grand-régional, à savoir: Lesfrontaliers.lu, Lorraineaucoeur.com, Hunderttausend.de et Lavenir.net. En publiant sur base hebdomadaire une « Good Idea de la semaine » sur chaque site partenaire, les résidents de la Grande Région ont l’occasion de découvrir régulièrement un nouveau magasin, restaurant ou hôtel, un concept commercial original, un créateur luxembourgeois, des produits du terroir luxembourgeois ou l’annonce d’un événement incontournable au Grand-Duché. Les différents articles publiés par l’équipe sur les pages de ce réseau de « satellites » atteignent chaque semaine plusieurs milliers de lecteurs. Le nombre de contacts (personnes qui peuvent voir le teaser de Good Idea sur une page) est à environ 1 million de personnes par mois.

La promotion du « Shopping in Luxembourg » auprès des touristes

Des informations pratiques autour du shopping, les événements à ne pas manquer ainsi que les lieux shopping et leur accessibilité, c’est ce que la « shopping map » propose aux touristes. Editée en 150.000 exemplaires, elle a été distribuée via les réseaux GES en Grande Région, via le Luxembourg for Tourism (LFT, ancien « Office Natinal du Tourisme », ONT), les hôtels du Grand-Duché et le réseau Sales Lentz. La shopping map est trilingue (EN, FR, DE).

Good Idea a aussi été invité par ses partenaires du tourisme à contribuer à leurs publications et à présenter le pays en tant que destination shopping. Pour le LFT, Good Idea a publié un article dans le magazine virtuel « Visite Europe ». L’Union Internationale des Concierges d’Hôtels a publié une contribution de Good Idea dans le magazine « Concierge » des Clefs d’Or Luxembourg, diffusé dans un certain nombre d’hôtels adhérents au Luxembourg.

Good Idea et le Nation Branding

L’équipe de Good Idea poursuit une stratégie conséquente de « storytelling » et considère la création de contenus, à la fois diversifiés et ciblés, comme la clé d’une communication réussie dans un monde connecté. En 2015, Good Idea a participé au groupe de travail interministériel et interinstitutionnel en charge de la communication autour de la Présidence du Grand-Duché du Conseil Européen. Un dossier spécial sur Goodidea.lu, baptisé « I love Europe », a été réalisé dans ce contexte. Plus de 30 bons plans européens au Grand-Duché de Luxembourg ont été sélectionnés. Il s’agit de commerces ou restaurants offrant une expérience européenne aux consommateurs résidents et qui constituent des points de rencontres pour les communautés étrangères. Venant des quatre coins de l’Europe et s’étant installés au Luxembourg, les propriétaires de ces commerces vendent les produits et spécialités de leurs pays d’origine. Ils sont les ambassadeurs de leurs produits, et Good Idea a mis en avant ces personnages, leur passion pour le métier et leurs produits, ainsi que leurs concepts commerciaux.

La promotion des événements commerciaux

Suite à la diminution nette des budgets marketing du programme « Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région », la promotion des événements commerciaux nationaux (soldes, ouvertures dominicales avant Noël) a été reconduit à un minimum. Les événements ont été annoncés dans le réseau de Good Idea (site, fanpage, satellites), et des campagnes dans le réseau de Google ont augmenté l’impact des publications online. Les campagnes « offline » n’ont pas pu être réalisées. Les campagnes pour le Fréijoersshopping et le Mantelsonndeg (organisateur: Fédération de la Mode) ont été coordonnées par Good Idea avec les budgets des unions commerciales et centres commerciaux participants. Contrairement aux années précédentes, elles n’ont pas pu être subventionnées.

Le conseil en communication pour les fédérations et associations commerciales a été maintenu en 2015, de sorte que certains ont confié leurs budgets marketing à Good Idea pour la promotion de leurs événements et pour la coordination de leur communication annuelle. Ce service s’inscrit dans une démarche de professionnalisation du secteur et de recherche de synergies. Les associations et événements suivants en ont profité en 2015 :

- les marchés hebdomadaires (pour le Lëtzebuerger Maarteverband, LMV),
- les trois éditions de la grande foire à la brocante à Luxexpo, (pour la Fédération des antiquaires et brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg),
- le Fréijoersshopping (pour la FEMO),
- les huit éditions du Glacismaart, de mars à novembre (pour le LMV, l’Association des professionnels des foires et marchés, APFM et la Fédération des antiquaires et brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg),
- certains marchés du textile (pour l’APFM),
- le weekend « shopping » de Pâques (pour l’union commerciale de la Ville de Luxembourg, UCVL),
- la promotion des chaudières à mazout (pour la Fédération des commerces de combustibles),
- le secteur de l’ameublement et ses deux festivals du meuble (pour la Fédération de l’ameublement, FEDAM),
- le Stroossemaart (pour l’UCVL),
- le dimanche des soldes d’été (pour l’UCVL),
- la Schueberfouer (pour le comité international de la Schueberfouer),
- la Grande Braderie (pour l’UCVL),
- le Mantelsonndeg (pour la FEMO),
- Winterlights.

Les pages spéciales « commerce » dans le Luxemburger Wort

Le Luxemburger Wort atteint chaque jour 168.700 lecteurs (enquête TNS Ilres Plurimedia 2014/2015) et publie dans presque chaque édition des pages spéciales qui permettent aux annonceurs de se positionner par rapport à une thématique, ou de se regrouper autour d'un événement commun. Les pages spéciales qui concernent le secteur du commerce, de l'artisanat et l'horeca sont organisées en collaboration avec Good Idea. Ce partenariat entre le Luxemburger Wort et Good Idea permet aux commerçants d'annoncer leurs informations à un tarif préférentiel. La marque « Shopping in Luxembourg – Good Idea » est ainsi mise en avant sur toutes les pages. Au total, 45 publiereportages ont été organisés en 2015, et 269 commerces ont participé plus ou moins régulièrement pour promouvoir leur activité.

Good Idea et le commerce local : aide à la professionnalisation des unions commerciales et conseil aux communes

En 2015, Good Idea a intensifié sa collaboration avec certaines communes pour les accompagner dans leurs processus de city-management et de positionnement.

Good Idea a souscrit une convention de coopération avec les consultants allemands CIMA spécialisés dans le développement des centres villes. En 2015, des projets de ré-orientation stratégique étaient en cours à Echternach, à Ettelbruck et à Dudelange. Good Idea enrichit l'expertise et la méthodologie des experts allemands avec sa connaissance du marché luxembourgeois et de son contexte multi-culturel. CIMA propose aux communes un plan d'action et des groupes de travail. Good Idea participe à certains de ces groupes de travail et, en l'absence de CIMA, assure la continuité dans le processus de changement.

En Ville de Luxembourg, Good Idea a signé une convention de coopération avec Luxtram. Ensemble avec l'Union commerciale de la Ville de Luxembourg (UCVL), Good Idea souhaite limiter les effets négatifs du chantier sur la gestion des entreprises implantées en centre ville. L'objectif est de garantir, ensemble avec l'UCVL un bon flux d'informations en interne avec les riverains du chantier (commerces et restaurants) et avec leurs fournisseurs directement touchés par les chantiers et déviations. La deuxième cible sont les clients des commerces en centre-ville: tandis que l'administration communale de la ville est censée communiquer avec ses citoyens, Good Idea maintiendra le lien avec les consommateurs venant d'ailleurs, surtout des pays limitrophes. L'objectif de cette communication est de fidéliser la clientèle, les informer de l'accès du centre-ville en période de transition et de les faire participer à une vision 2020 d'une ville moderne, dynamique et attrayante.

La veille du marché

Good Idea observe les marchés luxembourgeois et européens, surtout au niveau de la Grande Région. Les données quantitatives et qualitatives publiées par des instituts nationaux de statistiques, par des instituts de recherche, par des agences, promoteurs économiques et autres, aident à dresser une image « commerciale » de la Grande Région, son évolution, ses flux de consommateurs, etc...

Ensemble avec le Ministère de l'Economie et TNS Ilres, un sondage sur les comportements d'achat a été organisé sur un échantillon représentatif de la population résidante. Ce sondage s'inscrit dans une série lancée en 2007, permettant de mesurer les opinions relatives au commerce et à son offre, et d'observer les changements dans les habitudes d'achat. Ces sondages constituent un outil précieux pour piloter les projets et campagnes du programme.

En plus de ce sondage auprès des consommateurs, deux sondages sur la durée des soldes ont été organisés parmi les commerçants et unions commerciales du pays. Après les soldes respectivement d'hiver et d'été, l'équipe a invité des acteurs du commerce à participer à un sondage online pour pouvoir apprécier les effets de la prolongation de la période des soldes sur leur chiffre d'affaires et connaître leurs expériences ainsi que les réactions de leurs clients. Les soldes sont réglés différemment en Allemagne, en France, en Belgique et au Luxembourg. Avec la prolongation des soldes, le secteur luxembourgeois s'est aligné sur la France et la Belgique pratiquant des périodes de soldes de plusieurs semaines.



Ecotrel

L'asbl Ecotrel, créée à l'initiative de la **clc**, a poursuivi en 2015 sa mission de collecter et faire recycler les déchets d'appareils électriques et électroniques. Dans son CA, plusieurs mandataires de la **clc** représentent les intérêts des importateurs des équipements visés par la loi.

Valorlux

Le directeur de la **clc** représente les acteurs du commerce dans le Conseil d'administration de Valorlux. Il siège également dans les groupes de travail de la communication et de la prévention. A noter que le directeur de Valorlux, Ernest Boever, a quitté l'association en automne 2015. Il sera remplacé en 2016 par Claude Turping.

Ecobatterien

L'asbl Ecobatterien a été créée par la Fédération des Artisans, la Fedil, Ecotrel et la **clc** afin que celle-ci endosse les obligations à charge des producteurs et importateurs de piles et accumulateurs. Elle organise la collecte, le recyclage et le traitement écologique de ces déchets.

La Directive « Sacs plastiques »

La **clc** a rencontré à plusieurs reprises l'auteur du projet de loi en vue de discuter de la transposition en droit national de la directive 2015 / 720 visant la réduction de la consommation des sacs en plastique légers.

INDR

La **clc**, qui avait renouvelé son label RSE en septembre 2014, continue sur sa lancée et applique autant que possible les préceptes défendus par le label. Il importe surtout à la **clc** de préserver ses employés et de leur donner une plateforme et un cadre de travail professionnel et agréable afin d'optimiser le déploiement de leurs compétences. Le développement personnel continu est encouragé.

La **clc** montre son attachement aux valeurs promues dont l'engagement de la société envers ses salariés en matière sociale et d'égalité des chances, envers la gouvernance et l'environnement.

Liste des fédérations membres

1. Groupement Alimentation asbl
2. FEDAM (Fédération Luxembourgeoise de l'Ameublement asbl)
3. Arts ménagers et Quincaillerie asbl
4. Groupement drogues, articles chimiques, optiques, photographiques, sanitaires du Grand-Duché de Luxembourg asbl
5. Groupement Combustibles solides et liquides asbl
6. PRESTACO (Groupement Tabacs, Souvenirs, jouets, vanneries et articles d'art asbl)
7. Groupement Radios, articles électriques et installations sanitaires du Grand-Duché de Luxembourg asbl
8. FEBU (Fédération Bureautique asbl)
9. FLL (Fédération Luxembourgeoise des Libraires asbl)
10. LB (Lëtzebuerger Bicherediteuren asbl)
11. FPII (Fédération des Professionnels Indépendants de l'Immobilière asbl)
12. Groupement Fleuristes du Grand-Duché de Luxembourg asbl
13. Groupement d'Activités commerciales diverses asbl
14. AECF (Association européenne des commerçants-forains asbl)
15. Groupement du Commerce Frontalier asbl
16. LMV (Lëtzebuerger Maarteverband asbl)
17. ULAV (Union Luxembourgeoise des Agences de Voyages (ULAV) asbl)
18. SAVL (Syndicat des Agents de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg asbl)
19. Groupement Parfumeries Sélectives asbl
20. FIABCI (Fédération Internationale des Profession Immobilières, chapitre Grand-Duché de Luxembourg)
21. FeDiB (Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons asbl)
22. Syndicat des Importateurs, Exportateurs et Distributeurs-Grossistes en alimentation et autres produits de consommation asbl
23. Association des Importateurs-Grossistes spécialisés en produits alimentaires asbl
24. FLVS (Fédération Luxembourgeoise des Industries et du Négoce de Vins, Liqueurs et Spiritueux asbl)
25. Groupement Luxembourgeois des Négociants d'Acier asbl
26. AGASAL (Association des Grossistes en appareils sanitaires et de chauffage du G.D. de Luxembourg asbl)
27. Groupement des Grossistes Répartiteurs luxembourgeois en produits pharmaceutiques asbl
28. Groupement des Concessionnaires Répartiteurs luxembourgeois en spécialités pharmaceutiques asbl
29. FEMACO (Fédération Luxembourgeoise des Négociants en matériaux de construction asbl)

30. Association des Commissionnaires, Marchands et Transporteurs de bétail et de viande du Grand-Duché de Luxembourg asbl
31. GME (Groupement des Importateurs et Grossistes de matériel électrique asbl)
32. Fédération Luxembourgeoise des Importateurs-Grossistes en papier et papeterie asbl
33. Groupement des Entrepreneurs de Transports asbl
34. FEDELUX (Fédération des Déménageurs luxembourgeois asbl)
35. FLEAA (Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars asbl)
36. Verband der Luxemburger Videothekähre asbl
37. MarkCom (Association des agences conseils en marketing et communication asbl)
38. Design Luxembourg asbl
39. Espace Pub asbl
40. Union luxembourgeoise de la production audio-visuelle asbl
41. GSPL (Groupement des Syndics Professionnels du Grand-Duché de Luxembourg asbl)
42. Luxembourg Airfreigh Forwarders'Association asbl
43. UPSMT (Union professionnelle des services médico-techniques (Medizintechnischer Fachhandel asbl)
44. APSI (Association des Professionnels de la Société de l'Information asbl)
45. FCA (Fédération des Courtiers d'Assurances de Luxembourg asbl)
46. Groupement vum Letzebuerger Landhandel asbl
47. APFM (Association des Professionnels des Foires et Marchés asbl)
48. FLLV (Fédération luxembourgeoise des loueurs de véhicules asbl)
49. FEDIMA (Fédération luxembourgeoise des importateurs, distributeurs et Concessionnaires d'équipements techniques et de matériels sur les Entreprises et les collectivités asbl)
50. OPAL (Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg asbl)
51. FEMO (Fédération de la Mode asbl)
52. Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl
53. CIGDL (Chambre Immobilière du Grand-Duché de Luxembourg asbl)
54. FLLAM (Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales)
55. ADAL (Association des Distributeurs Automobiles Luxembourgeois)
56. GARD (Groupement d'assistance, remorquage et dépannage Luxembourg)
57. SPL (Syndicat des pharmaciens luxembourgeois)
58. Felsea (Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et d'accueil pour enfants asbl)
59. eCom.lu (Fédération Luxembourgeoise du E-commerce)

Liste des représentations européennes et internationales dont la clc ou ses fédérations sont membres

1. IRU (Union Internationale des Transports Routiers)
2. Leaseurope (European Federation of Leasing Companies' Associations)
3. CECRA (European Council for Motor Trades and Repairs)
4. EuroCommerce
5. CEGROBB (Communauté européenne des associations du commerce de gros en bières et autres boissons)
6. UFEMAT (Union européenne des fédérations nationales des négociants en matériaux de construction et des producteurs)
7. CEEV (Comité européen des entreprises de vins)
8. FIVS (Fédération internationale des vins et spiritueux)
9. EIBF (European and International Booksellers Federation)
10. CEPI (Conseil européen des Professions immobilières)
11. FIABCI (Fédération Internationale des professions de l'immobilier)
12. BEDA (The Bureau of European Design Association)
13. FEDEMAC (The Federation of European Movers Associations)
14. ECOMMERCE EUROPE
15. PGEU (Pharmaceutical Group of European Union)
16. UFEMAT (European Association of National Builders')
17. EASA (European Association of Communication Agency)



Impressum

Edition – Rédaction clc • 7, rue Alcide de Gasperi • L-1615 Luxembourg
B.P. 482 • L-2015 Luxembourg
Tél.: 439 444-1 • Fax: 439 450
info@clc.lu • www.clc.lu

Conception & Coordination: clc – marie-laure.moreau@clc.lu / **Conception & Layout:** www.saint-paul.lu / **Impression:** myprint.lu